

Economics School of Louvain - ESL

Economics School of Namur - ESN

Les contraintes économiques et politiques de la fin des années 20 et du début des années 30 ont-elles condamné l'Allemagne à adopter un régime protectionniste d'extrême-droite, et comment ce régime a-t-il pu développer sa stratégie économiquement ?

Auteur : RICHARD Quentin

Directeur : DEFRAIGNE Jean-Christophe

Lecteur : CASSAN Guilhem

Année académique 2020-2021

Master en sciences économiques – 120 crédits – Finalité : Spécialisée

Remerciements

Au moment de clôturer ce mémoire, je tiens à remercier particulièrement mon promoteur, le Professeur Jean-Christophe Defraigne, pour ses conseils, sa disponibilité, son aide bibliographique et sa relecture attentive.

Un merci particulier va également au Professeur Guilhem Cassan, le lecteur de mon travail, dont je me réjouis de connaître l'opinion.

Je souhaite enfin remercier mon père Jean-Marc Richard, dont les nombreux conseils m'auront permis d'améliorer grandement l'orthographe et la formulation des phrases de ce mémoire.

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	4
Introduction.....	6
Partie 1 : Les faits historiques ayant contribué à l’accession au pouvoir des nazis et les politiques nazies.....	10
Section 1.1. Le rôle des contraintes économiques imposées par le Traité de Versailles.....	10
Versailles en tant que tel (1919)	10
Le montant final et le plan Dawes (1924)	11
Le plan Young (1929).....	12
Section 1.2 : L’hyperinflation et ses conséquences	13
Section 1.3 : Les nazis avant 1929.....	15
Section 1.4 : La récession de la fin des années 20 et du début des années 30, les politiques de Brüning et la chute de son cabinet.....	17
L’éclatement de la crise.....	17
Chute de Müller, nomination de Brüning.....	19
Dégradation de la situation financière et élection présidentielle de 1932.....	22
Démission de Brüning.....	23
Section 1.5 : Les échecs de von Papen et von Schleicher et les jeux politiques conduisant les nazis au pouvoir	24
Nomination de von Papen et sa politique.....	24
Elections de novembre 1932, démission de von Papen et nomination de von Schleicher	26
Complot contre von Schleicher et arrivée d’Hitler.....	27
Section 1.6 : Le rôle des grands industriels dans la montée d’Hitler	30
Les grands industriels et le financement des nazis	30
Le rôle des grands industriels dans la chute de Brüning.....	32
Le rôle des grands industriels dans la chute de von Schleicher	33
IG Farben	34
Section 1.7 : Les politiques économiques des nazis.....	36
Les bons MEFO	36
Les travaux publics et le premier plan quadriennal	37
La sacralisation des cartels et la stagnation des salaires	39
Section 1.8 : La politique extérieure des nazis.....	40
Versailles aux oubliettes.....	40
L’empire allemand en Espagne et les accords de clearing.....	41
Le rôle des banques suisses dans le financement du régime nazi	45

Anschluss et pillages en Tchécoslovaquie et dans les pays occupés	47
Section 1.9 : Le second plan quadriennal et la démission de Hjalmar Schacht	49
Partie 2 : Les nazis et leur régime protectionniste d'extrême-droite étaient-ils évitables ? Analyse des autres options possibles.....	51
Partie 2.1 : Les autres options offertes à Brüning (et ses prédécesseurs).....	51
Avant Brüning : limiter la prolifération des capitaux étrangers.....	51
Séparation entre le mark et l'étalon-or pour permettre une inflation.....	55
Au lieu d'appliquer des mesures déflationnistes, relancer l'économie par des mesures keynésiennes.....	61
L'adoption de mesures favorables aux cartels était-elle une « bonne idée » ?.....	64
Laisser le temps à Brüning : ces mesures n'auraient-elles de toute façon pas fini par fonctionner ?	67
Partie 2.2 : Les autres options offertes aux nazis.....	72
Relance économique autre que par le réarmement.....	72
Accroissement du bien-être via des dépenses orientées vers les biens essentiels	74
Retour de l'Allemagne sur le marché des capitaux.....	76
Retour de l'Allemagne dans le commerce international.....	80
Conservation de la Neo-Weltpolitik au lieu du passage à un Lebensraum.....	81
Conclusion : le régime protectionniste d'extrême-droite des nazis était-il nécessaire ?.....	86
Bibliographie	92

Introduction

Je twisterais les mots, s'il fallait les twister

Pour qu'un jour les enfants sachent qui vous étiez.

En 1963, Jean Ferrat utilise l'image du twist pour faire comprendre qu'il est prêt à tout afin d'informer la jeune population sur les horreurs commises par l'Allemagne nazie. Sa chanson *Nuit et Brouillard* est une ode merveilleuse à toutes les victimes de ce régime barbare, emprisonnées et exterminées dans les camps de la mort. Plus d'un million de personnes ont péri à Auschwitz, à peine un petit peu moins à Treblinka, et encore beaucoup d'autres dans d'autres camps ou dans les ghettos. Six millions de Juifs ont notamment été tués au cours de ces opérations (Childers, 2017). Le 27 janvier 1945, lorsque le camp d'Auschwitz est libéré et que 7.000 survivants y sont retrouvés, malades, affaiblis et dans un état de malnutrition avancé, le monde entier découvre véritablement l'horreur. Deux questions émergeront alors dans l'immédiat après-guerre. La première, c'est celle à laquelle Jean Ferrat veut répondre par l'information : comment faire pour que cela n'arrive plus jamais ? Bon nombre d'artistes l'accompagneront dans cette quête. Citons, entre autres et bien qu'il ait fait polémique, le film d'Alain Resnais, également appelé *Nuit et Brouillard* (1956), débutant par l'impératif « *Souviens-toi* », puisqu'il est nécessaire de garder à l'esprit les horreurs du passé afin que plus jamais elles ne se reproduisent.

La seconde question qui s'est retrouvée sur toutes les lèvres en 1945 et encore par la suite était « Comment cela a-t-il pu se passer ? ». « Comment avons-nous pu laisser faire ça ? ». Bon nombre d'historiens se sont penchés sur cette question. Par quels moyens Hitler a-t-il pu se retrouver au pouvoir et, une fois qu'il s'y trouvait, comment a-t-il pu mettre en place son programme de l'horreur ? Ce mémoire s'inscrira davantage dans la lignée des tentatives qui visent à répondre à cette question. Je n'accorderai pas un poids trop important aux idéologies. La période viennoise d'Hitler ou son rôle durant la Première Guerre mondiale ont certainement façonné ses pensées et ses idéaux vis-à-vis de la race aryenne et surtout des autres races, mais ceci ne sera guère le cœur de ce travail. Ce à quoi je chercherai à répondre sera la question des contraintes économiques. La situation économique de l'entre-deux-guerres, chaotique au regard d'aujourd'hui, peut fournir des explications sur les raisons qui ont facilité l'accession d'Hitler à la chancellerie.

Dans la première partie de ce travail, nous établirons une analyse descriptive des événements politiques ou économiques qui ont contribué à amener le Führer au pouvoir. Nous entamerons notre parcours en 1919, avec l'un des éléments qui se révélera des plus contraignants pour le futur de l'Allemagne : le Traité de Versailles. Avec ses nombreuses clauses défavorables à la nouvellement née République de Weimar, ainsi que les montants astronomiques imposés à Berlin en réparation des

dommages de guerre vis-à-vis des Alliés, ce traité sera au cœur des discussions politiques et économiques en Allemagne jusqu'au début des années 30. Deux plans, le plan Dawes (1924) et le plan Young (1929) tenteront d'aménager les contraintes imposées à Versailles et donneront lieu à des débats houleux. Ensuite, nous nous intéresserons rapidement à la question de l'hyperinflation qu'avait connue l'Allemagne et dont le paroxysme avait été atteint en 1923. C'est cette même année, et dans un contexte économique très difficile, qu'Hitler tenta de réaliser un coup d'Etat, nommé plus tard « Putsch de Munich ». Bien qu'elle ait pu être arrêtée grâce à la connaissance technique du célèbre banquier Hjalmar Schacht, la sinistre période d'hyperinflation marquera considérablement les Allemands, et, nous le verrons, influencera les politiques économiques futures prises par les prédécesseurs d'Hitler. Par après, nous nous intéresserons à la crise économique que connut l'Allemagne, à l'instar de toute l'Europe, à la fin des années 20, et au début des années 30. Le retrait massif des capitaux étrangers, qui avaient été nécessaires à la reconstruction de l'économie allemande, couplé à des salaires anormalement élevés et un taux de chômage toujours très important façonneront, ensemble, une récession économique de grande ampleur. Cette même période sera également marquée par une très grande incertitude politique. Trois changements de chancelier auront lieu entre le 1^{er} juin 1932 et le 30 janvier 1933, date à laquelle Hitler sera nommé à la chancellerie par le Président Paul von Hindenburg. Nous verrons au gré de quels événements cette incertitude politique a évolué, quelles ont été les raisons qui ont contribué aux départs d'Heinrich Brüning, Franz von Papen et Kurt von Schleicher, et par la même occasion à l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. Je m'intéresserai ensuite au rôle qu'ont pu jouer divers acteurs économiques dans l'accession du Führer à la chancellerie. Il faut entendre par là des grandes entreprises ou des cartels, tels que le groupement chimique IG Farben, dont le soutien aux nazis aura été un atout-clé du parti. Enfin, une fois au pouvoir, nous nous interrogerons sur les politiques économiques mises en place par les nazis. Nous nous pencherons, entre autres, sur la relation qu'entretint l'Allemagne nazie avec l'Espagne franquiste, ou sur la manière dont les Allemands collaborèrent avec de grandes banques, notamment suisses, pour pouvoir utiliser à leurs fins l'argent volé aux premières victimes de l'Holocauste ou des pays envahis. La stratégie d'autarcie voulue par le NSDAP, dans laquelle l'Allemagne serait autosuffisante dans la production de ses biens de consommation, via, notamment la création de produits synthétiques pour remplacer la matière première manquante sur le territoire, sera rapidement scrutée. Cette partie aura donc pour but de mettre en évidence les éléments historiques tels qu'ils se sont passés, et en quoi ils ont amené l'Allemagne à adopter son régime économique protectionniste d'extrême-droite incarné par Hitler.

La seconde partie du travail sera plus complexe et s'intéressera à la question du contrefactuel. Son objectif ne sera plus de répondre à la seconde question née de l'immédiat après-guerre

« Comment a-t-on pu arriver à cela ? », mais bien à l'interrogation « Qu'aurait-on pu faire pour que cela n'arrive pas ? ». En d'autres termes, nous allons chercher à savoir si le régime protectionniste d'extrême-droite précédemment décrit était inéluctable, ou si d'autres actions auraient pu être envisagées, en dépit de la situation économique difficile de l'époque, pour éviter l'accession au pouvoir des nazis. Il ne s'agira pas de *twister les mots*, mais de *twister* légèrement l'histoire. Je n'aurai pas l'ambition d'imaginer un monde sans Traité de Versailles, sans hyperinflation ou sans krach boursier d'octobre 1929. En revanche, j'essaierai de déterminer, à partir des connaissances historiques à ma disposition et d'outils issus de la macroéconomie, si un autre cours des choses aurait pu être envisagé. Par exemple, les politiques d'austérité et déflationnistes adoptées par Heinrich Brüning lors de la crise du début des années 30 ont souvent été accusées d'avoir amplifié la récession. Nous verrons quel a été le véritable rôle de ces politiques, et si l'importance qu'on leur a conférée n'a pas été légèrement montée en épingle. De plus, nous imaginerons quelles auraient pu être les réponses politiques au niveau de salaire vraisemblablement trop élevé dans l'Allemagne des années 20, et à son corolaire, le manque d'investissements. Nous verrons également si l'Allemagne aurait pu, en 1931, quitter l'étalon-or et dévaluer sa monnaie, un peu comme le fit la Grande-Bretagne, et quelles en auraient été les conséquences économiques pour le pays, en termes de balance commerciale et d'accès au crédit. Le tout avec en filigrane, la grande question : « N'a-t-on pas réagi trop tard ? ». En 1928, alors que la reprise économique allemande semblait battre son plein, avec une arrivée massive de capitaux américains sur le territoire, le Ministre des Affaires Etrangères Gustav Stresemann déclara que son pays « dansait sur un volcan » (Ritschl, 2003). Une manière à peine voilée d'avouer que la croissance que l'Allemagne connaissait était très fragile, si bien qu'elle éclata quelques mois plus tard. Y aurait-il eu un moyen d'éviter l'éruption de ce volcan ou, à tout le moins, de limiter ses dégâts ? Voici quelques-unes des ambitieuses questions auxquelles ce travaillera tentera d'apporter des éléments de réponse, bien qu'il semble impossible d'adopter une position indiscutable sur la question. En fin de parcours, nous nous intéresserons aussi à la personnalité de Hjalmar Schacht. C'est lui qui, au milieu des années 30, alerta Hitler sur le caractère assez irréaliste des politiques d'autarcie que le Führer rêvait d'entreprendre. Davantage partisan d'un retour de l'Allemagne sur la scène des échanges et des crédits internationaux, Schacht sera déchargé de ses fonctions de Ministre de l'Economie du Reich en 1937, à la suite d'un xième conflit avec Göring et Hitler sur la question des dépenses militaires. Un retour sur le marché international de l'Allemagne, dans les années 30, aurait-il été possible ? Une fois enclenché, le système ultra-protectionniste préconisé par les Nazis devait-il absolument perdurer ? Voici encore une question sur laquelle nous essaierons de développer une position. Pour la facilité de la lecture, nous raconterons les évènements des différentes sections par ordre chronologique. Cependant, nous conclurons en adoptant une approche plus transversale synthétisant, pour chacune des politiques alternatives évoquées, les raisons pour lesquelles elle n'a pas été adoptée et les

conséquences qu'elle aurait pu avoir. Ceci se fera bien sûr dans le but de répondre à la question de recherche de ce travail : le régime protectionniste d'extrême-droite développé par l'Allemagne à partir du début des années 30 était-il oui ou non nécessaire, et quelles alternatives auraient pu être développées ?

Partie 1 : Les faits historiques ayant contribué à l'accession au pouvoir des nazis et les politiques nazies

Section 1.1. Le rôle des contraintes économiques imposées par le Traité de Versailles Versailles en tant que tel (1919)

La première étape de notre voyage à travers les contraintes économiques et politiques ayant facilité l'accession d'Hitler au pouvoir nous emmène en 1919. C'est l'année où Hitler, soldat assez insignifiant pendant la Première Guerre mondiale, intégra un parti assez marginal et peu connu en dehors de Munich : le DAP (Parti des Travailleurs Allemands) (Childers, 2017). Mais c'est aussi l'année où fut signé un accord qui influença considérablement le futur économique et politique de l'Allemagne : le Traité de Versailles, ratifié le 28 juin, après avoir été accepté six jours plus tôt par la Constituante de Weimar, par 237 voix contre 158 (Badia, 1964 a). Avant les négociations, les Allemands avaient placé beaucoup d'espoir dans les mains du président américain Woodrow Wilson qui insistait, dans un premier temps, pour que soit signé un accord de paix sans annexion et respectant le principe d'autodétermination des peuples. Mais ses pensées ne trouvèrent pas écho aux oreilles de David Lloyd George et Georges Clémenceau, qui représentaient respectivement la Grande-Bretagne et la France et qui étaient déterminés à affaiblir une Allemagne qu'ils jugeaient responsable de la guerre et des pertes qu'avaient encourues leurs pays. Ainsi, des mesures sévères furent infligées à l'Allemagne. Sur le plan territorial, la Prusse occidentale fut cédée à la Pologne, et un corridor polonais contenant la ville de Dantzig fut établi, pour séparer la Prusse orientale, toujours allemande, du reste du territoire. L'Alsace-Lorraine fut cédée à la France et les Cantons de l'Est à la Belgique. Les colonies que l'Allemagne avait établies en Afrique ou dans le Pacifique lui furent retirées, et la possibilité d'une union entre l'Allemagne et l'Autriche, pourtant souhaitée par Vienne, catégoriquement refusée. Sur le plan militaire, l'armée de terre allemande fut limitée à 100.000 hommes, sa marine à 16.000. On n'autorisa pas l'Allemagne à posséder de tanks, de forces aériennes ou d'artillerie lourde. Une large zone démilitarisée au cœur de la Rhénanie, proche de la frontière française, fut établie. Naturellement, de telles clauses suscitérent pas mal de controverses en Allemagne. Certains, dont Hitler, y voyaient une humiliation morale, qui allait nourrir leur ressentiment à l'égard des pays vainqueurs. Mais au-delà de toutes ces clauses, l'Allemagne, reconnue comme seule responsable de la guerre, fut condamnée à payer de sévères réparations pour les dégâts commis. Aucun montant ne fut décidé à Versailles, les Alliés n'ayant pas trouvé d'accord entre eux, mais on imposa qu'une commission détermine ce montant avant le mois de mai 1921. En attendant, l'Allemagne devait payer, à titre de provision, 20 milliards de marks-or, et restituer les richesses pillées. La question des réparations, ces

dettes colossales imputées à l'Allemagne, reviendrait assez rapidement sur la table, lorsque deux plans étrangers viseraient à organiser leur remboursement ; le premier était le plan Dawes, signé en 1924, le second était le plan Young, qui serait adopté en 1929.

Le montant final et le plan Dawes (1924)

Le 6 mai 1921, un accord fut finalement trouvé entre les Alliés : un ultimatum fut envoyé à l'Allemagne, qui l'accepta cinq jours plus tard. Le montant des réparations portait sur 132 milliards de marks-or. Les modalités de remboursement étaient fixées : un milliard à payer dans les 25 jours, puis 2 milliards par an, en plus d'un prélèvement automatique de 26% sur les exportations allemandes (Badia, 1964 a). Mais l'Allemagne usa de tous les subterfuges pour ne pas payer autant, contestant la valeur de ses exportations en nature, ou même celle du mark (Childers, 2017). Face à la réticence à payer de l'Allemagne, et surtout après une crise d'hyperinflation, qui atteignit son paroxysme en 1923 avant d'être résolue grâce aux idées de Hjalmar Schacht (voir section suivante), les Alliés furent obligés de revoir le calendrier de réparations et la façon de rembourser celles-ci. C'est en 1924 qu'ils se réunirent de nouveau, sous la houlette du banquier américain Charles Dawes. Celui-ci y défendit les intérêts de son pays : les Etats-Unis possédaient beaucoup d'or, et l'Allemagne avait justement besoin de capitaux. Le plan Dawes était donc autant un moyen de reconsidérer le fardeau des réparations allemandes que d'accroître l'influence américaine en Europe. Sur le plan technique, aucun montant total à rembourser ne fut déterminé. Les annuités atteindraient, dans les 5 ans, un montant de 2,5 milliards de marks-or. Une partie de ce montant serait financée par des impôts directs ou des taxes sur les transports en commun. En outre, l'industrie allemande devait souscrire à des obligations pour un montant total de 5 milliards de marks-or. Celles-ci seraient confiées à la Commission des Réparations, qui en obtiendrait 6% par an, à savoir 300 millions de mark-ors. Par ailleurs, un prêt de 800 millions de marks-or fut accordé à l'Allemagne, pour aider son industrie à repartir de l'avant. Le taux d'intérêt était fixé à 8% et la moitié du montant était fournie par les Etats-Unis, lesquels établissaient également à Berlin un Agent Général des Réparations, chargé de surveiller le fonctionnement de l'ensemble du plan (Badia, 1964 a). Si le plan Dawes fut globalement bien accueilli par la majorité qui soutenait le cabinet du chancelier Marx en place à l'époque, les partis d'extrême-droite ou le parti communiste (KPD) s'y opposèrent farouchement, voyant en ce plan, d'une part, un moyen de soumission de l'Allemagne aux Etats-Unis et, d'autre part, le triomphe du capitalisme sur le communisme. Après 1924 et le plan Dawes survint une période économique assez tumultueuse, avec une petite récession en 1926, puis quelques années de prospérité jusqu'en 1929. Cette année-là, l'Allemagne, essentiellement via son Ministre des Affaires Etrangères Gustav Stresemann, insista pour que le plan Dawes soit à nouveau révisé.

Le plan Young (1929)

Stresemann fustigeait le trop-plein de contrôles imposés par les Alliés à son pays, notamment la Commission des Réparations. Par ailleurs, l'Agent Général des Réparations, Parker Gilbert, trouvait lui aussi que ce plan méritait révision, et les Alliés, encouragés par la victoire des socialistes allemands sur les nationaux aux élections du 20 mai 1928, n'y virent guère d'objection. Le 9 février 1929, sous la direction du banquier américain Owen Young, un nouveau plan, auquel il donnerait son nom, fut adopté, avec l'accord de la délégation allemande emmenée par Hjalmar Schacht, alors Président de la Reichsbank, la Banque Centrale allemande. Via le plan Young, l'Allemagne s'affranchissait de nombreuses contraintes grâce à des mesures de faveur parmi lesquelles la libération de la Rhénanie par la France et la suppression de la Commission des Réparations¹. Mais alors que le plan Dawes n'avait pas établi de montant total de réparations, le plan Young fixait des annuités (variant de 1,6 à 2,5 milliards de marks-or) jusqu'en 1988, soit 59 ans de réparations théoriques (Badia, 1964 a). Le plan Dawes permettait, sous certaines conditions assez laxistes, de différer les paiements dans le temps. Avec le plan Young, ce n'était plus permis que pour la moitié de l'annuité, avec un report maximum de deux ans (Ritschl, 2003). Stresemann vit dans ce plan un succès, et garda cette vision des choses jusqu'à son décès en octobre 1929, mais le reste de l'opinion allemande était beaucoup plus mitigé. Hitler, qui était maintenant le leader du NSDAP après avoir passé quelques mois en prison suite à un coup d'Etat manqué en 1923 (voir section 1.3) mena campagne contre ce plan auquel il était totalement opposé. Faisant alliance avec le nationaliste Alfred Hugenberg, qui lui fournit les moyens financiers de ses ambitions, Hitler multiplia les discours à l'encontre du plan Young (Benderky, 2014). Lors d'un référendum organisé le 22 décembre 1929, l'alliance Hitler-Hugenberg obtint le soutien de près de 6 millions de votants (Badia, 1964 a). Aujourd'hui, nous ne pouvons pas réellement déterminer si les raisons d'une telle campagne étaient réellement un rejet du plan Young, ou une opposition plus générale à la République de Weimar, née sur les ruines de l'Empire après la Première Guerre mondiale. Toujours est-il que les nombreuses contraintes imposées par Versailles, et en particulier les exigences financières et temporelles du plan Young, polarisèrent l'opinion allemande et donnèrent de l'eau au moulin des partis les plus extrêmes. La campagne menée par Hitler et son parti à l'encontre du plan Young les fit grandement connaître aux yeux de la population et leur apporta beaucoup de soutien. De 2,6% des voix en mai 1928, le NSDAP grimpa à 18,3% en septembre 1930 et devint, avec 107 sièges au Reichstag, le second parti du pays (Badia, 1964 a). Nous verrons à la section 1.3 que la crise politique, en partie due aux politiques menées par les différents chanceliers après l'adoption du plan Young, fera

¹ Le paiement des réparations se ferait désormais via la Banque des règlements internationaux, basée à Bâle

encore le jeu des nazis. Mais avant cela, il est nécessaire de revenir sur une crise majeure de l'Allemagne des années 20 : l'hyperinflation.

Section 1.2 : L'hyperinflation et ses conséquences

Replongeons-nous désormais un petit plus tôt dans l'histoire, pour analyser de près une période très compliquée de la République de Weimar : celle de l'hyperinflation. Cette montée inconsidérée du niveau des prix atteignit son paroxysme en 1923. En effet, un mark de 1914 valait 1000 milliards de fois plus qu'un mark de 1923 (Bendersky, 2014). Cependant, 1923 ne fut pas la seule année marquée par l'inflation. Celle-ci naquit en effet des conséquences de la Première Guerre Mondiale, et le processus s'enclencha alors même que les combats n'étaient pas terminés. Dès 1917, le mark ne valait déjà plus que 60% de sa valeur d'avant-guerre, soit 60 pfennigs. L'année suivante, il équivalait à 56 pfennigs, et seulement 10 pfennigs en 1920 (Badia, 1964 a). Quelques raisons peuvent expliquer une telle dévaluation. D'un côté, nous avons une raréfaction de l'offre qui était la conséquence d'une baisse de la production. Par exemple, la production d'acier culminait à plus de 1,4 millions de tonnes par mois avant la guerre ; dans l'après-guerre, cette production tomba à 570.000 tonnes mensuelles (Badia, 1964 a). De l'autre côté, nous avons aussi un marché international désorganisé par les conflits et l'incertitude. En conséquence, les prix du pétrole ou du blé avaient été multipliés par 4 pendant les années de guerre. Gilbert Badia souligne d'ailleurs le rôle des pays Alliés, en particulier la France, dans le fait de maintenir volontairement des freins aux marchés internationaux : plus ceux-ci étaient désorganisés et plus les prix étaient élevés, plus l'Allemagne avait de chance d'accepter les rudes conditions du Traité de Versailles, afin de sortir au plus vite de cette impasse.

Si le commerce extérieur se rétablit globalement pour l'Allemagne, avec une quasi-normalisation de ses relations avec, par exemple, l'Italie dès la fin de l'année 1919, la spirale inflationniste enclenchée, elle, ne s'arrêta pas. Elle s'accompagna même d'une augmentation de la misère et de la pauvreté car les salaires ne suivaient pas le niveau des prix. Ainsi, si entre 1913 et la fin de l'année 1920 les prix avaient été multipliés par 16, les salaires, eux, ne furent multipliés que par 8 (et par 5 pour les ouvriers agricoles). En conséquence, la consommation baissa fortement. En 1913, la consommation de farine par habitant était de 125 kilos par an ; elle n'était plus que de 83 en 1920. La consommation annuelle de viande passa de 52 à 13,2 kilos sur la même période (Badia, 1964 a). Plus le temps passait, et plus le mark perdait de sa valeur : en janvier 1922, il ne valait plus qu'un cinquantième de sa valeur d'avant-guerre, et la viande finit par disparaître quasi totalement des menus ouvriers.

Ce n'était pourtant que le début de la véritable crise de l'inflation. Alan Bullock (1998) écrit cyniquement que si, en 1922, le mark avait la même valeur qu'un dixième de mark de 1920, en 1923, il n'avait plus de valeur du tout. La comparaison avec les monnaies étrangères est éloquente : début juillet 1923, il fallait 160.000 marks pour obtenir un dollar ; un mois plus tard, il en fallait un million (Bullock, 1998). Fin août, c'était désormais 4,6 millions (Badia, 1964 a). Sur les marchés, les prix des denrées étaient dénués de tout lien avec une réalité tangible : la livre de beurre, qui coûtait déjà 7.000 marks en février 1923, était évaluée à 280 milliards de marks le 5 novembre. Et les salaires ne suivaient guère. Si le salaire horaire moyen d'un maçon berlinois était de 0,84 marks-or en juillet 1914, il n'était plus que de 0,21 marks-or en septembre 1923. La paupérisation était importante. Certains comportements extrêmes étaient observés : puisque le papier monnaie ne valait plus rien, les ménages l'utilisaient comme combustible pour se chauffer. Les paies des salariés étaient versées plusieurs fois par jour, et en général l'ouvrier était accompagné d'une autre personne, laquelle s'empressait d'aller au magasin par crainte que la paye du matin ne vaille plus rien le soir (Childers, 2017). Avec une bonne partie de la petite bourgeoisie ruinée par cette inflation extrême, l'Allemagne ne pouvait naturellement plus continuer de la sorte.

C'est en novembre 1923 que fut pris le virage décisif qui mit un terme à cette augmentation incessante des prix. La Rentenbank, qui avait été fondée le 16 octobre, émit le 15 novembre une nouvelle monnaie appelée « Rentenmark ». C'était une monnaie que l'on peut qualifier de « fictive », dont le gage portait sur des obligations-or. Elle ne remplaçait pas purement la monnaie déjà existante, mais devait cohabiter avec elle. Par ailleurs, le taux de change de la monnaie vis-à-vis du dollar était fixe : 4,2 trillions de marks papiers étaient nécessaires pour obtenir un dollar (Badia, 1964 a). Les chiffres restaient absolument démesurés, mais pour la première fois depuis la guerre, la monnaie était stabilisée. Les devises étrangères, qui avaient été gardées à domicile pendant cette période de crise, revenaient progressivement vers les banques et les réserves d'or se reconstituaient, de sorte qu'une nouvelle monnaie, le reichsmark, fut émis en avril 1924. Celui-ci revint à des chiffres plus sensés : sa parité avec la monnaie américaine était établie à 4,2 reichsmarks le dollar (Badia, 1964 a). En termes éthiques, toutefois, cette opération pose question. Les détenteurs de créances virent leurs avoirs réévalués, mais d'à peine 2,5% à 10%. Ceux qui possédaient d'anciens marks ne furent pas indemnisés. Quant à l'Etat, il s'était, par faillite, débarrassé de sa dette intérieure. Le cerveau derrière une telle opération était Hjalmar Schacht, une personnalité dont nous reparlerons, qui pour le coup avait été soutenu par le Ministre des Finances de l'époque, Hans Luther.

Les conséquences de l'hyperinflation ne furent pas qu'économiques, mais aussi politiques. Tout d'abord, elle poussa vers les extrêmes une partie de l'électorat. La classe moyenne et même une frange de la noblesse, frappées de plein fouet par la crise de l'hyperinflation et souvent ruinées,

verront par exemple dans les nazis un moyen de récupérer leur lustre d'antan. Hitler, emprisonné après sa tentative de putsch manqué en novembre 1923 (voir infra), ne put pas réellement diriger son parti et tirer les marrons du feu dès les élections de 1924. Cependant, notons que deux scrutins survinrent cette année-là et les nazis (qui étaient à l'époque associés au mouvement nationaliste Völkisch) performèrent bien mieux en mai (32 députés, dont 9 nationaux-socialistes, élus au Reichstag) qu'en décembre (14 députés, dont 4 nationaux-socialistes) (Badia, 1964 a). Pareil destin put être observé pour le parti situé à l'autre extrême du spectre politique : le parti communiste (62 députés élus en mai, 45 en décembre). La tendance semble donc indiquer que dans la période qui suivit immédiatement l'hyperinflation, les partis extrêmes attirèrent davantage au vu des conditions de vie extrêmement difficiles, mais qu'une fois la monnaie et l'économie stabilisées sur le moyen terme, les électeurs revinrent à des positions plus traditionnelles. L'opinion publique prédominante à cette époque prédisait d'ailleurs la fin rapide du parti nazi, groupuscule devant ses quelques électeurs à une crise désormais terminée. Mais l'hyperinflation eut des séquelles invisibles qui contribuèrent malgré tout à l'arrivée de Hitler au pouvoir. Lorsque la crise du début des années 30 éclata, le chancelier Heinrich Brüning adopta des politiques d'austérité fortes. Plusieurs raisons peuvent expliquer le choix de tels programmes, mais puisque Brüning coupla ses mesures avec des politiques déflationnistes, il est clair que la peur de revivre une période inflationniste semblable à celle du début des années 20 dut être au cœur de ses préoccupations (Ritschl, 2003 ; Borchardt, 1991). Nous détaillons ceci plus en détails à la fin de la section 1.4. Dans la deuxième partie du mémoire, nous verrons également quel rôle exact peut être imputé aux politiques déflationnistes prises par Brüning et sa peur de l'hyperinflation (et par corolaire, aux conséquences indirectes de l'hyperinflation de 1922-23), et surtout si des alternatives à de telles politiques auraient pu être véritablement envisagées.

Section 1.3 : Les nazis avant 1929

Comme nous l'avons dit en introduction, nous n'allons pas nous éterniser sur la vie d'Hitler avant son entrée en politique. Toutefois, il est essentiel de préciser qu'entre 1919 et 1928, Adolf Hitler était membre d'un parti qui ne mobilisait pas vraiment l'opinion. Ceux qui le connaissaient le considéraient davantage comme un hurluberlu politique, un agitateur, que comme une alternative vraiment crédible au poste de chancelier (Childers, 2017). Pourtant, il y accéda, et nous verrons que rien n'aurait laissé présager une telle issue au début de sa carrière politique.

C'est en 1919, dans une Allemagne marquée par la guerre, qu'Hitler intégra pour la première fois un parti politique. Il s'agissait du NSDAP, le parti national-socialiste des travailleurs allemands. Ce parti, créé à Munich, semblait se chercher une identité (les concepts de « national » et de « socialiste »

avaient rarement été associés précédemment) et son fondateur, Anton Drexler, repéra en Hitler un orateur infatigable qui pouvait porter ses idées avec brio (Childers, 2017). Les premières opinions de Drexler, fervent opposant au marxisme et qui avait une haine viscérale de la finance juive, plurent également à Hitler. Ensemble, les deux hommes rédigèrent une liste de 25 idées-clés du parti, parmi lesquelles beaucoup de mesures antisémites, mais aussi, et c'est plus étonnant, une série d'actions se rapprochant du communisme, telles que la nationalisation des cartels ou l'établissement de coopératives de consommateurs (Childers, 2017). Une fois membre du parti, Hitler enchaîna les meetings et les discours politiques dans les brasseries de Munich, devant une audience souvent clairsemée. Néanmoins, le nombre d'adhérents au parti nazi ne cessa d'augmenter. De 1.100 membres en juin 1920, le NSDAP passa à 6.000 au début de l'année 1922, puis à 20.000 un an plus tard, après l'absorption du parti socialiste allemand qui, pour la première fois, offrait aux nazis une base électorale en dehors de la Bavière (Bullock, 1998). Parmi les recrues notables du parti se trouvaient l'écrivain Dietrich Eckart et le philosophe antisémite Alfred Rosenberg mais également ceux qui deviendraient plus tard de hauts dignitaires du parti nazi : Rudolf Hess et Hermann Göring (Childers, 2017). Les chevaux de bataille du parti étaient la haine du marxisme et des Juifs, mais aussi une critique violente du Traité de Versailles et de ses clauses. Dans le courant de l'année 1923, un nouvel objet de critiques se fit plus important : c'était l'hyperinflation. Hitler dénonça violemment la manière dont l'Etat gérait cette crise, et il en profita pour critiquer acerbement la République de Weimar, ce système politique dont il n'avait jamais été partisan.

1923 fut une année importante pour Hitler et ses partenaires. Pensant pouvoir bénéficier du chaos ambiant au mois de novembre, quelques jours avant l'émission du Rentenmark, le NSDAP tenta un coup d'Etat. Des personnalités comme Erich Ludendorff (général des armées allemandes pendant la Première Guerre mondiale) et Gustav von Kahr, Hans Ritter von Seisser et Otto von Lossow, qui constituaient de facto un triumvirat aux mains duquel était le pouvoir à Munich, soutenaient ce putsch. L'idée d'Hitler était d'organiser une grande Marche sur Berlin, semblable à la Marche sur Rome orchestrée par Benito Mussolini un an auparavant. Mais par manque de coordination entre ses différents acteurs, le putsch échoua. Hitler fut arrêté deux jours plus tard lors d'une marche à Munich, et jugé devant un tribunal. Bénéficiant de la clémence d'un juge sensible à ses idées, Hitler ne fut condamné qu'à 5 ans de prison et, via des aménagements de peine, il sortit en décembre 1924. Détenu, Hitler s'attela à la rédaction de *Mein Kampf*, dans lequel il exposait ses vues sur le futur de l'Allemagne et de la population juive (Childers, 2017).

Comme nous l'avons évoqué dans la section précédente, les résultats du parti nazi aux élections de mai 1924 étaient assez honorables, mais une fois la manœuvre de stabilisation de l'inflation orchestrée, les nazis retombèrent à 4 députés au lieu de 9. Emprisonné, Hitler n'avait pas pu

gérer grand-chose de la campagne pour ces deux scrutins, et il fut même furieux d'apprendre que son parti, pour les élections de mai, avait fait alliance avec d'autres partis nationalistes (« mouvement Völkisch ») sans qu'il fût au courant. En contestation, il hésita à se retirer de la vie politique, mais il ne le fit pas et au début de l'année 1925, l'interdiction de parler en public qui le frappait fut levée. Hitler reprit ses discours de plus belle. A la présidentielle de 1925, Hitler ne fut pas candidat : c'est Ludendorff qui fut envoyé par les nazis, car Hitler était certain que ni lui, ni l'ancien général ne pouvaient pas gagner et il pensait qu'il valait mieux que ce soit Ludendorff qui soit battu (Childers, 2017). Au final, c'est Paul von Hindenburg, un ancien maréchal, qui fut élu. La même année, un gros effort de propagande fut entrepris par le parti, avec Gregor Strasser et Joseph Goebbels en fers de lance. Il fallait accroître la popularité des nazis dans le nord de l'Allemagne, où ses idées avaient davantage de mal à pénétrer. Les rallyes du NSDAP virent le jour. Le premier se tint, ironie de l'histoire, en 1926 dans la ville de Weimar (Bullock, 1998). En termes de recrutement, de telles manœuvres portèrent leurs fruits, puisque le parti atteignit 72.000 membres en août 1927 (Badia, 1964 a). En termes électoraux en revanche, les nazis semblaient condamnés à rester marginaux. Les élections de 1928 étaient prévues en décembre, elles eurent finalement lieu en mars suite à la dissolution du Reichstag par le chancelier Marx. En dépit des lourds efforts de propagande entrepris, le NSDAP n'obtint que 2,6% des voix (Childers, 2017). Cela représentait 12 sièges au Reichstag, soit 8 de mieux qu'en décembre 1924 pour les nationaux-socialistes « purs », mais 2 de moins que ce qui avait été obtenu via l'alliance avec les autres partis du mouvement Völkisch (Badia, 1964 a).

Peu de monde, à cette époque, aurait misé un pfennig sur le fait qu'Hitler deviendrait un jour chancelier. Les années 1926 à 1929, assez prospères, avaient été défavorables à son mode de pensée contestataire. Nous pouvons d'ores et déjà l'affirmer : si la courte période de prospérité de la fin des années 20 s'était prolongée dans le temps, Hitler ne serait sans doute jamais devenu ce qu'il devint. Cependant, à l'époque, la crise se profilait déjà. Celle-ci serait marquée par le retrait des capitaux étrangers du territoire allemand, par la baisse de la production industrielle, par une campagne anti-plan Young et surtout par la véritable montée en puissance du NSDAP.

Section 1.4 : La récession de la fin des années 20 et du début des années 30, les politiques de Brüning et la chute de son cabinet

L'éclatement de la crise

En octobre 1929, la Grande Dépression éclata. Les marchés boursiers s'effondrèrent dans la foulée de Wall Street, et c'est le monde entier qui entra en récession. L'Allemagne fut frappée de plein

fouet par une telle crise. La première raison était que les Américains rapatrièrent les capitaux qu'ils avaient investis sur le territoire allemand et qu'ils annoncèrent le non-renouvellement des prêts à court terme (Badia, 1964 a). C'était une décision lourde de conséquences car la reconstruction de l'Allemagne d'après-guerre s'était essentiellement basée sur les investissements venus d'outre-Atlantique. Les entreprises américaines avaient flairé des opportunités d'investissements profitables dans ce pays qui devait se reconstruire, et de grands groupes comme General Electric, Ford ou General Motors s'étaient établis sur le sol germanique (Ritschl, 2003). La Grande Dépression mit un terme à cet élan. L'Allemagne avait bénéficié, en 1928, de 967 millions de dollars d'investissements. En 1930, elle n'en reçut que 363 millions (Berend, 2006). Les crédits étrangers étaient asséchés : l'Allemagne, qui avait reçu 1,037 milliards de dollars de prêt en 1927, n'en obtint que 129 millions en 1930, de sorte qu'en 1931, elle affichait un remboursement net de 540 millions de dollars, les montants à rembourser surpassant largement ceux qu'elle obtenait sur le marché du crédit (Berend, 2006). Une seconde conséquence de la crise qui pénalisa fortement l'Allemagne fut le fait que le pays subit également la baisse du commerce international que la récession avait engendrée. La structure de l'économie allemande était telle qu'elle était particulièrement dépendante de ses exportations. Or, de 13 milliards de marks en 1930, celles-ci tombèrent à 5 milliards trois ans plus tard (Badia, 1964 a). Le cercle vicieux était par ailleurs enclenché : qui dit baisse des revenus liés à la baisse des exportations dit obligatoirement baisse des dépenses prévues pour l'importation. Ainsi, l'Allemagne éprouvait des difficultés à importer les ressources et matières premières destinées à sa production. La production industrielle, fixée à l'indice 100 en 1929, tomba à 80,7 en 1930, 68,1 en 1931 et enfin 53,8 en 1932 (Mitchell, 1975). Cette baisse de la production fut naturellement accompagnée par des faillites et des licenciements. Le taux de chômage en Allemagne était resté assez élevé tout au long des années qui suivirent l'hyperinflation, atteignant en 1925 son niveau le plus bas (6,7%) avant de repartir à la hausse suite à la petite récession de 1926 (18%) (Mitchell, 1975). Mais l'augmentation du chômage de 1926 était sans commune mesure avec celle qui suivit 1929. En termes de temporalité tout d'abord, car l'augmentation de 1926 ne dura qu'un an (le taux de chômage était déjà redescendu à 8,8% en 1927). Puis en termes d'amplitude surtout, car les 18% de 1926 restèrent largement inférieurs aux 23,3% observés en 1931, et encore davantage aux 30,1% de 1932 (Mitchell, 1975).

La Grande Dépression était-elle entièrement responsable de cette situation ? Il semble que cela ne soit pas si évident. Rappelons-nous cette phrase du Ministre des Affaires Etrangères Gustav Stresemann, qui discutant avec Parker Gilbert, l'Agent Général des Réparations à Berlin, annonçait en 1928 que son pays dansait sur un volcan (Ritschl, 2003). Les premières secousses de l'éruption commencèrent en réalité à se faire sentir un peu avant le krach de Wall Street. Dès août 1929, la Frankfurter Allgemeine Versicherungs-AG, un grand assureur allemand, avait déjà fait faillite, illustrant

à quel point le système financier du pays était chancelant (Feldman, 2009 ; Wanner, 2009). La renégociation du plan Dawes et l'incertitude sur les réparations émergèrent aussi en 1929, cristallisant les discussions politiques. En mai, un emprunt public via obligations échoua également, pour la première fois depuis 1924, et cela fragilisa grandement l'Etat qui était maintenant dépendant de la Reichsbank pour son financement. Tout cela constituait des signes de faible santé économique qui étaient observables avant la Grande Dépression, mais c'est malgré tout le déclenchement de celle-ci qui fit entrer en éruption le volcan que constituait l'Allemagne, car celle-ci était particulièrement dépendante de ce qui se passait aux Etats-Unis. L'Allemagne fut sans conteste le pays d'Europe le plus durement touché par la propagation de la crise. Souvenons-nous de l'indice de production qui, de 100 en 1929, était tombé à 58,8 en 1932 en Allemagne. Seuls les Etats-Unis connurent pareille trajectoire, avec un indice de 53,8 en 1932 (Badia, 1964 a). La France était à 69,1, tandis que l'Angleterre limitait la casse avec 83,8 ; sans compter l'URSS et son système particulier qui échappèrent totalement à la crise capitaliste : l'indice de production était de 184,7 en 1932. C'est donc la structure de la reprise économique allemande qui posait problème ab initio, exacerbant l'importance des liens commerciaux et financiers avec l'Amérique. L'éclatement de la crise et la gigantesque hausse des faillites et du chômage s'accompagnèrent d'une misère sociale grandissante. En décembre 1930-janvier 1931, 18 millions de personnes, soit la moitié des familles ouvrières, subsistaient grâce aux allocations de chômage ou aux initiatives de solidarité telles que les soupes populaires. Pour la moitié restante, le gagne-pain était essentiellement un salaire qui avait fortement diminué : la baisse fut de près de 50% entre 1929 et 1932 (Badia, 1964 a). Les conditions de vie étaient catastrophiques, et non sans rappeler la terrible année 1923.

Les dirigeants de l'époque n'avaient pas résisté à la crise. Le ministre des Finances Rudolf Hilferding avait démissionné en décembre 1929, suivi quelques mois plus tard par le président de la Reichsbank Hjalmar Schacht (Ritschl, 2003). En mars 1930, c'était finalement l'entière responsabilité du cabinet Hermann Müller qui fut contrainte de quitter le pouvoir.

Chute de Müller, nomination de Brüning

L'histoire a souvent retenu 1933 et l'arrivée d'Adolf Hitler à la chancellerie pour dater la fin de la République de Weimar. Cependant, pour beaucoup d'historiens, comme Andreas Hillgruber, Kurt Borchardt ou Gilbert Badia, le véritable effondrement du système démocratique weimarien eut lieu à l'hiver 1929-1930, avec l'arrivée au pouvoir de Brüning et l'amplification de la crise économique (Badia, 1964 a ; Borchardt, 1991 ; Erdmann & Schulze, 1980). Pour Badia, il s'agit de la véritable fin de la

démocratie, tant le chancelier commença, sous couvert de l'urgence économique, à gouverner sans l'aval du Reichstag, voire parfois à s'opposer à ce dernier.

Dès la fin de l'année 1929, le déficit budgétaire du gouvernement atteignit 600 millions de marks (Badia, 1964 a). Même si, en octobre, Müller avait relevé les cotisations de chômage tout en maintenant au même niveau les prestations, la situation économique de l'Etat ne s'était guère améliorée, en dépit d'emprunts contractés auprès d'entreprises privées, comme le fabricant d'allumettes suédois Kreuger. Au début de l'année 1930, Müller envisagea une nouvelle baisse des allocations de chômage pour diminuer la pression pesant sur l'Etat. Les sociaux-démocrates, de même que les syndicats, s'opposèrent à cette mesure, tandis que le nouveau ministre des Finances Paul Moldenhauer, membre du DVP, parti populaire, ne souhaitait pas augmenter à nouveau les cotisations (Badia, 1964 a). C'est ainsi que tomba le cabinet Müller.

Pour succéder au chancelier, le président Paul von Hindenburg eut recours à Heinrich Brüning. C'était membre du parti catholique conservateur qui était à l'antipode de ce que sera plus tard Hitler. Brüning n'était pas un leader charismatique capable de mobiliser les foules. Il était en revanche un homme de l'ombre, très pragmatique, qui était obnubilé par l'équilibre budgétaire. En ce sens, il prit des mesures fortes dès son arrivée au pouvoir. Dès le départ, von Hindenburg avait promis à Brüning qu'il dirigerait via le décret d'urgence présidentielle (Article 48 de la constitution de Weimar), lui permettant d'outrepasser le Reichstag, et peu importait in fine, aux yeux du président, que le cabinet du chancelier fût minoritaire devant le parlement (Badia, 1964 a). Une fois en place, Brüning adopta une série de mesures plus restrictives les unes que les autres. Il coupla une politique monétaire déflationniste à des mesures d'austérité budgétaire. Son premier « tort », que nous pouvons déceler a posteriori, fut de ne pas restreindre les budgets de l'armée, lesquels avaient augmenté sans discontinuer depuis 1926. Il était difficilement acceptable pour la population de l'époque, déjà frappée par le début de la récession, de voir les budgets de la Reichswehr demeurer intacts, alors que l'ensemble des autres dépenses publiques diminuèrent. Les salaires des fonctionnaires baissèrent de 10 à 20% (Childers, 2017). Les allocations de chômage que Müller, lui, n'avait pas réussi à diminuer une nouvelle fois, furent également réduites, à l'instar des allocations familiales, des retraites ou des pensions d'invalidité (Childers, 2017). Un impôt sur les célibataires fut adopté, alors que les cotisations de chômage furent à nouveau revues à la hausse. Le tabac se vit encore taxé, tandis que des actions que l'Etat détenait dans la Reichsbahn, la compagnie de chemins de fer, furent vendues au secteur privé pour un montant de 100 millions de marks (Badia, 1964 a). Mais la crise était si violente qu'en dépit de telles mesures, les rentrées d'impôts n'augmentèrent guère alors que le déficit, lui, augmenta encore : il atteignit 700 millions de marks au mois de mai (Badia, 1964 a).

C'est dans ce contexte économique tendu que le Reichstag fut dissous. Celui-ci ayant abrogé, d'une courte majorité, la loi sur la réduction de salaire des fonctionnaires (laquelle fut alors adoptée par décret présidentiel), Brüning décida de demander à von Hindenburg de convoquer de nouvelles élections. Elles furent fixées au 14 septembre 1930 et allaient marquer un virage décisif dans le destin de l'Allemagne. En effet, la population exprima son ras-le-bol vis-à-vis de la situation dans laquelle elle vivait. Lassé d'un système démocratique qu'il jugeait défaillant, lassé des interventions du Président du Reich qu'il accusait de ne servir que les intérêts des classes sociales supérieures comme les gros industriels, et puis lassé d'un contexte économique qui le plongeait dans une nouvelle crise quelques années seulement après la fin de l'hyperinflation, l'électorat se polarisa. Selon Alan Bullock, ce fut précisément ce ras-le-bol que les nazis surent transformer en opportunité. Ils offraient aux Allemands deux des choses qu'ils voulaient le plus entendre : une animosité totale vis-à-vis de ce qu'était devenue l'Allemagne après la Première Guerre Mondiale et la promesse de lui rendre son unité et sa grandeur (Bullock, 1998). Hitler avait naturellement des talents d'orateurs ; les événements que traversait l'Allemagne lui permirent de les exercer. La situation catastrophique de son pays en 1930, les politiques de Brüning qui, selon lui, faisaient plus de tort que de bien, le plan Young... Autant de thèmes dont Hitler fit ses chevaux de bataille. Sur le plan idéologique, Badia nous montre qu'il cherchait à manger à tous les râteliers. Il jurait aux paysans que leurs dettes seraient remises ; aux ouvriers, qu'ils obtiendraient une rémunération décente et qu'il punirait ceux qui les exploitaient. D'un autre côté cependant, les idées du parti qui pouvaient sembler marxistes furent retirées du programme. Les grandes entreprises comme Krupp ou Thyssen, dont la nationalisation avait été évoquée, obtinrent désormais la certitude que leur propriété privée ne serait pas menacée. Il en allait de même pour les banques, qui ne seraient pas nationalisées (Badia, 1964 a). Dans le même temps, la propagande antisémite et antimarxiste continuait à battre son plein (Benderdky, 2014).

Toute cette agitation créée par les nazis porta ses fruits. Brüning avait commis une erreur en convoquant des élections au beau milieu d'une crise tant économique que démocratique (Benderdky, 2014). Dans ce contexte si particulier, ce furent les partis les plus extrêmes qui en profitèrent, à commencer par le NSDAP. Il reçut les votes de plus de 6 millions d'électeurs, qui représentaient 18,3% des suffrages (rappelons que le parti avait obtenu 2,6% de voix en 1928). Les nazis passèrent maintenant à 107 sièges au parlement, dont ils constituaient le second parti après le SPD (social-démocratie). Les communistes avaient également gagné des électeurs, passant de 10,6% des voix en 1928 à 13,1% et de 54 à 77 sièges (Benderdky, 2014). C'étaient les partis conservateurs ou les partis modérés qui en payaient les pots cassés, ceux-ci étant sur le recul par rapport à deux ans auparavant (Badia, 1964 a). Bien que second parti du Reichstag, il était clair que le NSDAP n'allait pas se servir de cette assemblée pour tenter d'améliorer le sort de l'Allemagne. Au contraire, ils y virent un endroit

approprié pour continuer à critiquer les politiques adoptées par leurs homologues, jouant en permanence sur la propagande auprès de la population (Bullock, 1998).

Bien que cela puisse paraître étonnant, les élections ne firent pas tomber Brüning. Les sociaux-démocrates n'abrogèrent plus les mesures prises par le chancelier à partir d'octobre 1930, ce qui lui permit de continuer à diriger. Quel était le but d'une telle politique, que l'on nomma *Tolerierungspolitik*, politique de tolérance ? En réalité, si le SPD soutenait Brüning, au moins de manière tacite, c'était parce qu'il ne lui envisageait pas d'alternative crédible hormis les nazis. Et un cabinet nazi était ce que les sociaux-démocrates voulaient éviter à tout prix. Mieux valait Brüning par décret d'urgence présidentielle que Hitler, et tant pis si la démocratie pouvait ressembler à une dictature (Badia, 1964 a). Dans le même temps, les politiques sociales se virent encore réduites. 80% des inactifs avaient accès aux allocations de chômage en janvier 1930 ; cela n'était plus que 57% en décembre. Et en parallèle, les grandes industries, de manière assez étonnante, se virent accorder des réductions d'impôts (1,7 million de marks pour AEG) ou des subventions (7 millions pour les mines de cuivre de Mansfeld) (Berstein & Milza, 2014). De plus en plus de charges pesaient ainsi sur les masses. Dans la deuxième partie de ce mémoire, nous nous demanderons si, en effet, les mesures Brüning étaient nécessaires et justifiables, et dans quel but. En attendant, elles passèrent très mal auprès de la population et continuèrent à apporter du grain à moudre aux opposants au chancelier. D'autant que la situation financière de l'Allemagne, malgré les mesures d'austérité, ne semblait pas en mesure de s'améliorer.

Dégradation de la situation financière et élection présidentielle de 1932

Au cours des 6 premiers mois de l'année 1931, 3 milliards et demi de marks quittèrent l'Allemagne. Les perspectives économiques n'étaient définitivement pas rassurantes pour les prêteurs étrangers. Le non-renouvellement des crédits à court terme et les charges d'intérêt, couplées au paiement du premier versement sollicité par le plan Young mirent encore davantage à mal la situation financière de l'Etat. Avec lui, ce furent les banques qui tremblèrent. La Danatbank, l'une des plus grandes banques allemandes de l'époque, annonça la suspension de ses paiements, tandis que la Dresdner Bank connut aussi des difficultés. Pour éviter un effondrement systémique, Brüning ferma les banques pour une période de 4 jours et, à leur réouverture, encadra fortement les possibilités de retrait (Badia, 1964 a). L'Etat accorda sa garantie et racheta des actions des deux mastodontes en péril. La banqueroute n'eut pas lieu, mais cela eut un coût exorbitant pour un Etat déjà en manque de ressources. Comme si cela ne suffisait pas, les Vereinigte Stahlwerke (Aciéries Réunies) connurent également des difficultés. Pour éviter la vente à un groupe français d'une filiale de ce conglomérat (les

Charlottenhütte) qu'il jugeait d'une importance capitale pour la défense nationale, l'Etat racheta à prix fort les actions de Gelsenberg, lui-même filiale des Charlottenhütte (Reckendrees, 2013). Après de telles mesures, les caisses nationales demeuraient quasiment vides (Badia, 1964 a). Un éventuel Anschluss (une annexion de l'Autriche), qui avait déjà été évoqué dans le passé, alors que Gustav Stresemann, en tant que Ministre des Affaires Etrangères, avait secrètement négocié une union douanière avec Vienne, était particulièrement craint par les prêteurs étrangers, peu enclins à confier leurs capitaux à une Allemagne en crise (Badia, 1964 a). Persévérer dans la voie qu'avait empruntée Brüning semblait donc voué à l'échec, et les partis de l'opposition, les nazis en tête, ne manquaient pas de le rappeler.

Dans ce contexte, Hitler eut l'opportunité de tester sa popularité. Au début de l'année 1932, le mandat présidentiel de von Hindenburg expirait. Brüning souhaitait éviter une campagne présidentielle qu'il craignait néfaste à son cabinet et il tenta de faire modifier la constitution afin d'éviter une telle entreprise et de prolonger automatiquement von Hindenburg. Il lui fallait pour cela une majorité des deux tiers ; or les nazis s'y opposèrent, et Hitler déposa sa candidature. Ce n'était pas qu'il était opposé à von Hindenburg (Benderky, 2014), mais il voulait à tout prix éviter une manœuvre qui risquait de renforcer le cabinet de Brüning (Badia, 1964 a). Joseph Goebbels organisa la propagande d'Hitler avant le premier tour de la présidentielle, et les résultats furent très encourageants pour les nazis. Ils obtinrent 30% des voix, ce qui restait loin des 46,6% obtenus par von Hindenburg, mais puisque le président sortant n'avait pas recueilli la majorité absolue, un second tour s'imposait (Bullock, 1998). Hitler maintint sa candidature et bien que le cours des choses ne fût pas réellement bouleversé (von Hindenburg fut facilement réélu), les nazis réussirent à mobiliser deux millions d'électeurs supplémentaires entre les deux tours du scrutin. Plus que jamais, Hitler était dans le coup politiquement, et pouvait clamer ses ambitions vis-à-vis de la chancellerie (Bullock, 1998). Cela venait à point nommé : le chancelier était justement sur le point de quitter son poste.

Démission de Brüning

En 1932, la politique très austère de Brüning, et son souci d'équilibre budgétaire, avaient fini par impressionner quelque peu les Alliés (Badia, 1964 a). La Conférence de Lausanne, qui avait été convoquée en juin pour discuter des relations entre l'Allemagne et les Alliés, semblait de bon augure pour Brüning, qui croyait sincèrement que cette conférence serait l'occasion de se débarrasser du fardeau des réparations et de renouer des relations beaucoup plus saines avec l'étranger (Badia, 1964 a). Cependant, Brüning ne vécut jamais Lausanne en tant que chancelier. Von Hindenburg était particulièrement liés à ses amis, grands propriétaires terriens. Parmi eux, le compte d'Oldenburg-

Janutschau. Il évoqua auprès de von Hindenburg ses inquiétudes concernant un projet de Brüning de nationaliser de grandes exploitations agricoles hypothéquées et déficitaires car il y voyait une forme de bolchévisme agraire. Von Hindenburg prit bonne note des craintes de son ami et en fit part à Brüning lors d'une audience qui eut lieu le 29 mai. Le président imposa alors des conditions très strictes : Brüning devait renoncer à son projet agraire, mais aussi lever le ban sur les sections d'assaut nazies (SA), dissoudre le Reichstag et modifier la composition de son cabinet, sans quoi von Hindenburg ne signerait plus aucune ordonnance présidentielle souhaitée par le chancelier. Brüning comprit aisément le message : lui qui n'était pas doté de la confiance du Reichstag se voyait désormais retirer celle du président. Il ne lui restait plus qu'une chose à faire : remettre sa démission.

Section 1.5 : Les échecs de von Papen et von Schleicher et les jeux politiques conduisant les nazis au pouvoir

Nomination de von Papen et sa politique

La nationalisation des grandes exploitations agricoles n'avait été pour Brüning que la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Ses politiques d'austérité faisaient presque l'unanimité contre elles au sein de l'opposition, et lorsqu'il tomba, il semblait en réalité condamné depuis quelques temps déjà. Mais sans majorité parlementaire, ne l'avait-il pas toujours été ? Sa succession au poste de chancelier s'organisa vite et pour cause, ses adversaires avaient discuté derrière son dos. Un grand stratège de l'époque était le baron Kurt von Schleicher. Homme de confiance de von Hindenburg, il avait déjà contribué à l'époque au choix de Brüning en 1930 (Badia, 1964 a). Cependant, deux ans plus tard, von Schleicher fit marche arrière et convainquit von Hindenburg qu'un nouveau chancelier était nécessaire. Il espérait que ce chancelier bénéficie d'un large soutien de la droite, en ce compris les conservateurs (DNVP) et les nazis. Il glissa alors un nom à von Hindenburg : celui du baron Franz von Papen (Childers, 2017). Ce choix étonna les observateurs de l'époque. Von Papen était originaire de Prusse et il était membre du centre catholique, mais à l'extrême-droite de ce parti, de sorte qu'à la présidentielle de 1925, il avait soutenu von Hindenburg plutôt le candidat de son propre clan (Badia, 1964 a). Nous pouvons nous demander si von Schleicher, qui devint alors ministre de la Reichswehr, n'avait pas choisi un « homme de paille » derrière lequel il pourrait tirer les ficelles. Toujours est-il qu'il justifia son choix par le fait que von Papen était selon lui le meilleur candidat possible pour rassembler la droite, sans devoir en arriver à nommer Hitler au pouvoir. Le choix plut à von Hindenburg, et von Papen entra en fonction le 1^{er} juin 1932. Le 14 juin, le ban sur la SA fut levé. Le Reichstag fut dissous et de nouvelles élections furent convoquées pour le 31 juillet (Benderdsky, 2014). Sur le plan international,

la Conférence de Lausanne aboutit à ce qu'avait espéré Brüning. On abandonna le plan Young sans réellement l'abroger, et si on maintint un certain montant théorique de réparations à verser, essentiellement pour contenter la France, tout le monde semblait savoir que ce n'était qu'à des fins conventionnelles, tant von Papen répétait que l'Allemagne ne paierait pas (Badia, 1964 a).

Les élections confirmèrent la tendance. Les nazis avaient quasiment doublé leur nombre de voix et ils représentaient maintenant 37,7% des suffrages exprimés. Le parti communiste connut également un léger gain (Badia, 1964 a). Les partis de droite, autres que le NSDAP, ainsi que la social-démocratie étaient les perdants, bien que le SPD conservât encore 21,6% des suffrages. Ce fut ce parlement qui, le 12 septembre, dut s'exprimer sur une motion de confiance à l'égard du gouvernement. Entretemps, le chaos dans lequel l'Allemagne était plongée avait empiré. La violence dans les rues était devenue monnaie courante depuis la levée du ban sur les SA. En Prusse, en 5 semaines, 99 personnes moururent et 1125 furent blessées au cours d'émeutes (Bullock, 1998). Des grèves éclataient çà et là, notamment dans les transports publics berlinois. (Childers, 2017). Quant à von Papen, ses discours et ses actions étaient inaudibles pour la population. Il poursuivait au final les politiques d'austérité de Brüning, en diminuant les allocations de secours, alors que les retenues sur salaire prenaient la trajectoire inverse. Pourtant, à l'été 1932, comme par miracle, ou plutôt parce qu'il était difficile de tomber plus bas, la courbe du chômage s'aplatit. La misère ne diminuait pas, mais au moins elle ne progressait plus (Badia, 1964 a). Sur le plan idéologique, von Papen avait tout de celui qui assurerait la transition vers le nazisme. Il répétait à l'envi que le NSDAP valait mieux que les communistes, dont il envisageait même d'interdire le parti. En Prusse, il fit tomber le gouvernement social-démocrate (Badia, 1964 a). Comment le Reichstag pouvait-il accorder sa confiance à un gouvernement mené par un tel homme ? Le régime de von Papen n'avait été qu'une succession d'échecs. Von Schleicher et lui avaient tenté d'attirer Hitler dans leur cabinet, pour confier au NSDAP certains postes du pouvoir, tout en ne lui confiant pas la chancellerie et en le contrôlant. Hitler avait refusé de participer sous de telles conditions et il donnait ordre à ses hommes au Reichstag (Göring en tête, lui qui présidait l'assemblée) de ne pas voter la confiance en von Papen. Le 12 septembre, le cabinet du chancelier subit une défaite cuisante : seuls 42 députés (sur 559) votèrent la confiance au gouvernement (Childers, 2017). L'histoire devint complètement ubuesque lorsque von Papen sortit de sa poche un décret signé par von Hindenburg qui l'autorisait à dissoudre le parlement qui venait pourtant à peine d'être constitué. Ainsi, plutôt que le gouvernement, ce fut le Reichstag qui tomba, et de nouvelles élections furent à nouveau convoquées, pour le 6 novembre cette fois (Badia, 1964 a).

Elections de novembre 1932, démission de von Papen et nomination de von Schleicher

La vague nazie retomba aux élections de novembre 1932. La perte se chiffrait à environ 2 millions d'électeurs et 34 sièges. Pour la première fois depuis 1929, le NSDAP ne sembla plus être un raz-de-marée invincible (Benderky, 2014). Certes, les nazis restaient le premier parti d'Allemagne, mais ils ne pouvaient décemment pas être satisfaits de leur score. Par ailleurs, malgré le déclin du NSDAP, les élections n'apportèrent guère de gains aux opinions pondérées. Le SPD subit encore un recul, alors que les communistes et les nationaux allemands gagnèrent des électeurs. L'électorat semblait plus polarisé que jamais (Badia, 1964 a). Du côté des nazis, les principaux succès avaient été obtenus auprès de la petite bourgeoisie, mais ils éprouvaient toujours des difficultés à pénétrer les milieux ouvriers, sensibles au communisme, et les milieux fortement catholiques (Badia, 1964 a). La baisse du score du NSDAP pouvait s'expliquer, selon l'historien Thomas Childers, par deux facteurs. Premièrement, Hitler n'avait pas tenu sa promesse. Il avait annoncé qu'il prendrait le pouvoir, mais il avait ensuite refusé tout poste au sein du cabinet von Papen. Deuxièmement, la population en vint à douter des véritables positions du parti. Était-il d'extrême-droite ? Était-il marxiste ? Le soutien que les nazis avaient apporté à des grèves ouvrières (purement à des fins politiques, dans le but de gagner des électeurs) avait fini par exacerber une partie de la classe moyenne. Le NSDAP semblait avoir atteint les limites de sa base électorale (Childers, 2017).

Pour von Papen, les élections n'avaient pas fondamentalement modifié le cours des choses. Même si la droite nationaliste avait récupéré quelques sièges, le chancelier ne pouvait raisonnablement bénéficier d'une majorité parlementaire. Son plan était de rester au pouvoir et de continuer à gouverner via l'Article 48 de la Constitution de Weimar, selon le bon vouloir présidentiel. Von Hindenburg n'y était pas opposé, mais von Schleicher vint mettre fin aux espoirs de von Papen le 2 décembre. Au conseil des ministres, il expliqua que la Reichswehr ne pouvait pas à la fois contrôler les frontières de l'Allemagne et maintenir l'ordre intérieur (Badia, 1964 a ; Bullock, 1998). Si les communistes et les nazis, notamment via la SA, désiraient semer le trouble social, von Schleicher avoua que l'armée ne pourrait pas réellement s'y opposer. Puisqu'il jugeait qu'un tel trouble était à prévoir et qu'il avait en conséquence besoin de l'appui de l'armée, von Papen remit sa démission à Von Hindenburg. Cela affecta beaucoup le vieux maréchal, qui se mit alors en recherche d'un successeur au chancelier (Badia, 1964 a). Hitler contacta le président, lui expliqua les concessions qu'il était prêt à faire pour se voir confier le pouvoir (par exemple, maintenir dans son cabinet les Ministres des Affaires Etrangères et de l'Armée actuels, Konstantin von Neurath et Kurt von Schleicher). Il était même prêt à gouverner autrement que via l'Article 48, pour ne pas lier son sort au président, mais demanda a contrario que soit examinée au Reichstag une loi visant à lui conférer les pleins pouvoirs (Badia, 1964 a). Von Hindenburg déclina. Il n'était pas (encore) prêt à confier la chancellerie aux nazis.

Pour désigner le nouveau chancelier, von Hindenburg n'eut pas à chercher bien loin. Puisqu'Hitler n'était pas une option, et que Brüning et von Papen avaient été mis hors-jeu, il ne restait qu'un homme pour exercer cette fonction : Kurt von Schleicher accéda à la chancellerie le 3 décembre 1932 et fut chargé de constituer un xième gouvernement (Benderdky, 2014).

Complot contre von Schleicher et arrivée d'Hitler

Von Schleicher tenta de se donner une image sociale, s'adressant notamment plus volontiers à la social-démocratie (Badia, 1964 a). Il tenta également d'intégrer des nazis dans son cabinet mais, comme il l'avait fait avec von Papen, Hitler refusa. Gregor Strasser, qui était depuis longtemps un des hommes-clés du NSDAP (il avait d'ailleurs joué un rôle dans le putsch de Munich en 1923), remit sa démission du parti, persuadé qu'Hitler faisait une erreur en n'intégrant pas le cabinet de von Schleicher (Childers, 2017). On pensait, en décembre 1932, que Hitler avait laissé passer sa chance. En France, Léon Blum s'était réjoui, un peu trop vite, en affirmant que le national-socialisme avait été évité (Badia, 1964 a). A cette époque, mêmes les meilleurs haruspices n'auraient pas pu prédire qu'un bon mois plus tard, Hitler s'imposerait à la chancellerie (Childers, 2017). Mais selon Gilbert Badia, von Schleicher avait commis une erreur en n'obtenant guère le soutien des grands industriels de l'époque qui, eux, étaient, en dépit d'une reprise économique qui semblait s'amorcer, majoritairement favorables aux nazis (Badia, 1964 a). Nous verrons dans la section suivante que ceux-ci constituèrent un levier sur lequel Hitler put s'appuyer pour revenir en grâce. Cependant, le NSDAP ne possédait toujours pas de majorité parlementaire, et le jeu des alliances était indispensable si leur leader voulait devenir chancelier, puisque von Hindenburg était toujours réticent à lui confier les pouvoirs en vertu de l'article 48 de la Constitution de Weimar.

Deux hommes allaient alors s'avérer d'un précieux soutien à Hitler. Le premier avait toutes les raisons d'en vouloir à von Schleicher puisque celui-ci l'avait évincé de la chancellerie : c'était Franz von Papen. Dans un discours qu'il tint le 16 décembre 1932, il attaqua la politique de son successeur. Parmi l'audience se trouvait le baron von Schröder, richissime banquier originaire de Cologne qui, comme de nombreux industriels, ne portait guère de soutien à von Schleicher. Discutant avec von Papen, il donna à l'ancien chancelier un rendez-vous le 4 janvier 1933 à Cologne. Hitler y serait présent. La rencontre s'avéra assez productive et les hommes essayèrent de s'accorder sur la composition du cabinet qui ferait chuter von Schleicher. Von Papen hésita dans un premier temps, ne sachant pas trop qui devait devenir chancelier. Mais au fil des diverses rencontres, il accepta ce qui deviendrait bientôt le cabinet nouveau : Hitler allait prendre la chancellerie et von Papen, qui semblait définitivement hors du coup quelques semaines auparavant, serait son vice-chancelier (Badia, 1964 a ; Childers, 2017). L'alliance

entre les deux hommes tombait à point nommé pour chacun d'entre eux. Si Hitler bénéficiait d'un large soutien électoral, ce n'était pas le cas d'un von Papen en disgrâce ; en revanche l'ancien chancelier avait conservé de très bons rapports avec son ami, le président von Hindenburg, ce dont Hitler ne pouvait pas se vanter (Childers, 2017). Le dernier triumvir, le baron von Schröder, était lui le financier du groupe : il apporta de l'argent à un parti nazi alors en proie à de graves problèmes économiques.

Pour s'assurer un soutien encore plus large, le trio dut devenir un quatuor. Hitler et von Papen eurent à convaincre la droite conservatrice, emmenée par Alfred Hugenberg, de rejoindre leur cabinet. L'entrevue de Cologne avait entretemps fuité dans la presse et, assez étonnamment, alors qu'il s'était jusque-là montré fin stratège, von Schleicher ne se méfia pas. Il ne pouvait pas imaginer von Papen comploter contre lui. Après tout, si von Papen avait atteint le grade de chancelier, il le devait en grande partie à l'influence que von Schleicher avait exercée sur von Hindenburg (Childers, 2017). Ni lui ni l'armée ne réagirent véritablement, et le duo Hitler-von Papen continua ses entrevues. Dans un premier temps, Hugenberg se montra réticent. Il ne souhaitait guère voir un nazi occuper le poste de Ministre de l'Intérieur, ce qui lui offrirait un contrôle direct sur la police de Prusse. Il ne souhaitait pas non plus la tenue de nouvelles élections, qu'Hitler jugeait essentielles afin d'accroître son support au Reichstag et de faire voter une loi qui l'autoriserait à diriger en outrepassant le parlement mais sans avoir recours au décret présidentiel (Childers, 2017). Le 22 janvier 1933, Hitler se montra conciliant et dit ne désirer que deux postes ministériels pour les nazis : l'Intérieur, pour Wilhelm Frick, ainsi que quelque chose pour Göring. Les autres postes pourraient être occupés par des conservateurs, ce qui rendrait la composition du cabinet assez acceptable pour von Hindenburg. Le fils du président, Oskar, était présent à la réunion. Le 27 janvier, le président réaffirma toutefois sa volonté de ne pas nommer Hitler à la chancellerie. Cependant, von Schleicher avait senti le vent tourner. Il avait demandé à von Hindenburg une dissolution du Reichstag, mais ne l'avait pas obtenue (Badia, 1964 a). Il proposa au président de gouverner selon le décret présidentiel, mais cette solution rappelait au président celle que von Papen avait proposée et à laquelle von Schleicher, chef des armées, s'était opposé (Bullock, 1998). Découvrant alors qu'il ne bénéficiait pas du soutien qu'il espérait de la part du maréchal, et sachant pertinemment que le Reichstag, qui se réunirait le 31, ne lui voterait pas la confiance, von Schleicher remit sa démission le 28 janvier. Pour lui succéder, von Hindenburg envisagea de rappeler von Papen, ce qui lui fut fortement déconseillé par son entourage, lequel restait très influent (Childers, 2017). Son fils Oskar, son secrétaire Meissner, son ami le comte d'Oldenburg-Januschau (qui avait déjà poussé au départ de Brüning), les grands propriétaires terriens... Tous ces gens pour qui von Hindenburg avait de l'estime poussaient le président à désigner Hitler chancelier. Gilbert Badia

(1964 a) les appellerait plus tard la « camarilla² d'irresponsables » qui entourait von Hindenburg. Le 29 janvier, von Papen annonça triomphalement à Hitler que le président n'était plus si réticent à l'idée d'envoyer le tandem à la chancellerie. Restait cependant à convaincre Hugenberg, qui était toujours largement opposé à l'idée de nouvelles élections. Hitler usa de la ruse : Hugenberg, qui lorgnait depuis longtemps sur le poste de Ministre de l'Economie, se le vit offrir (Childers, 2017). Franz Seldte, le leader de la Stahlhelm, une organisation paramilitaire qui était née sur les cendres de la Première Guerre mondiale, se vit lui confier le poste de Ministre du Travail.

Une rumeur perturbante arriva alors : von Papen annonça que von Schleicher menaçait de marcher avec son armée sur Berlin, créant possiblement une dictature militaire. Face à ce chaos, von Hindenburg rappela le général von Blomberg, qui assistait à la Conférence de Genève sur le désarmement. Bien qu'il fût sympathisant nazi, ce que von Hindenburg ignorait, c'était lui qui deviendrait le Ministre de l'Armée et de la Guerre du nouveau gouvernement (Bullock, 1998). Un nouveau gouvernement qui devait être créé en urgence vu les circonstances, mais la question des nouvelles élections n'avait toujours pas été résolue, et Hugenberg ne voulait pas donner son accord sans garantie sur ce point (Childers, 2017). Cependant, von Hindenburg ne souhaitait plus attendre que les hommes trouvent un accord et menaçait de s'en aller et de ne pas leur accorder sa confiance s'ils traînaient encore. Craignant de menacer l'unité nationale s'il ne se joignait pas à ce gouvernement, Hugenberg céda. Hitler prêta serment devant von Hindenburg, sous une forme différente du protocole habituel. Le 30 janvier 1933, il devient officiellement chancelier. Dès le lendemain, Hugenberg regretta son erreur. Il déclara avoir commis « la plus grosse bêtise de sa vie en s'alliant avec le plus grand démagogue de l'histoire » (Childers, 2017). Il était toutefois un peu tard pour avoir des remords : le loup était entré dans la bergerie.

Peut-on réellement en vouloir à Hugenberg ? L'historien Thomas Childers écrit qu'il n'y avait rien d'inévitable en Hitler. Même lorsqu'ils avaient été au summum de leur popularité, les nazis n'avaient collecté que 38% des voix, et ils étaient à 33% lorsqu'Hitler fut nommé chancelier (Childers, 2017). En termes de chiffres, c'est un raisonnement implacable, mais les tensions sociales, économiques et politiques de l'époque firent que les nazis se rapprochèrent petit à petit du pouvoir, jusqu'à l'atteindre. Von Hindenburg avait longtemps tenté de s'y opposer, mais les échecs successifs des précédents chanceliers l'avaient quelque peu placé au pied du mur. Lorsqu'Hitler fut nommé chancelier, avec seulement deux portefeuilles ministériels dans son parti, tout le monde, de von Papen à Hugenberg, pensa qu'il pourrait être facilement contenu. Après tout, von Hindenburg restait président, von Papen était vice-chancelier, Hugenberg était membre du cabinet dans lequel le

² Une camarilla désigne un groupe de personnes exerçant une influence sur une personnalité importante.

Stahlhelm était aussi représentée. Ces hommes se trompèrent et surestimèrent leur capacité à contrôler les nazis, mais ils ne furent pas les seuls. Le journal français *Le Temps* écrivit « Sans doute le programme d'Hitler comporte des mesures démagogiques difficiles à concilier avec un régime capitaliste sainement compris, mais l'on pense que les nationaux-socialistes solidement encadrés par des éléments conservateurs et appelés à partager les responsabilités du pouvoir se prêteront d'eux-mêmes à toutes les mises au point nécessaires » (cité dans Badia, 1964 a). A nouveau, la tragique destinée de l'Allemagne n'était pas réellement anticipable à l'époque. En décembre 1932, personne ne prédisait qu'Hitler deviendrait chancelier. En janvier 1933, pas un seul augure n'annonçait que la ville polonaise d'Oświęcim deviendrait aussi tristement célèbre. Les actions idéologiques d'Hitler, comme annoncé en introduction, ne seront pas décrites ni étudiées ici. Les prochaines sections se focaliseront plutôt sur le rôle qu'ont joué les grands industriels dans la montée au pouvoir d'Hitler, puis sur les politiques économiques menées par les nazis une fois celui-ci chancelier.

Section 1.6 : Le rôle des grands industriels dans la montée d'Hitler

Les grands industriels et le financement des nazis

Une croyance souvent répandue au sein de la population est que la propagande et la montée du parti nazi avaient été financées en grande partie grâce aux dons des grands industriels allemands de l'époque. Or, selon l'historien Alan Bullock, il n'y a pas réellement de preuves que cela a été le cas (Bullock, 1998). Avant que le parti ne soit au pouvoir, même lorsqu'il était à son apogée, en 1930-32, son financement se faisait par d'autres biais que celui des grandes entreprises. Ce n'était pas que celles-ci ne faisaient aucun don, mais l'essentiel des dons qu'elles offraient allait aux partis de la droite traditionnelle, comme par exemple le DVP ou le DNVP, le parti de Hugenberg. Bien sûr, il y avait quelques exceptions. Certains grands industriels étaient largement favorables à Hitler, comme par exemple Emil Kirdorf, un magnat du charbon, qui en 1927 avait donné 100.000 marks au parti (Bullock, 1998). Du reste, il fallut attendre qu'Hitler occupât la chancellerie pour qu'il jouît véritablement d'un soutien financier de la part des grandes entreprises (Benderdky, 2014). Ce n'était pas qu'il leur déplaisait particulièrement. Certains industriels, comme par exemple Fritz Thyssen, des manufactures d'acier éponymes, était un réel supporter du nazisme, tout comme par exemple Hugo Stinnes ou Robert Bosch (Jeffreys, 2008). Mais aucun n'avait franchi le pas des dons financiers importants. Tous s'étaient contentés de dons ponctuels çà et là, jusqu'à voir quelle tendance leur était la plus favorable (Jeffreys, 2008). De manière générale, jusqu'en 1932-33 les nazis se finançaient donc souvent eux-mêmes, via des petits dons des membres du parti, parfois même en nature, ou dans une moindre

mesure par les dons de petites et moyennes entreprises. Les nombreux rallyes et les meetings payant qu'ils organisaient pouvaient également rapporter gros, bien que les frais d'admission ne soient guère élevés, 1 ou 2 marks tout au plus. Un rallye où parlait Hitler pouvait générer jusqu'à plusieurs milliers de marks de bénéfices (Bullock, 1998). Une fois qu'Hitler fût chancelier, en revanche, bon nombre de dirigeants de grandes entreprises n'hésitèrent pas à lui confier des dons. Le Führer savait leur parler et les séduire ou, à tout le moins, leur faire peur. Ainsi, seulement deux bonnes semaines après qu'il avait été nommé chancelier, Hitler tint un meeting devant quelques grands industriels de l'époque. Les identités de toutes les personnes présentes n'ont pas été découvertes, mais on sait que les businessmen présents étaient menés par Gustav von Krupp, des aciéries du même nom. Quatre représentants du cartel chimique IG Farben (voir infra) étaient également présents. Dans son discours, Hitler répéta inlassablement ses anciennes marottes. Il se redéfiniit comme le seul rempart face au danger du communisme, réaffirma sa volonté de préserver la propriété privée. Etonnamment, ou alors stratégiquement, il ne parla pas des juifs, mais mit en garde face aux dangers de la démocratie. Il céda ensuite la parole à Göring et Schacht, très respecté par les milieux industriels depuis qu'il avait stabilisé l'hyperinflation en 1923-24. Ceux-ci en vinrent à l'aspect économique du plan des nazis. Les industriels devaient payer, et maintenant. Les élections du 5 mars 1933 allaient être décisives pour que les nazis obtiennent la majorité présidentielle qu'il leur fallait. Göring promit aux industriels que si ces élections étaient remportées par les nazis, une période de stabilité politique allait s'ensuivre, ce qui serait bénéfique aux grandes entreprises. Mais pour s'assurer la victoire, 3 millions de marks étaient nécessaires. On ne sait pas, au final, combien d'argent fut récolté grâce à ce meeting, mais on sait que, quelques jours plus tard, 400.000 reichsmarks quittèrent les comptes d'IG Farben pour aller alimenter ceux du NSDAP (Jeffreys, 2008).

Malgré qu'ils aient attendu qu'Hitler soit chancelier pour véritablement l'aider, les grands industriels jouèrent un rôle incontestable dans la montée au pouvoir des nazis. Si leur soutien n'était pas financier, il était tout de même politique. Il y eut des grands industriels qui firent front aux côtés des nazis pour faire tomber le gouvernement de Brüning. Il y eut des grands industriels qui insistèrent auprès de von Hindenburg pour que von Schleicher quitte la chancellerie. Il y eut des grands industriels et des grands cartels qui se retrouvaient particulièrement dans les mesures protectionnistes que proposaient les nazis. Tous jouèrent ainsi, à leur manière, de leur influence pour conduire à l'avènement du leader du NSDAP.

Le rôle des grands industriels dans la chute de Brüning

Au mois d'octobre 1931, une coalition battit son plein pour faire opposition au cabinet de Brüning. Selon Gilbert Badia (1964 a), l'objectif était toutefois moins de faire tomber Brüning que de dénoncer la semi-dictature dans laquelle l'Allemagne était tombée. Dans cette opposition, on retrouvait quelques noms connus du paysage politique, avec en tête d'affiche Hitler et Hugenberg, mais aussi une kyrielle d'industriels qui étaient lassés des politiques de chancelier. Le projet d'Anschluss, qui avait été évoqué, ne semblait guère avoir avancé, tandis que l'acceptation du plan Young (et au-delà de lui, des réparations en elles-mêmes) avait du mal à passer. Et bien entendu, la situation économique n'arrangeait guère les grandes entreprises. Les industriels avaient réclamé, auprès de Brüning, des mesures qui leur étaient favorables, et certaines avaient même été acceptées (voir infra, la sous-section sur IG Farben) (Jeffreys, 2008). Cependant, le 29 septembre 1931, par l'intermédiaire du *Reichsverband der Deutschen Industrie* (Association de l'Industrie Allemande), ils réclamaient encore que les salaires soient diminués, tout comme les impôts et les cotisations patronales. Rappelons que nous étions ici au cœur d'une crise économique, d'une crise d'emploi, et que l'attitude des patrons était aux antipodes de ce que pouvaient réclamer les ouvriers (Badia, 1964 a). Brüning adapta son cabinet pour se « droitiser ». Hermann Warmbold, de l'IG Farben, devint ministre de l'Economie et représenta les intérêts des industriels au sein du gouvernement.

Cela ne fit pas faiblir la colère de l'opposition qui reprit ses actions. Hugenberg organisa à Harzburg une rencontre de tous ceux qui étaient mécontents du régime. Hitler et ses députés s'y trouvèrent, tout comme les députés populistes, des représentants de la Stahlhelm, mais aussi de grands industriels et représentants de la principale association agrarienne (*Reichslandbund*) (Badia, 1964 a). Parmi les industriels, il y avait Poensgen, des *Vereignigte Stahlwerke*, Fritz Thyssen ou encore Blohm, des chantiers navals hambourgeois. Hjalmar Schacht, toujours très influent, était présent aussi. A Harzburg, on accusa le gouvernement Brüning de n'être qu'un semblant de gouvernement national et on réclama de nouvelles élections, dans le Reich comme en Prusse (Bullock, 1998). Comme nous l'avons expliqué à la session 1.4, Brüning ne tomba pas immédiatement après le Front de Harzburg. Cependant, le fait de n'avoir aucun soutien des industriels ou des propriétaires terriens depuis plusieurs mois ne joua pas en sa faveur. C'est d'ailleurs un agrarien, le comte d'Oldenburg-Januschau, qui planta le clou dans le cercueil du chancelier en convainquant von Hindenburg de le pousser à démissionner (voir supra, section 1.4). Harzburg était une étape préliminaire à ce qui allait se passer en janvier 1933. Pour la première fois, les industriels s'affichaient ouvertement aux côtés d'Hitler, et dans une moindre mesure d'Hugenberg. Cela offrit aussi encore davantage de visibilité aux nazis (Childers, 2017). Par la suite, les deux hommes gardèrent le soutien de ces magnats de l'industrie jusqu'au bout, jusqu'au moment où Hitler fut nommé à la chancellerie.

Le rôle des grands industriels dans la chute de von Schleicher

Comme nous l'avons évoqué dans la section 1.5, von Schleicher avait manqué de s'assurer du soutien des principaux industriels de l'époque. Que ce soit l'industrie lourde, qui l'admirait depuis longtemps, ou les chimistes d'IG Farben, tous penchaient désormais en faveur d'Hitler. Gilbert Badia évoque six raisons à cela (Badia, 1964 a). Premièrement, on observait à cette époque des signes de reprise économique. Il peut paraître étonnant de voir les partis extrêmes gagner en popularité alors qu'un renouveau s'amorce, mais le cas de l'Allemagne est particulier. Avec la relance économique, les industriels craignaient que le système social de Weimar se remît à fonctionner. A l'inverse, le NSDAP offrait un programme alléchant pour les patrons ; d'ailleurs, une fois au pouvoir, il ne tarda pas à interdire les grèves et les syndicats pour les remplacer par le Front du Travail Allemand, seule organisation reconnue sous les nazis (Benderdky, 2014). Le deuxième argument est l'exact corolaire du premier : si le programme social d'Hitler semblait très restreint et plaisait aux patrons, celui de von Schleicher leur semblait trop développé (Benderdky, 2014). Il avait, entre autres, rétabli les conventions collectives, et cela dérangeait les dirigeants des grandes entreprises (Badia, 1964 a). Troisièmement, les nazis avaient promis un gouvernement stable s'ils arrivaient au pouvoir, ce qui aurait assurément été une bonne chose pour le patronat, mais on craignait que le parti ne se disloquât car, à la fin de 1932, sa situation financière était très compliquée. Il comptait jusqu'à dix millions de marks de dettes. Si les nazis avaient la possibilité d'arriver un jour au pouvoir, il fallait que cela se fasse le plus vite possible (Badia, 1964 a). Ensuite, les nazis offraient la possibilité de nouveaux marchés. Leur politique d'expansion territoriale n'était pas secrète, et cela plaisait aux industriels qui voyaient là des opportunités d'exportations. Cinquièmement, il y avait à l'opposé du spectre politique les communistes et leur montée en puissance à chaque élection inquiétait les patrons. Hitler s'autodéfinissait comme le rempart vis-à-vis du communisme, et cette vision semblait largement partagée par les dirigeants. Enfin, le réarmement que proposaient les nazis, faisant fi du Traité de Versailles, était également une opportunité d'affaires très importante. Celui-ci nécessiterait de l'acier, or Krupp et Thyssen (entre autres) en produisaient. Celui-ci nécessiterait des produits chimiques et c'était donc du pain bénit pour IG Farben (voir section suivante). Nous pouvons même déposer sur la table un septième argument, qui ne fonctionnait que pour une poignée d'industriels toutefois : ceux-ci, comme Kirdorf par exemple, souhaitaient rentabiliser les dons qu'ils avaient effectués au parti. Tout ceci fit que le NSDAP intéressait beaucoup l'industrie, au détriment d'un von Papen ou d'un von Schleicher impopulaires.

Ainsi, dès novembre 1932 (alors que le chancelier était encore von Papen), les grands noms de l'industrie nazie demandèrent à von Hindenburg de confier le pouvoir au leader « du parti national le

plus important », à savoir Hitler (Badia, 1964 a). Cette lettre était signée par de nombreux industriels. Citons parmi d'autres Siemens, Bosch, Krupp ou Thyssen. Mais surtout, elle portait le sceau du toujours influent Hjalmar Schacht. Le banquier n'avait jamais masqué son soutien à Hitler. Il avouerait plus tard, lors du procès de Nuremberg, qu'il s'était efforcé d'influencer von Hindenburg pour faire tomber von Papen et espérer voir Hitler nommé à sa place. Il avait également prodigué des conseils à Hitler en termes de propagande. A nouveau, Schacht s'affirmait comme un homme exerçant en Allemagne une influence-clé. Peu de temps après cette lettre, von Papen rencontra von Schröder, qui lui aussi était un banquier influent, et comme nous l'avons évoqué à la section précédente, la situation financière du parti nazi s'améliora grandement (Badia, 1964 a).

Bien sûr, les grands industriels n'avaient pas pris les armes pour aller déloger von Schleicher de son cabinet. Tout était question d'influence à cette époque en Allemagne. De la même manière qu'ils avaient influencé von Hindenburg pour pousser Brüning et von Papen à démissionner, ils firent ostensiblement sentir à von Schleicher qu'ils ne lui étaient pas favorables. L'alliance Hitler-von Papen-Hugenberg n'était déjà pas de bon augure pour von Schleicher, mais cette alliance soutenue en plus par Schacht et les industriels ne pouvait que le pousser à la démission. Lorsqu'Hitler arriva au pouvoir, les grandes entreprises purent en tirer des profits considérables. L'une d'entre elles, le cartel chimique IG Farben, en est l'illustration la plus évidente.

IG Farben

IG Farben naquit juste après l'hyperinflation. Cette période avait été particulièrement violente pour l'Allemagne et les entreprises avaient pris du retard sur leurs concurrents étrangers, particulièrement dans le domaine de la chimie. Carl Bosch, le leader de l'entreprise BASF, trouva que le temps était venu pour les différents acteurs du secteur chimique et pharmaceutique d'unir leurs forces. L'idée avait déjà été évoquée quelques années auparavant et, depuis, les grandes entreprises travaillaient en « communauté d'intérêts ». 1924 les vit franchir le pas : la communauté d'intérêts devint un cartel, qui prit le nom de IG Farben. En son sein, on retrouvait bien sûr BASF, mais aussi Bayer, Agfa, Hoechst ou Weiler-ter-Meer (Jeffreys, 2008). Le conglomérat devint immédiatement très puissant, contrôlant la moitié de la production pharmaceutique et les $\frac{3}{4}$ des productions d'engrais et de colorants, et réalisant en 1926 un bénéfice de 186 millions de reichsmark (Badia, 1964 a). Cependant, la crise de 1929 marqua un énorme coup d'arrêt dans sa croissance. La demande de nitrate, qui était une des matières dont IG Farben était dépendant, diminua fortement. En conséquence, l'entreprise connut des difficultés. En 1932, les ventes ne représentaient que 85% de celles de 1926 (Jeffreys, 2008). Les profits baissèrent de moitié ; toutefois, il restait encore des profits,

ce qui n'était pas si mal pour l'Allemagne de cette époque. Pourtant, en mai 1931, IG Farben avait déjà fait du lobbying auprès du chancelier pour obtenir des mesures de faveur et les avait obtenues. Ayant compris que la crise entraînerait des vagues de protectionnisme et réduirait les profits liés à ses exportations, le cartel pria Brüning d'adopter lui aussi des mesures destinées à protéger les entreprises nationales. Le chancelier s'exécuta : il imposa de droits de douane de 70% sur les produits pétroliers importés et interdit l'import de fertilisants au nitrate. Cela devait être particulièrement bénéfique pour IG Farben, mais l'entreprise désirait encore plus. Quand Brüning tomba, et que ni von Papen ni von Schleicher ne surent obtenir de majorité parlementaire, l'entreprise soutint Hitler. Nous avons évoqué à la section précédente les raisons justifiant l'attitude favorable des milieux industriels envers le NSDAP. Mais pour IG Farben, une nouvelle considération doit être prise en compte : la volonté des nazis de rendre l'Allemagne autosuffisante.

La politique nazie était relativement simple (voir section suivante) : il fallait tout faire pour arriver à une économie de guerre, prête à s'autosatisfaire quand les échanges avec l'étranger deviendraient impossibles. Pour cela, il était nécessaire de trouver sur son propre territoire des matières premières ou, lorsque c'était impossible, de pouvoir y développer des substituts. IG Farben s'affairait depuis 1926 à la fabrication d'un pétrole synthétique qui servirait de carburant. Le cartel avait cru à une prédiction annonçant que les réserves de pétrole sur Terre seraient épuisées en 1932. Mais la découverte de nouveaux gisements en 1932 avait rendu cet oracle complètement faux, et IG Farben s'était retrouvé bien embêté avec sur les bras ce projet coûteux (Jeffreys, 2008). Fallait-il l'abandonner ? Les taxes imposées par Brüning sur le pétrole importé permettaient de limiter la casse, mais une perspective d'autosuffisance s'annonçait encore plus avantageuse sur le long terme. Carl Bosch rencontra Hitler pour connaître ses opinions sur la question du carburant synthétique et naturellement le Führer se montra intéressé (Jeffreys, 2008). Les gains de la relation NSDAP-IG Farben étaient mutuels : d'un côté, les nazis nécessitaient IG Farben pour mener à bien leurs projets, de l'autre, l'entreprise avait besoin d'eux pour écouler ses produits synthétiques. En ce sens, le cartel finança énormément Hitler lors de sa première année à la chancellerie. A la fin de l'année 1933, le montant cumulé des dons effectués par IG Farben atteignit 4,5 millions de marks (Jeffreys, 2008). Bien entendu, le conglomérat espérait récupérer ses investissements à travers les profits que lui procureraient le nazisme. Il en eut l'occasion, notamment grâce au projet de carburant synthétique. Les dirigeants nazis avaient rétabli la Luftwaffe, l'armée de l'air, laquelle avait besoin de kérosène. Le gouvernement d'Hitler s'engagea à racheter à IG Farben tout le carburant synthétique qui n'avait pas été écoulé sur les marchés, et ce en garantissant un prix minimal qui était fixé comme la somme du coût de production augmenté d'un retour de 5% sur les investissements du cartel (Jeffreys, 2008). Cela n'était qu'une première étape. D'autres produits de substitutions durent par la suite être produits par

l'entreprise. Par exemple, le buna était une forme de caoutchouc synthétique dont les nazis avaient besoin. Ce développement de produits synthétiques entraîna quelques conflits au sein des sphères dirigeantes. Hjalmar Schacht n'était pas convaincu de la rentabilité d'une telle entreprise. Là où un pneu en caoutchouc coûtait 18 marks à produire, un pneu en buna avoisinait les 90 marks (Jeffreys, 2008). Hitler, décidé à atteindre coûte que coûte l'autosuffisance de son pays, n'avait cure de payer 5 fois plus cher, mais Schacht ne partageait pas cette vision. Il s'agissait d'un conflit économique parmi d'autres qui, mis bout à bout, eurent raison du banquier, lequel démissionna début 1937 (voir section 1.9). Pour IG Farben en revanche, la stratégie nazie offrait débouchés et profits. Ceux-ci ne se limitèrent pas au carburant et au buna : plus tard, la division chimique d'IG Farben serait aussi celle qui produirait le tristement célèbre Zyklon B, le gaz utilisé dans les chambres d'extermination. L'entreprise ne se gêna pas non plus pour exploiter les prisonniers de guerre et les utiliser comme main d'œuvre, notamment au camp de Monowitz (Jeffreys, 2008). Comme d'autres industriels, IG Farben avait énormément d'avantages financiers à tirer de la présence au pouvoir d'Hitler. Mais encore davantage que tout autre, l'entreprise fut celle qui bénéficia le plus de la politique économique menée par les nazis.

Section 1.7 : Les politiques économiques des nazis

Une fois au pouvoir, la politique économique des nazis s'articula autour de deux grands axes : la reprise de l'activité et le réarmement. Ces deux notions n'étaient pas indépendantes, et on peut même dire que les nazis relancèrent l'activité par le réarmement. De grands projets étatiques, tels que de grands travaux publics, furent également entrepris à cette époque.

Les bons MEFO

Pour financer le réarmement, l'Etat nazi eut recours, dès 1934, à un subterfuge intitulé « bons MEFO ». C'était encore une fois une idée de Hjalmar Schacht. MEFO était l'abréviation de *Metallurgische Forschungsgesellschaft*, autrement dit, de société de recherche métallurgique (Bullock, 1998). Il s'agissait d'une société créée spécialement pour l'occasion par le gouvernement, en collaboration avec des grands noms de l'industrie tels que Siemens ou Krupp (Defraigne, 2004). Dotée d'un capital assez faible d'un million de reichsmarks, elle n'avait nulle autre activité que de se financer en émettant des bons. Elle les émettait et les fournissait aux entreprises qui produiraient du matériel destiné à l'armée (Clavert, 2009 a). Les entreprises qui en bénéficiaient n'étaient pas perdantes, car ces bons portaient intérêt et pouvaient être escomptés auprès de la Reichsbank. Dans l'Allemagne de 1934-35, qui finançait son réarmement à une vitesse vertigineuse, il s'agissait presque d'une monnaie parallèle au reichsmark (Clavert, 2009 a). Entre 1934 et 1939, 12 milliards de reichsmarks furent émis

sous forme de bons MEFO (Clavert, 2009 a). La banque acceptait de les considérer comme de la réserve destinée à couvrir la masse monétaire et en échange de ceux-ci, elle procurait des reichsmarks. Les bons portaient sur le court terme, mais ils pouvaient être plusieurs fois renouvelés, jusqu'en 1938. L'avantage pour la Reichsbank était considérable : grâce aux bons MEFO, celle-ci finançait le réarmement cher aux nazis, sans toutefois que ces dépenses apparaissent formellement dans son budget. Pour une banque dont les réserves d'or ne couvraient, en 1934, que 5% de la masse monétaire en circulation dans le pays, c'était un stratagème très efficace (Clavert, 2009 a). Un autre avantage d'une telle pratique était d'éviter de créer une inflation trop rapide, et depuis 1923 ce sujet importait énormément en Allemagne. Puisque la masse monétaire en circulation n'augmentait pas, la monnaie ne perdait pas de sa valeur. C'était capital, puisque, nous l'avons vu avec la crise qui avait suivi la Première Guerre mondiale, une reprise rapide via beaucoup de dépenses publiques pouvait générer une hyperinflation.

Le diable allait toutefois surgir dans le futur. Si les MEFO avaient permis de relancer l'activité à court terme via le réarmement sans générer d'inflation, le moment où il faudrait rembourser les bons allait arriver. Mais Hitler ne l'entendait guère de cette oreille et il souhaitait maintenir à tout prix ses programmes de réarmement, quitte à mettre l'Etat dans le rouge. C'est ce qui arriva à la fin des années 30. Entre 1933 et 1938, la dette flottante de l'Allemagne était passée de 2,955 milliards de reichsmark à 19,015 milliards (Clavert, 2009 b). Les MEFO, qui en étaient une des causes les plus importantes, ne parvinrent pas à être remboursés. Ils furent dans la majorité des cas remplacés par des Bons du Trésor ne portant pas intérêt, les bons de fourniture, mais qui gonflaient encore la dette et faisaient ainsi peser un risque sur la monnaie (Petzina, 1969). D'un indice 100 en 1932, les moyens de paiement en circulation atteignirent 184 en 1938 (Clavert, 2009 b). C'était sans Hjalmar Schacht : inquiet suite à la situation de son pays, il avait démissionné un an plus tôt (Clavert, 2009 b).

Les travaux publics et le premier plan quadriennal

Un autre cheval de bataille des nazis avait été, depuis l'éclatement de la crise, la nécessité de redresser la courbe de l'emploi. Pour ce faire, ils eurent recours à de grands travaux financés par le domaine public. Ainsi, quelques mois après son arrivée au pouvoir, Hitler mit en place un premier plan quadriennal, qui avait pour but de relancer l'économie. Il ne s'agissait pas réellement d'une idée révolutionnaire puisque tant von Papen que von Schleicher avaient déjà proposé des programmes à peu près similaires, mais les nazis accélérèrent le développement de ces plans (Poloni, 1997). Dans un premier temps, la Première Loi pour la Réduction du Chômage (que l'on appelait aussi Programme Reinhardt) fut adoptée le premier juin 1933 et consistait en une série de mesures visant à réaliser des

travaux agricoles, rénover des bâtiments ou en construire de nouveaux. Une seconde loi du même acabit passa le 21 septembre pour un montant de 500 millions de reichsmarks (Poloni, 1997). Le financement se faisait soit par des crédits à taux réduit, soit par des réductions d'impôts qui pouvaient être accordées dans le cas où, par exemple, de nouveaux bâtiments étaient construits. Néanmoins, le plus grand projet de l'époque consistait incontestablement en la création du réseau autoroutier. Fin juin, la Reichs-Autobahnen, une collectivité de droit public, fut créée et eut pour mission de bâtir les autoroutes. Le 23 septembre, le premier coup de pelle fut donné et ce projet dura jusqu'à l'aube de la Seconde Guerre mondiale (Poloni, 1997).

Le coût total de cet ensemble de travaux est estimé à 5,5-6 milliards de reichsmarks. Cependant, d'un autre côté, l'Etat faisait l'économie des indemnités de chômage qu'il ne versait plus à la main d'œuvre travaillant sur les chantiers (Poloni, 1997). L'augmentation des rentrées fiscales liée à la reprise de l'activité économique qui se jouait en parallèle était également une source de revenus non négligeable, avant que la main d'œuvre ne devienne aussi constituée de jeunes effectuant leur service civil obligatoire ou de prisonniers issus des camps. Il n'est guère aisé d'évaluer l'impact réel de tels travaux sur le nombre de chômeurs car le réarmement débuta en même temps et généra aussi de l'emploi. Selon Karl Hardach, 1 million de personnes auraient retrouvé un emploi grâce aux travaux publics, tandis que Hartmut Bitowsky évoque le chiffre de 250.000 personnes (Poloni, 1997). Toujours est-il que le taux de chômage subit une baisse considérable entre 1933 et 1938, passant de 26,3 à 2,1% (Mitchell, 1975). Autrement dit, le plein emploi était quasi atteint 5 ans après l'arrivée au pouvoir des nazis. Ce redressement de l'emploi permit aux dirigeants de satisfaire des ouvriers avides de travailler. En dépit d'un salaire relativement limité et d'heures supplémentaires nombreuses (mais payées), Hitler profita de cette satisfaction pour asseoir sa popularité, laquelle restera élevée en Allemagne quasiment jusqu'à la bataille de Stalingrad, après laquelle elle commencera à décliner (Childers, 2017). Réarmement et travaux publics donnèrent également un coup de fouet à la production. D'un indice fixé à 100 en 1933, quand Hitler arriva au pouvoir, la production industrielle n'eut de cesse d'augmenter, atteignant 185 en 1937 et 204 en 1938 (Mitchell, 1975). Sur le plan économique, la reprise préconisée par les autorités semblait idéale. Les nazis conciliaient leurs objectifs de reprise de l'emploi et de réarmement. Cependant, les exportations restaient assez faibles, mais Hitler ou Schacht développait dans le même temps la politique extérieure allemande. L'intervention nazie en Espagne allait permettre au Reich de trouver (ou de soumettre) un partenaire économique important permettant aux nazis d'atteindre leurs objectifs (voir section 1.8).

La sacralisation des cartels et la stagnation des salaires

Sur le plan économique, Hitler n'avait pas oublié le rôle qu'avaient joué les grands industriels dans son accession au pouvoir. Pour protéger les grandes entreprises de l'époque, les nazis passèrent une série de mesures destinées à étendre leur pouvoir de marché. Ainsi, le 15 juillet 1933 fut adoptée une loi qui offrait aux grands cartels la possibilité de s'opposer à la création d'entreprises concurrentes ou encore l'opportunité de déterminer librement les prix de leurs produits (Badia, 1964 b). Tout au long du mandat d'Hitler, le nombre d'entreprises privées ne cessa de diminuer, par exemple de 9% entre 1933 et 1937. En revanche, le nombre de grandes entreprises augmenta. Ainsi, le nombre d'entreprises de plus de 50 ouvriers avait été multiplié par deux entre 1933 et 1939. Si le nombre de sociétés par actions, qui était de plus de 9.500 en 1932, avait chuté à moins de 5.400 en 1943, le capital moyen d'une société avait lui nettement augmenté, passant de 2,3 à 5,5 millions de reichsmarks sur la même période (Badia, 1964 b). C'était là autant d'indices qui attestaient d'une concentration de l'activité économique autour des plus grandes entreprises. Le paroxysme de cette tendance fut atteint le 7 mars 1939, lorsque fut adoptée une loi qui dissolvait automatiquement toute entreprise n'engrangent pas un certain chiffre d'affaires prédéterminé, et condamnait leurs dirigeants à se mettre au service des grands conglomérats.

Si les entreprises étaient désormais plus grandes et moins concurrencées, elles réalisaient aussi logiquement des bénéfices plus importants. Les profits totaux des entreprises passèrent de 6,6 milliards de reichsmarks en 1933 à 12,2 milliards en 1938. La marge bénéficiaire, qui était de 2% en 1926, était passée à 6,5% à l'aube de la Seconde Guerre Mondiale (Badia, 1964 b). Parmi les grandes industries gagnantes du régime nazi, il faut tout d'abord considérer les industries d'armement. La *Deutsche Waffen-und-Munitionsfabrik* vit ses recettes brutes passer de 2,6 millions de marks en 1932 (à une époque où le Traité de Versailles était encore respecté) à 44,9 millions en 1939. Les recettes de Krupp ou de la *Bayerische Motorenwerke* (BMW) furent multipliées par 3 au cours de la même période. Siemens, les *Vereinigte Stahlwerke* et IG Farben virent également leurs recettes brutes augmenter (Badia, 1964 b).

La hausse des recettes provenait sans conteste de la demande d'armement. Certes, l'économie s'était relancée sous le régime nazi, depuis le sommet de la crise en 1932 (l'indice de production ayant augmenté de 125% entre 1932 et 1939), mais cela s'était fait de manière inégale entre les différents secteurs de l'économie. Les biens de consommation (+ 44%) avaient été quelque peu délaissés, là où les biens de production (+ 220%) et les biens d'investissement (+ 334%) avaient connu un véritable essor (Badia, 1964 b). Cette augmentation de la demande était certes une aubaine pour les recettes des aciéries ou des entreprises technologiques, mais elle ne garantissait pas une marge bénéficiaire plus élevée. Alors, pourquoi celle-ci avait-elle augmenté ? La grande liberté octroyée aux cartels avait

peut-être permis une hausse des prix, mais surtout, les salaires n'avaient pas augmenté. En 1934, il y avait deux millions de chômeurs en moins qu'en 1932, or la masse salariale globale n'était passée que de 26 à 29 milliards de marks, témoignant même d'une baisse du niveau de salaire individuel (Badia, 1964 b). Seul le salaire des hommes qualifiés avait (légèrement) augmenté entre 1933 et décembre 1938, passant de 70,5 à 79 pfennigs de l'heure. En revanche, le salaire des manœuvres, hommes ou femmes, avait stagné, tandis que le salaire des femmes qualifiées avait baissé de près de 15% (Badia, 1964 b). Il allait falloir attendre la guerre pour voir les salaires remonter, la main d'œuvre se raréfiant. Si la période de reprise économique n'alla pas de pair avec des augmentations salariales, l'explication tenait en bonne partie à la suppression de tout pouvoir accordé aux ouvriers. Les syndicats avaient été dissous et une grande organisation étatique, le Front du Travail, se chargeait maintenant de « défendre » les intérêts des travailleurs. A vrai dire, elle servait surtout le patronat. La grève n'était plus autorisée, les négociations sur l'hygiène du travail (et dans une moindre mesure sur le niveau des salaires) n'aboutissaient que rarement (Badia, 1964 b). Cependant, par une propagande efficace et surtout en inspirant la crainte d'une répression qui aurait pu s'avérer violente, les nazis n'eurent pas à affronter de courroux populaire. Même s'il était mal payé, il y avait maintenant du travail, et cela jouait beaucoup dans la tête des travailleurs qui avaient été jetés au chômage par la grande crise de 1929.

Section 1.8 : La politique extérieure des nazis

Versailles aux oubliettes

Hitler s'octroya longtemps le mérite d'avoir débarrassé l'Allemagne du fléau que constituaient le Traité de Versailles et ses accommodations successives. Dans les faits toutefois, le Führer était juste arrivé à la chancellerie au bon moment pour cueillir les fruits des combats menés par ses prédécesseurs. Depuis Müller, tous les chanceliers avaient eu pour objectif d'annuler le Traité et une immense majorité de ses clauses avaient été, si pas abrogées, rendues de facto inapplicables. La Conférence de Lausanne, nous l'avons dit, avait débouché sur le quasi-abandon des réparations (Benderky, 2014). Toujours sur les bords du Lac Léman, la Conférence sur le Désarmement, qui s'était tenue à Genève en 1932, avait permis à l'Allemagne d'obtenir une égalité de traitement sur la question de l'armement, et ce alors que von Schleicher était à la chancellerie (Badia, 1964 a). Il était néanmoins vrai qu'Hitler avait pris à son compte le réarmement afin d'en accroître sa rapidité, augmentant dès son arrivée au pouvoir les budgets de la marine ou de l'armée. Les nazis masquèrent bien leurs intentions martiales, signant ici un accord de non-agression avec la Pologne et là un Pacte à Quatre avec la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, dont le contenu était toutefois obscur. S'il retira l'Allemagne de la Société des Nations puis de la Conférence sur le Désarmement, Hitler jurait qu'il

n'afficherait guère de revendications territoriales et clamait son désir de paix. Les nazis remportèrent une nouvelle victoire grâce à une clause un peu particulière contenue dans le Traité de Versailles : celle de la Sarre. Placée sous protectorat international après la Première Guerre mondiale, la région devait tenir, 15 plus tard, un référendum pour décider de son futur (statu quo, rattachement à la France ou rattachement à l'Allemagne). Le 13 janvier 1935, la troisième option fut largement plébiscitée, et le territoire fut intégré au Reich (Badia, 1964 b). Quelques mois plus tard, Joachim von Ribbentrop, qui serait plus tard ambassadeur du Reich en Grande-Bretagne, signa un accord avec l'Angleterre, laquelle se montrait depuis longtemps conciliante envers une Allemagne qu'elle jugeait quelque peu prisonnière du diktat de Versailles. L'Allemagne put rétablir une marine, limitée à 35% du tonnage de celle de l'Angleterre, ainsi que des sous-marins dont le nombre équivalait à 45% de ceux du Commonwealth (Childers, 2017).

Après l'abandon des réparations, le début du réarmement et le rattachement de la Sarre au Reich, il ne restait plus grand-chose du Traité de Versailles. Une seule clause avait survécu jusqu'en 1936 : celle de la zone démilitarisée en Rhénanie. Or, cela ne dura guère. En intervenant dans le même sens que l'Allemagne lors de la guerre d'Espagne (voir infra) et en s'impliquant dans la guerre d'Abyssinie, l'Italie mussolinienne fit voler en éclats les accords de Stresa, qui avaient été signés en avril 1935 dans le but de maintenir des relations de paix entre les signataires du Pacte à Quatre. Inquiète de voir ces accords s'effondrer, la France chercha un autre soutien à l'étranger et signa, le 27 février 1936, un accord avec l'Union Soviétique. Considérant ce traité comme l'introduction du bolchévisme en Occident, Hitler était furieux. En représailles, les autorités allemandes envoyèrent, le 7 mars, leurs troupes envahir la Rhénanie (Childers, 2017). L'histoire révéla plus tard que tous les proches conseillers du chancelier n'étaient pas d'accord d'entreprendre une telle action. Ils craignaient une réaction française, laquelle aurait abouti sur un repli immédiat des troupes du Reich (Badia, 1964 b). Mais la France ne mobilisa jamais son armée. Elle protesta devant la communauté internationale, mais ni l'Angleterre ni l'Italie, qui s'était rapprochée de l'Allemagne, ne décidèrent d'intervenir. Versailles était désormais complètement effacé.

L'empire allemand en Espagne et les accords de clearing

Nous pourrions écrire un livre entier sur les relations hispano-allemandes à cette époque, mais cela a déjà été fait, et même remarquablement fait, par Pierpaolo Barbieri (2015). Nous allons ici, d'une manière rapide et donc extrêmement simplifiée, expliquer pourquoi l'Allemagne a agi en Espagne et quelles ont été les conséquences d'une telle intervention sur les relations économiques et commerciales entre ces deux pays.

L'Espagne des années 30 était plongée dans une situation chaotique. Sur le plan économique, la Grande Dépression avait fait mal au travers du retrait de capitaux étrangers dont le pays, peu développé au regard de la France ou de la Grande-Bretagne, était dépendant. La crise était également politique. Le roi Alphonse XIII avait abdiqué en 1931 avant que la république ne fût proclamée, mais aucun des gouvernements qui se succédèrent ne put ramener la stabilité. Les coups d'Etat essaimèrent çà et là, certaines régions revendiquant leur indépendance. En 1936, les nationalistes, composés de partisans de la monarchie d'Alphonse XIII, de nostalgiques de l'Invincible Armada de Philippe II ou encore de citoyens effrayés par le communisme, tentèrent de s'emparer de Madrid et d'y instaurer leur régime révolutionnaire. Cependant, ils avaient un désavantage financier, car l'Etat pouvait utiliser ses réserves d'or pour les contrer (Barbieri, 2015).

Les nazis virent en ces révolutionnaires une opportunité politique et économique. Désireux d'enrayer la propagation d'un communisme qu'il haïssait comme la peste, Hitler avait aussi la possibilité de s'acheter une terre d'influence économique et de surcroît riche en matières premières. Ainsi, l'Allemagne soutint le général Francisco Franco, qui était chef des révolutionnaires au Maroc, en lui envoyant des avions (26 dans un premier temps) et des munitions. Il s'agissait d'une décision qu'Hitler avait prise lui-même : le Ministre des Affaires Etrangères, Konstantin von Neurath, n'était même pas au courant (Barbieri, 2015). Une fois la mission aérienne de transport vers l'Espagne accomplie, avec le support de Mussolini, les troupes allemandes restèrent sur le territoire, pour soutenir Franco dans sa « Marche sur Madrid » et dans sa révolution. Cela fonctionna : Franco prit le pouvoir à la fin de 1936, le conserva tout au long de la guerre civile puis de la Seconde Guerre mondiale, et s'y accrocha jusqu'à son décès en 1975.

Pourquoi avoir soutenu Franco ? Du côté idéologique, nous l'avons dit, il s'agissait d'un barrage au communisme. Mais surtout, il allait se révéler être un précieux client pour l'Allemagne. Premièrement, il avait, pour financer sa révolution, un intense besoin d'armes et de munitions. La reprise économique qui avait eu lieu en Allemagne avait été en immense majorité permise par la production à grande échelle de matériels d'armement. Dans le même temps, Hjalmar Schacht, à nouveau président de la Reichsbank et Ministre de l'Economie, avait, selon ses opinions quasi mercantilistes, grandement encouragé l'Allemagne à augmenter ses exportations. Quoi de mieux, alors, que d'accroître son influence dans un pays en guerre ? Les armes ne sont pas les biens les plus facilement exportables en temps normal ; en soutenant l'Espagne, la demande rencontrait enfin l'offre. Par ailleurs, Franco n'avait pas de lingots et pas réellement de moyens de payer les importations qu'il effectuait. Il était en recherche de crédits étrangers qu'il ne trouvait pas, et l'Allemagne était disposée à lui vendre à crédit. En échange, le Reich obtenait la possibilité d'importer des matières qu'elle ne possédait pas sur son territoire. Par exemple, elle put importer des denrées alimentaires,

mais surtout de la pyrite, essentielle à sa production d'armes. Puisque la parité entre le reichsmark et l'or n'avait pas été abandonnée pendant la Grande Dépression, contrairement à la parité entre la livre sterling et l'or, la monnaie allemande était surévaluée, mais peu importait : contraint par l'urgence de la guerre, Franco n'avait pas les moyens de négocier. Hitler avait donc tout intérêt à ce que la guerre d'Espagne se prolonge, pour écouler la production allemande en échange de matières premières essentielles.

Les échanges entre l'Allemagne et l'Espagne étaient régis par deux sociétés d'une importance capitale. Côté allemand, la ROWAK (*Rohstoff–Warren–Kompensation Handelsgesellschaft AG*) était chargée d'acheter les biens auprès des entreprises productrices, et de les vendre à l'Espagne en passant par l'HISMA (*Sociedad Hispano-Marroqui de Transportes*), l'acheteur espagnol officiel. Un tel système était très réglementé, mais il permettait de créer des liens très solides entre les deux pays. Et cela fonctionnait : début 1939, $\frac{3}{4}$ des exportations espagnoles partaient en direction de l'Allemagne (Barbieri, 2015). Cela représentait un montant de 162 millions de pesetas en 1941, alors que les exportations de l'Espagne vers la France, par exemple, ne se chiffraient qu'à 16 millions de pesetas (Mitchell, 1975). Le duopole ROWAK-HISMA dura jusqu'à en décembre 1939, avant d'être suspendu en raison de la guerre. La grande perdante du système économique développé par l'Allemagne et l'Espagne était l'Angleterre, qui, avant Franco, avait investi des montants considérables en Espagne, mais qui, à la suite de la révolution, s'était retrouvée privée d'un partenaire commercial qui lui permettait des importations de matières premières. Avec la guerre, les relations hispano-allemandes s'effritèrent quelque peu. Hitler avait rencontré Franco à Hendaye pour discuter d'une stratégie commune lors de la guerre, et les négociations n'avaient pas abouti. L'Espagne avait également signé d'autres traités commerciaux avec la France ou la Grande-Bretagne qui regagnaient en importance à partir de 1943. L'Allemagne continuait à importer des matières premières depuis l'Espagne, mais l'hégémonie dont elle bénéficiait sur le territoire ibérique avait disparu (Barbieri, 2015).

Les relations entre l'Allemagne et l'Espagne peuvent être qualifiées aujourd'hui de *Neo-Weltpolitik*, une politique commerciale d'influence allemande. Les livres d'histoire n'indiqueront jamais que l'Espagne a été une colonie de l'Allemagne, mais dans les faits, l'importance commerciale du Reich, tant en termes d'imports que d'exports, était telle qu'on n'en était pas loin. La *Neo-Weltpolitik* était un concept auquel Hjalmar Schacht tenait particulièrement, car elle permettait d'obtenir des relations économiques très avantageuses avec certains pays étrangers.

Les pays de l'Europe du sud-est avaient, dans la lignée de l'Espagne, également tissé ce genre de relations avec l'Allemagne nazie. Ces pays proposaient des produits à des prix très peu élevés, mais les taxes aux importations qui avaient essaimé quasi partout avec la Grande Dépression faisaient qu'en

dépité de leur prix attractif, ceux-ci n'étaient guère sollicités par le marché, exception faite du pétrole. Les denrées agricoles, par exemple, qui constituaient la principale source d'exportation de ces pays, ne bénéficiaient pas d'une grande demande. En réalité, seule l'Allemagne était disposée à acquérir de tels produits, mais elle avait insisté pour que la rétribution du pays exportateur se fasse en nature et non en devises. Ce système était en réalité du clearing³, essayant de contrebalancer les importations auxquelles l'Allemagne avait recours par des exportations d'outillage et d'autres produits industriels (Calafeteanu, 1985). Les partenaires disposés à appliquer de tels accords devaient être des pays sous-développés bénéficiant d'une large surproduction de denrées agricoles et de matières premières, mais en manque de produits finis (Volkman, 1980). Les Balkans ou la Roumanie constituaient en cela des candidats idéaux. La crise avait suscité un retour en grâce du clearing qui, en 1937, représentait 12% du commerce mondial. L'Allemagne y trouvait un moyen d'obtenir des sources de matières premières peu coûteuses, tout en assurant des débouchés pour sa production industrielle. Elle rendait de la sorte les pays du sud-est européen complètement dépendants. Par exemple, en 1938, 42,3% des importations roumaines en matière de machines et de moteurs provenaient d'Allemagne (Calafeteanu, 1985). Cela restait toutefois un chiffre relativement faible par rapport à l'état de dépendance économique dans lequel étaient plongées la Yougoslavie et surtout la Bulgarie, important respectivement 50 et 58% de leurs produits en provenance du Reich. Au fur et à mesure que la guerre avançait, les besoins d'importations de matières premières augmentaient en Allemagne, et celle-ci alla jusqu'à se tailler la part du lion sur les exportations de pétrole roumain, atteignant près de 60% en juin 1940. En échange, le Reich fournissait à la Roumanie de l'armement, parfois issu de son butin de guerre (ces échanges étaient l'objet du Öl-Waffen Pakt, signé en mai 1940) (Calafeteanu, 1985). En 1941, 74% des importations roumaines avaient pour origine l'Allemagne. Ce système était largement bénéfique pour le Reich. D'une part, la balance commerciale, négative en 1934, avait été inversée dans les années qui suivirent. D'autre part, les importations de matériaux essentiels continuaient d'augmenter à un rythme effréné : + 132% pour le minerai, + 116% pour le pétrole et + 102% pour les céréales entre 1934 et 1937 (Volkman, 1980). Par ailleurs, ces accords avaient un autre objectif que le but purement commercial. Il s'agissait également d'entamer des relations politiques par le biais des relations économiques et donc de créer un grand espace d'influence allemande, dans lequel le Reich aurait le primat sur les questions économiques (Volkman, 1980). Les relations qu'entretenait l'Allemagne avec l'Europe de l'est ou avec l'Espagne étaient donc une illustration parfaite de la Neo-Weltpolitik que préconisait Hjalmar Schacht.

Cependant, la *Neo-Weltpolitik* échoua au moment où Hitler et Göring voulurent la transformer en *Lebensraum*, concept incluant, en plus d'une domination économique et parfois politique, une

³ Processus de compensation entre les valeurs des importations et celles des exportations

domination territoriale et culturelle (Barbieri, 2015). L'Allemagne allait perdre la guerre, mais entre 1936 et 1939, la domination commerciale qu'elle avait exercée sur l'Espagne et l'Europe du sud-est était l'un des succès de politique étrangère les plus importants des nazis.

Le rôle des banques suisses dans le financement du régime nazi

Subterfuges tels que les bons MEFO, relations commerciales quasi coloniales avec d'autres pays, main d'œuvre réquisitionnée via un service civil obligatoire ou via les camps de concentration... L'Allemagne avait usé de nombreux stratagèmes pour financer le redéploiement de son activité économique. Une autre méthode de financement prit, surtout pendant les années de guerre, une importance telle qu'elle ne pourrait être passée sous silence : les pillages. Une fois que la guerre avait éclaté, on estime que 104 milliards de marks furent pillés par l'Allemagne dans les pays occupés (LeBor, 1997). Les réserves d'or étaient systématiquement dévaluées. Cependant, il n'y avait pas de petit profit. Ainsi, même les avoirs privés étaient réquisitionnés par les nazis. Quand les juifs mourraient dans les camps d'extermination, on prenait soin de retirer leurs dents en or. Les biens pillés étaient fondus et transformés en lingots d'or par la Reichsbank. Les lingots, marqués du sceau allemand, étaient antidatés afin de faire croire que l'Allemagne les possédait déjà avant la guerre (Riaud, 2014). Ils prenaient alors la direction de la Suisse et étaient stockés sur un compte ouvert au nom de Max Heiliger, qui était un pseudonyme purement fictif. Ce système, destiné à « blanchir » l'or pillé et à l'envoyer en sécurité en Suisse, était appelé système Melmer, du nom d'un officier nazi. Il est très difficile de quantifier les montants totaux passés du Reich à la Suisse par le système Melmer. En 1946, une estimation faite par un rapport économique des services de renseignement alliés était de 398 millions de dollars, et ce rapport lui-même énonçait qu'il s'agissait sans doute d'une sous-estimation (LeBor, 1997).

Pourquoi avoir choisi d'envoyer l'argent en Suisse ? Plusieurs caractéristiques de ce pays se dégagent. Premièrement, sa situation géographique était idéale : aux confins du Reich, de l'Italie mussolinienne et de la France de Vichy, elle se trouvait protégée et était très facile d'accès pour les nazis. Deuxièmement, et il s'agit d'un argument encore plus important : la Suisse pouvait fournir aux nazis les monnaies dont ils avaient besoin pour leurs importations. Le franc suisse était une monnaie forte et internationalement reconnue qui était en général préférée aux lingots allemands. Le meilleur exemple est sans doute le Portugal. Celui-ci avait des relations économiques avec les nazis, qui y investissaient, mais pas directement sous la forme d'or : sous la forme de francs suisses. Entre 1939 et 1945, les réserves d'or portugaises furent multipliées par 5. Le pays justifia cette augmentation par la

vente de marchandises, mais il apparaît en réalité que l'or allemand, sous forme de devises étrangères, était également caché à Lisbonne (LeBor, 1997).

Tout le butin des pillages nazis ne termina pas à l'étranger. Au sortir de la guerre, on retrouva, à Merkers, une montagne de métaux volés qui n'avaient pas encore eu le temps d'être fondus et de transiter par le système Melmer. De plus, une très large partie des avoirs pillés n'avait pas enrichi le Reich, mais bien les dignitaires nazis eux-mêmes. Heinrich Himmler, Hermann Göring ou Adolf Hitler lui-même n'avaient pas hésité à se servir. Göring avait, au fil des pillages, constitué une collection d'œuvres d'art des plus remarquables (LeBor, 1997). Cependant, une part non-négligeable avait tout de même franchi la frontière pour aller alimenter les comptes des banques suisses (en plus de la Banque Nationale Suisse, le Crédit suisse avait par exemple recueilli des avoirs nazis et avait aidé l'Allemagne à obtenir des devises étrangères). La question que nous sommes en droit de nous poser est : pourquoi la Suisse et ses banques ont-elles collaboré ? N'auraient-elles pas pu refuser que l'or nazi arrive sur leur territoire ? Premièrement, nous devons exclure le fait que les Suisses ne savaient pas qu'il s'agissait d'or dérobé. Certes, il était antidaté, mais selon Adam LeBor (1997), les banques suisses estimèrent dès 1943 que les réserves originelles allemandes avaient été complètement épuisées. Cependant, elles continuèrent à accepter les lingots du Reich. Était-ce alors par peur d'une invasion par l'armée allemande ? Cela pouvait faire sens dans un premier temps, puisque l'Allemagne avait violé la neutralité belge. Mais le cas suisse était entièrement différent : sa situation géographique montagneuse faisait craindre une guérilla et rendait périlleuse toute tentative d'invasion. De plus, la Suisse, par le rôle financier qu'elle occupait déjà l'époque, était précieuse à l'Allemagne. Elle fournissait aussi de l'horlogerie, utile au matériel de guerre. Une invasion semblait donc fortement improbable, et elle le devint encore davantage après 1943 et la défaite de Stalingrad, car il était maintenant évident que l'Allemagne n'aurait pas les ressources nécessaires pour se lancer à la conquête d'autres pays. Alors, pourquoi les banques helvétiques collaborèrent-elles ? Il ne semble pas y avoir de réponse simple à cette question, si ce n'est qu'elles suivirent la recherche du profit. Si la population suisse était dans l'ensemble opposée au nazisme, le mouvement était moins impopulaire auprès des banquiers ou industriels. Le service de renseignement suisse, mené par Roger Masson, lui était même plutôt favorable (LeBor, 1997). Le Conseil avait accepté que les banques reçoivent de l'or en provenance du Reich. En réalité, il s'agissait plus ou moins de la même situation que celle qui avait permis à Hitler d'arriver au pouvoir à l'époque. Les grands industriels ou le banquier von Schöder ne partageaient pas nécessairement les convictions profondes d'Hitler, mais, guidés par la recherche du profit, ils s'étaient laissé aller à le soutenir (Badia, 1964 a). L'attitude de la Suisse avait été dommageable. Sans le rôle que jouèrent les grandes banques du pays, le Reich aurait eu des difficultés à obtenir les monnaies étrangères dont il avait besoin, et par conséquent, des difficultés à financer ses importations et son

programme de guerre. Par ailleurs, les conditions d'émigration vers la Suisse étaient très strictes et seuls 22.000 juifs trouvèrent refuge dans ce pays pendant la Seconde Guerre Mondiale, alors qu'il semble qu'il y avait la place et les ressources suffisantes pour en accueillir davantage (LeBor, 1997). D'un pays neutre, la Suisse avait surtout adopté une attitude favorable, ou à tout le moins, passivement favorable au régime nazi. L'aide qu'elle apporta dans le domaine financier avait été importante pour que le système imaginé par les dirigeants allemands se mette en place.

Anschluss et pillages en Tchécoslovaquie et dans les pays occupés

Si la guerre ne commença réellement qu'en 1939, 1938 fut une année décisive pour les conquêtes du Reich. C'est en mars de cette année-là qu'eut lieu l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche. Le chancelier autrichien, Kurt Schuschnigg, accepta dans un premier temps l'ultimatum lancé par Hitler, réclamant l'incorporation de l'Autriche dans le Reich. Il tenta ensuite de revenir sur cet accord et essaya d'organiser un référendum afin d'obtenir l'opinion populaire sur la question de l'Anschluss. Il changea à nouveau d'avis quand il se rendit compte du risque d'invasion par les troupes allemandes, et démissionna. Un nouveau gouvernement, national-socialiste, fut mis en place et celui-ci tint une consultation populaire le 10 avril pour confirmer l'intégration dans le Reich de l'Autriche (Badia, 1964 b). Le « oui » l'emporta à 99% (Childers, 2017).

Sur le plan économique, l'Anschluss fut bénéfique à tous les niveaux pour l'Allemagne. Les firmes autrichiennes prospères furent absorbées par les cartels allemands. IG Farben prit le contrôle de l'entreprise de poudres Skoda-Welzer, tandis que l'Alpine-Montan-Gesellschaft, société minière et métallurgique, fut incorporée aux Herman-Göring-Reichswerke (voir section 1.9) (Badia, 194 b). La fabrique de locomotives de Vienne devint également contrôlée par l'Allemagne. Au niveau des matières premières qui seraient utiles pour la guerre menée par Berlin, cette annexion était aussi une bénédiction. L'Autriche possédait des gisements de charbon et de fer, en Styrie, qui devinrent alors propriété allemande. Le bois, qui était une ressource essentielle à l'Allemagne et dont l'Autriche était le 3^e exportateur européen, suscitait également des convoitises dans le Reich. En effet, en 1937, l'Allemagne avait importé plus de 6,9 millions de mètres cubes de bois, mais seulement 822.000 étaient d'origine autrichienne, alors que Vienne avait exporté au total plus de 3 millions de mètres cubes. L'Autriche allait désormais pouvoir servir davantage l'Allemagne. (Laufenburger, 1938). Enfin, et surtout, alors que l'Allemagne manquait d'or et de devises, elle s'appropriera les réserves d'or autrichiennes, qui se chiffraient à 99 millions de dollars (Commission Indépendante d'Experts, Conférence de Londres sur l'or nazi, 1997). Un peu plus tard, la législation imposa à tout citoyen

autrichien de remettre au gouvernement ses avoirs en or, augmentant encore un peu plus les montants d'or volés par l'Allemagne à leur voisin.

L'Autriche ne fut pas le seul pays à subir l'intégration au Reich, ni le seul pays à voir ses réserves d'or être incorporées à celles de l'Allemagne. Après l'Anschluss, Hitler avait tenu des propos rassurant à l'égard de la Tchécoslovaquie, précisant officiellement qu'elle n'était pas menacée, alors qu'il en allait bien différemment de manière officieuse (Badia, 1964 b). L'ambition d'Hitler était d'envahir la Tchécoslovaquie et même de la détruire. La région des Sudètes, où vivait une importante minorité d'Allemands, fut la première à attiser les convoitises des nazis. Cependant, le chancelier ne souhaitait intervenir que s'il était certain que les grandes puissances comme la France et l'Angleterre ne se mobiliseraient pas pour défendre la Tchécoslovaquie. A la suite de diverses manœuvres politiques jouant beaucoup sur l'intimidation, il obtint une telle assurance lors de la Conférence de Munich, à laquelle les Tchécoslovaques n'étaient même pas confiés. En annexant les Sudètes, Hitler incorpora au Reich 50.000 km² de territoires, 4 millions d'habitants et surtout de nouvelles ressources industrielles : les Sudètes fournissaient plus de 50% du fer et du charbon tchèques à cette époque (Badia, 1964 b). Après les Sudètes, le reste du territoire ne tarda pas à suivre. S'il avait clamé qu'après cette annexion, il ne réclamerait plus aucun nouveau territoire en Tchécoslovaquie, Hitler était bien vite revenu sur ses promesses. Il avait noué des relations avec les séparatistes slovaques, menés par Mgr. Tiszó, pour fomentier un complot contre Prague. Tandis que l'évêque proclamait l'indépendance de la Slovaquie, Hitler rencontrait le président de la République tchèque, Emil Hácha, et le forçait à signer la capitulation de son pays, menaçant de bombarder la capitale. Le 15 mars 1939, la Tchécoslovaquie n'existait plus en tant que telle.

Comme elle l'avait fait avec l'Autriche, l'Allemagne s'enrichit sur le compte du pays qu'elle venait d'envahir. La Tchécoslovaquie, qui avait senti venir l'invasion, pensait avoir trouvé la sécurité en envoyant ses réserves d'or à Londres, pour les protéger de l'Allemagne. Lorsque l'annexion se matérialisa, les nazis réclamèrent l'or de la Tchécoslovaquie auprès de Londres. Norman Montagu, alors directeur de la Banque d'Angleterre, était un proche de Schacht et partageait les visions nazies. Il renvoya l'or tchèque à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, et le mit ainsi à disposition de l'Allemagne (LeBor, 1997). Au total, 33,8 millions de dollars quittèrent alors les réserves tchécoslovaques pour les réserves allemandes (Commission Indépendante d'Experts, Conférence de Londres sur l'or nazi, 1997). Comme expliqué dans la section précédente, l'or était souvent conservé en Suisse, utilisé pour payer des marchandises ou obtenir des devises. D'autres pays que l'Autriche et la Tchécoslovaquie virent leur or être volé par l'Allemagne. Ainsi, par exemple, entre 137 et 164 millions de dollars, selon les estimations, quittèrent les caisses de la Banque Nationale des Pays-Bas pour enrichir les nazis. Pour la Belgique, qui avait pourtant tenté de confier son or à la Grande-Bretagne

ou à la France, qui l'avait elle-même envoyé au Sénégal avant que le gouvernement de Vichy ne le fît revenir et le cédât à l'Allemagne, la perte monta jusqu'à 225,9 millions de dollars (Commission Indépendante d'Experts, Conférence de Londres sur l'or nazi, 1997).

Section 1.9 : Le second plan quadriennal et la démission de Hjalmar Schacht

La politique économique nazie était très ambitieuse. Il n'était pas aisé d'espérer un réarmement total du pays en à peine quelques années. Pour Hjalmar Schacht, le programme d'autosuffisance, couplé à celui de réarmement, était trop coûteux et ne pouvait constituer une solution durable. Pour lui, il était préférable que l'Allemagne revienne sur les marchés économiques mondiaux, et y propose autre chose que des armes, lesquelles ne s'exportaient pas très bien (Childers, 2017). Exporter davantage aurait permis à l'Allemagne d'obtenir les monnaies étrangères dont elle avait besoin pour, à son tour, importer. Par importer, Schacht entendait bien sûr les matières premières que l'on ne pouvait, selon lui, pas remplacer par des matériaux synthétiques, mais aussi des denrées agricoles et alimentaires, car celles-ci avaient parfois tendance à se faire rares.

Au début de l'année 1936, une commission chargée d'analyser les problèmes d'importation et de monnaies étrangères fut mise en place. Elle était dirigée par Hermann Göring et ce choix avait de quoi étonner, car il était de notoriété publique que ce dernier ne comprenait guère les mécanismes de l'économie (Bullock, 1998). Schacht était persuadé que Göring agirait comme homme de paille et qu'au final, ce serait lui qui tirerait les ficelles de la commission. C'était une erreur, car les deux hommes n'avaient pas du tout les mêmes convictions. Göring clamait haut et fort que l'objectif premier était de maintenir le rythme actuel du réarmement, en dépit des considérations économiques soulevées par Schacht. Maintenant que Göring s'était introduit dans la sphère économique, il y avait deux coqs dans le même poulailler, chacun essayant de faire entendre sa voix auprès d'Hitler. C'était beaucoup plus facile pour Göring qui partageait les opinions du Führer. En ce sens, ce fut lui qui fut chargé de l'administration du second plan quadriennal, adopté à l'automne 1936 (Bullock, 1998). Un décret passé par Hitler autorisait Göring à passer des décrets lui-même, le laissant libre de prendre les décisions en matière économique.

Que retrouvait-on dans le second plan quadriennal ? Ce plan sacralisait l'idée d'autosuffisance et de la politique d'autarcie. L'idée était de rendre l'Allemagne complètement indépendante des apports extérieurs car Hitler avait gardé en mémoire le blocus imposé par les forces alliées à son pays durant la Première Guerre mondiale. Les objectifs sous-jacents étaient toutefois encore plus explicites, puisqu'ils énonçaient, dans un mémoire longtemps resté confidentiel, que, dans les quatre ans, l'armée allemande devait se préparer à entamer des opérations martiales, tandis que l'économie

devait pouvoir affronter une situation de guerre (Badia, 1964 b). La propriété privée était consacrée dans les domaines de l'économie où elle générait des profits, tandis que des sociétés d'intérêt commun étaient créées par l'Etat dans les domaines où la rentabilité était moins assurée. Par exemple, les Hermann-Göring-Reichswerke étaient des usines établies pour exploiter des gisements assez peu productifs, que le privé n'aurait pu exploiter qu'en réalisant très peu voire pas de profit. Le plan quadriennal donna aussi la priorité au réarmement, et ce sur toute autre sphère de la vie des gens. Les importations de matière première augmentèrent tant que l'autarcie n'était pas au point, tandis que les importations de nourriture chutèrent drastiquement. A titre d'exemple, les importations de caoutchouc passèrent de 49.000 à 108.000 tonnes entre 1929 et 1938, alors que les importations de blé passèrent de 1,82 million de tonnes à 1,26 million sur la même période (Badia, 1964 b). La pauvreté et les difficultés des classes populaires étaient grandissantes.

Au fur et à mesure que le plan quadriennal se développait, l'influence de Schacht s'amenuisait. En 1937, deux tiers des investissements de capital fixe allemands se faisaient au travers du plan à 4 ans (Bullock, 1998). De plus, Schacht voulait que la Neo-Weltpolitik développée sur l'Espagne ou les Balkans reste telle qu'elle était. Il craignait l'idée d'Hitler d'envahir des territoires pour offrir à l'Allemagne un Lebensraum. Toute cette série de facteurs eurent raison du banquier. Ne supportant plus de devoir travailler avec un Göring de plus en plus important et avec lequel il ne s'entendait pas, Schacht démissionna de son poste de Ministre de l'Economie en novembre 1937. Göring lui succéda, avant d'être rapidement remplacé par Walther Funk. Une fois ministre, la première action de Göring fut de téléphoner à Schacht pour lui annoncer qu'il était maintenant assis sur sa chaise (Bullock, 1998). Au procès de Nuremberg, Schacht fut acquitté, contrairement à Göring. Le voyant plus tard dans la baignoire d'une cellule de prison, en large surpoids, le banquier eut sa vengeance en lançant à celui qui l'avait remplacé « Sic transit gloria mundi » (Barbieri, 2015).

Schacht resta néanmoins Président de la Reichsbank jusqu'en janvier 1939, et Ministre du Reich sans portefeuille, ce qui était un titre plus honorifique qu'autre chose. Toutefois, la démission d'un tel expert doit pousser à s'interroger. Quelles étaient les autres options possibles de l'Allemagne ? Un retour sur les marchés internationaux aurait-il été possible ? Cela aurait sans doute freiné fortement le déploiement du réarmement, car l'Allemagne aurait alors eu besoin de produire des biens exportables et plus uniquement des armes. Quelles auraient été les conséquences d'un tel choix ? Cette interrogation constituera l'une des questions auxquelles nous tenterons de répondre dans la seconde partie de ce travail.

Partie 2 : Les nazis et leur régime protectionniste d'extrême-droite étaient-ils évitables ? Analyse des autres options possibles

Partie 2.1 : Les autres options offertes à Brüning (et ses prédécesseurs)

Avant Brüning : limiter la prolifération des capitaux étrangers

Une possibilité pour limiter les effets de la crise aurait été, après la Première Guerre mondiale, de bâtir une économie beaucoup plus hermétique aux capitaux extérieurs, et pour laquelle la contagion de la crise aurait été bien moindre. L'idée se base sur un raisonnement assez simple : les pays les plus isolationnistes furent ceux qui souffrirent le moins de la crise. Par exemple, l'URSS et son régime politique et économique particulier connu, sur la période 1928-1937, une croissance du PIB réel de 5,5% (Bergson, 1961). Sur la même période, la croissance du PIB allemand fut « seulement » de 2,1%, mais c'est une estimation biaisée qui inclut déjà la reprise économique entraînée par les grands travaux menés par Hitler. Si on se limite à la période 1928-1934, avant qu'Hitler n'ait véritablement pu développer ses politiques, cette croissance devient même négative, à - 0,45% (Maddison Project, 2020). Les Etats-Unis connurent eux une croissance du PIB réel de 0,6% sur la période 1928-1937, et de - 3,76% sur la période 1928-1934 (Maddison Project, 2020). Puisque les pays davantage fermés au commerce et aux investissements extérieurs semblent avoir mieux performé pendant la crise, nous pouvons nous demander si l'Allemagne n'aurait pas eu intérêt à baser sa reconstruction après la Première Guerre mondiale sur un système beaucoup moins dépendant de l'étranger.

Disons-le tout de suite, pareille manœuvre aurait été très compliquée. Nous en revenons toujours au problème que constituaient les conséquences de la Première Guerre mondiale. L'Allemagne se devait de rembourser les emprunts de guerre qu'elle avait contractés. En date du 31 mars 1923, la dette du Reich était de 6.675 milliards de marks. A cela, il convient encore d'ajouter les dettes des entités fédérées et des communes, pour lesquelles aucune donnée n'est disponible, et surtout les futurs versements imposés par le Traité de Versailles, dont le montant n'était pas encore fixé à l'époque (Spoerer, 2019), mais dont on imaginait aisément qu'il dépasserait les 100 milliards de marks. L'hyperinflation de 1923 eut pour (unique) avantage de faire disparaître une bonne partie des dettes publiques intérieures, lesquelles étaient libellées en montant nominal et perdirent donc rapidement toute valeur. En revanche, les dettes vis-à-vis de l'extérieur, ainsi que les réparations, n'étaient pas libellées en marks courants et ne pouvaient donc pas être remboursées par une dévaluation excessive de la monnaie.

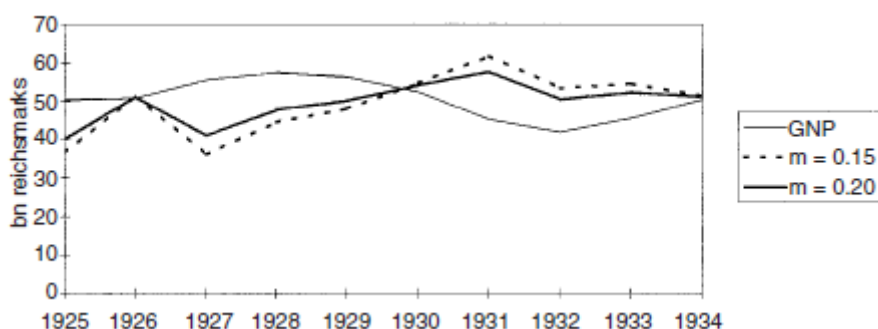
S'il avait été possible, un mécanisme simple aurait permis de rembourser les dettes vis-à-vis de l'étranger : il aurait fallu se reposer sur une balance commerciale excédentaire. Les entreprises exportatrices auraient bénéficié de paiements en monnaies étrangères et auraient ensuite échangé ces devises contre des marks auprès de la Reichsbank. Elles auraient ainsi fourni à l'Etat les devises étrangères nécessaires au remboursement des crédits contractés. Cependant, il s'agissait d'un mécanisme purement théorique car durant les années 20, l'Allemagne était importatrice nette. En 1924 par exemple, après l'hyperinflation, les imports se chiffraient à plus de 9,1 milliards de marks, alors que les exports restaient inférieurs à 6,7 milliards (Mitchell, 1975). Il n'y eut qu'en 1926 que la balance commerciale fut positive, mais l'excédent n'était même pas de 500 millions de marks. Il faut dire qu'entre perte de territoires et vieillissement de sa capacité industrielle, l'Allemagne connaissait quelques difficultés au niveau de la production, qui rendaient difficile le fait d'être exportatrice nette. Par exemple, les quantités de charbon extraites en 1925 ne représentaient que moins de 70% de celles extraites en 1913, et il faudrait attendre 1943 pour voir les extractions charbonnières retrouver leur niveau d'avant la Première Guerre mondiale (Mitchell, 1975). Ce ne fut donc pas via des exportations commerciales que l'Allemagne essaya de rembourser ses dettes, mais via des importations de crédits.

Les crédits étrangers foisonnèrent davantage après l'hyperinflation et la création des nouvelles devises, le Rentenmark puis le Reichsmark. Les investisseurs restèrent dans un premier temps méfiant vis-à-vis de cette nouvelle monnaie, laquelle devait démontrer sa crédibilité et sa robustesse. Pour prouver qu'il s'agissait d'une monnaie forte, la Reichsbank institua une série de mesures assez restrictives, notamment en maintenant des taux d'intérêt élevés (Spoerer, 2019). Cela eut deux conséquences. Premièrement, les investissements intérieurs étaient rendus plus coûteux pour les entreprises si elles les finançaient par l'emprunt. Beaucoup d'entre elles renoncèrent donc à ces emprunts intérieurs, mais se tournèrent vers des créanciers étrangers. Ceux-ci effectuaient des prêts aux entreprises allemandes, en devises étrangères, et les entreprises échangeaient ses devises à la Reichsbank contre des Reichsmarks, offrant à cette dernière les moyens nécessaires aux remboursements des dettes. Ce processus par lequel les dettes publiques étaient remplacées par des dettes privées était appelé « commercialisation des réparations » (Spoerer, 2019). Deuxièmement, les investisseurs étrangers, eux, étaient attirés par les rendements élevés proposés par les taux d'intérêt allemands. Voyant que l'Etat menait une politique monétaire forte visant à restaurer la confiance en le Reichsmark, ils n'hésitèrent pas à placer leur argent en Allemagne. Beaucoup de capitaux étrangers arrivèrent donc sur le territoire après 1923, et ce furent eux qui dynamisèrent l'activité économique du pays.

Cette période qui semblait prospère s'arrêta avec le Plan Young, qui limitait les possibilités d'emprunt pour financer les réparations, puis avec la Grande Dépression de 1929. Si, sur la période

1924-1929, l'Allemagne avait connu des importations nettes de capitaux d'en moyenne 2,8 milliards de reichsmarks par an, cette tendance s'inversa, jusqu'à ce que le pays devienne exportateur net de capitaux en 1931 suite au retrait des capitaux étrangers et au non-renouvellement des prêts (Statistisches Reichsamts, 1933 ; Hantke & Spoerer, 2010 ; Ritschl, 2002 b). La crise eut les graves conséquences qu'on lui connaît (voir section 1.4). Mais pour revenir à la question d'origine de cette section, à savoir si un tel effondrement aurait pu être évité si l'Allemagne s'était rendue moins dépendante des capitaux étrangers lors de sa reconstruction après crise de l'hyperinflation, la réponse est que je ne le pense pas. Le choc négatif de 1929 a été en quelque sorte le prix à payer pour les quelques années de prospérité après l'hyperinflation. Albrecht Ritschl définit les mesures d'austérité prises par Brüning pendant les années de crise comme les conséquences du pari effectué par l'Allemagne après le plan Dawes, à savoir tenter de rembourser les réparations uniquement via des emprunts étrangers et la méthode de commercialisation des réparations (Ritschl, 2003). L'historien effectue également, sur base des données macroéconomiques disponibles, une simulation contrefactuelle visant à établir la trajectoire économique qu'aurait suivie l'Allemagne si son accès au marché des crédits internationaux avait été beaucoup plus restreint pendant les années 20, de sorte qu'elle aurait été moins exposée aux capitaux étrangers, et de facto à leur retrait. Il suppose également que le remboursement des réparations dans les années 20 se fait uniquement à partir d'excédents commerciaux (lesquels, rappelons-le, n'existaient pas, puisque l'Allemagne avait, sauf en 1926, une balance commerciale déficitaire (Mitchell, 1975)). La conclusion d'une telle simulation est que la crise aurait difficilement pu être évitée. La figure 2.1.1 montre la trajectoire suivie en réalité par le PIB, et celles qu'il aurait suivies selon le contrefactuel développé par Ritschl, supposant respectivement un ratio marginal d'importations sur le revenu égal à 15 et à 20%.

Figure 2.1.1 : Evolution du PIB en cas d'absence de crédits étrangers pendant les années 20



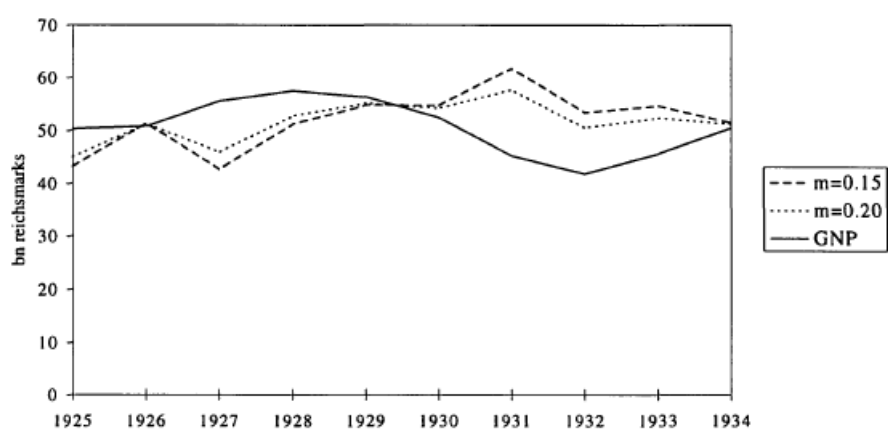
Source : Ritschl, 1998

Nous voyons sur cette figure que l'effet d'une telle politique aurait été de subir une crise plus tôt. La récession aurait éclaté, non pas à partir de 1930, mais à partir de 1926. Son impact sur le PIB

aurait été plus ou moins similaire, puisque le « creux » connu par les deux courbes simulées en 1926 a à peu près la même profondeur que la baisse subie par le véritable PIB en 1931-32. La crise aurait donc bel et bien existé, mais elle aurait eu lieu quelques années auparavant.

Puisque ce graphe est simulé sous l'hypothèse que l'Allemagne n'avait pas accès aux crédits étrangers à partir de 1924, nous pouvons encore pousser plus loin l'analyse et essayer de déterminer ce qu'il se serait passé si l'Allemagne avait eu accès à ces crédits, mais en quantité limitée. Ritschl effectue la même simulation en supposant que l'Allemagne pouvait emprunter, sauf en 1926, un milliard de reichsmarks par an, au taux d'intérêt de 5%. Les résultats sont fournis par la figure 2.1.2

Figure 2.1.2 : Evolution du PIB en cas de limitation des crédits étrangers pendant les années 20



Source : Ritschl (1998)

Les résultats obtenus par cette figure sont un petit plus modérés. L'impact sur le PIB après 1926 est plus modeste que celui-ci obtenu en cas d'une absence totale de crédits étrangers ; toutefois, une récession assez intense subsiste en 1927. En conséquence, cette politique d'emprunts limités aurait-elle été la meilleure à adopter ? Si l'on observe uniquement les conséquences sur le PIB, nous pourrions l'affirmer. Néanmoins, cela revenait à faire subir une crise très importante à la population allemande seulement 3-4 ans après la fin de l'hyperinflation. L'attitude des dirigeants de l'époque fut d'essayer de repousser cette crise au maximum, via des emprunts étrangers, espérant sans doute secrètement l'annulation des réparations qui aurait permis d'éviter la crise. Dans la lignée de Borchardt et Ritschl, je ne soutiens pas le fait que les réparations créèrent la crise, mais que les réparations combinées aux politiques de crédits étrangers finirent par générer celle-ci. Toutefois, je comprends aisément l'attitude des politiques de l'époque qui laissèrent se développer les crédits, y voyant un moyen simple de rembourser les réparations sans entraîner de nouveau un choc économique pesant sur la population, trois ans seulement après une autre crise marquante. En revanche, cette attitude fit le jeu du NSDAP. En retardant la crise comme ils le firent, les capitaux étrangers amplifièrent celle-ci

(par rapport à la situation avec des emprunts limités décrite par la figure 2.1.2). Surtout, elle s'accompagna en 1930 d'une élection très favorable au parti nazi. Que les extrêmes politiques performant mieux en temps de crise est souvent observé et n'a rien d'étonnant. Cependant, si la crise s'était produite plus tôt, les nazis auraient sans doute eu beaucoup plus de difficultés à en tirer les marrons du feu. Rappelons que Hitler n'avait quitté la prison qu'en décembre 1924 (Childers, 2017). Une crise fin 1926-début 1927 aurait certainement servi les partis politiques extrêmes, mais le NSDAP à l'époque était si marginal et si peu connu qu'il est très loin d'être certain qu'il en aurait bénéficié. Jusqu'en 1930 en revanche, le parti eut le temps de s'organiser et de mener une large propagande, pour atteindre 18,3% des voix en septembre (Badia, 1964 a). Bien sûr, il est impossible de prédire ce qui se serait passé en termes électoraux si la crise avait eu lieu plus tôt. Mais au vu de la renommée du parti nazi à l'époque, nous pouvons émettre l'hypothèse fort crédible qu'elle n'aurait pas joué le rôle qu'elle joua de 1930 à 1932, en servant de tremplin vers le pouvoir à Adolf Hitler.

Séparation entre le mark et l'étalon-or pour permettre une inflation

Une question que beaucoup d'historiens économiques se sont posée fut : l'Allemagne aurait-elle pu éviter de connaître une crise si profonde si, au lieu d'adopter des politiques monétaires déflationnistes, elle avait rompu la parité entre le reichsmark et l'étalon-or, avant de dévaluer celui-ci ? Selon la théorie économique, une dépréciation a logiquement pour effet de rendre les produits domestiques plus compétitifs sur les marchés étrangers et d'ainsi améliorer la balance commerciale d'un pays en favorisant les exportations (Banque Nationale de Belgique, 2019). Brüning aurait alors pu, selon ces considérations, relancer par l'export l'économie allemande prisonnière de la crise. Pour déterminer si une telle attitude du chancelier aurait été possible, il convient de regarder comment ont agi les autres puissances économiques frappées par la Grande Dépression. L'exemple français nous montrera les conséquences d'une attitude respectant l'étalon-or et tentant d'éviter une dévaluation de la monnaie, alors que l'exemple britannique nous indiquera comment l'étalon-or a pu être rompu unilatéralement par Londres, et quelles ont été les conséquences d'une telle décision.

Observons tout d'abord le voisin de l'Allemagne, la France. Celle-ci fut, comme le monde entier, frappée par la Grande Dépression (baisse du PIB par tête de 16% entre 1929 et 1932, - 17% pour l'Allemagne (Maddison Project, 2020)) et l'attitude des ministres français fut assez proche de celle qu'avait adoptée Brüning en favorisant des mesures déflationnistes. Le pays mena une politique de franc fort, qu'il avait entamée en 1926 en jugeant que sa monnaie était sous-évaluée. La Banque de France conserva alors dans ses réserves des quantités d'or de plus en plus importantes, sans accroître l'offre de monnaie. Le taux de couverture (part de l'offre de monnaie étant couverte par les

avoirs en or de la Banque Nationale) en France passa de 40% en décembre 1928 à 80% en 1932 (Irwin, 2010). Les réserves d'or du pays sur la période augmentèrent de 160%. Une telle attitude renforça certes la monnaie, mais ne pouvait que créer une déflation. Déflation dont les effets ne furent pas qu'internes, puisque la monnaie qui s'accumulait dans les coffres de la Banque de France était de la monnaie qui ne circulait pas non plus sur les marchés étrangers. Autrement dit, la France, en adoptant ses politiques déflationnistes, exerçait également des poussées déflationnistes sur les autres pays. Quel fut l'impact d'une telle attitude ? Irwin a montré qu'une augmentation de 1% de la masse monétaire en circulation entraînait une augmentation des prix mondiaux de 1,5%, et qu'en conséquence, la France (avec les Etats-Unis) avait fait chuter les prix mondiaux de 16% puisqu'elle avait retiré 11% du stock d'or en circulation (Irwin, 2010). La déflation des années 30-31 fut de 30%, et, par conséquent, nous pouvons affirmer que les attitudes de la France et des Etats-Unis contribuèrent pour moitié à cette déflation.

La France continua jusqu'en 1935 à maintenir sa politique de franc fort. Arrivé au pouvoir à la fin de l'année 1934, le nouveau Président du Conseil des Ministres Pierre-Etienne Flandin avait annoncé sa volonté de rompre avec les mesures déflationnistes prises par son prédécesseur, Gaston Doumergue, en diminuant par exemple le taux d'intérêt, dont le niveau élevé nuisait à l'investissement. Mais la persistance de la crise, entraînant une hausse des dépenses publiques et une baisse des recettes fiscales, faisait peser un risque sur le budget et accroissait le déficit. Fin janvier 1935, le gouvernement Flandin avait autorisé une augmentation du plafond des Bons du Trésor ordinaires de 5 milliards de francs, dans le but de faciliter l'accès des banques aux liquidités (Margairaz, 1991). Cela ne pouvait toutefois pas être une opération infiniment reconduite. Dès le mois de mars, devant les difficultés à prévoir le futur budget, le Ministre des Finances, appuyé par la Banque de France, réclama le retour à des mesures déflationnistes. Le 31 mai, Flandin fut démis de ses fonctions, et son successeur, Pierre Laval, revint à la déflation. L'exemple français montre que, si la politique déflationniste menée jusqu'en 1934 n'avait pas permis de sortir de la crise, adopter des politiques expansionnistes n'était pas possible, sous peine de mettre en péril le budget de l'Etat. Brüning avait dû traiter, entre 1930 et 1932, avec pareilles tensions. Il ne pouvait se permettre de fragiliser encore davantage la trésorerie d'un pays qui subissait la crise de plein fouet. Brüning avait suivi la même trajectoire la France, qui attestait de la tendance prévalant à l'époque : la parité-or des monnaies devait être absolument préservée.

Pourtant, un pays rompit unilatéralement la convertibilité de sa monnaie en or : la Grande-Bretagne. C'était une attitude surprenante de la part d'un pays qui n'avait eu cesse, depuis 1925, de maintenir une politique basée sur une monnaie forte. Mais les années 20 s'étaient déjà révélées compliquées pour Londres. Les exportations avaient lourdement diminué en raison du manque de

compétitivité lié à une monnaie forte (elles représentaient, en 1929, 18,2% du revenu national, alors que cette part était de 24,9% avant la guerre (Janeway, 1996)). La moyenne des volumes d'exportations annuelles entre 1921 et 1929 était 13,2% inférieure à celle calculée sur la période 1908-1913, alors que les imports étaient 13% plus importants, ce qui détériorait fortement la balance commerciale. La baisse des exportations avait entraîné du chômage dans les secteurs qui en dépendaient : en juin 1929, 40% des chômeurs étaient concentrés dans les domaines de l'exportation de fer, textile, charbon ou ingénierie, alors que les employés de ces secteurs ne représentaient pas plus de 25% de la force totale de travail (Janeway, 1996). La Grande Dépression aggrava encore les choses. De 729 millions de livres en 1929, les exportations britanniques chutèrent à 391 millions en 1931, et 365 en 1932 (Mitchell, 1975). Le chômage, en mars 1931, atteignait 2,5 millions de personnes, soit le double de l'année précédente (Janeway, 1996). Plus encore, le déficit budgétaire attendu était très important. On s'attendait à ce qu'il atteigne, en 1931, 40 millions de livres, et peut-être même 70 millions l'année suivante. Face à une telle situation, la Banque d'Angleterre revint ses priorités. Elle qui avait lutté pour le maintien d'une monnaie forte et de la relation entre la livre et l'or devait maintenant se soucier davantage de la perte de confiance en les gouvernements qui émergeait sur les marchés financiers. Dans un premier temps, la Banque ne rompit pas avec l'étalon-or et emprunta des francs et des dollars pour se financer. Mais emprunter était devenu compliqué en raison de la crise qui frappait tous les autres pays également, et les capitaux étrangers qui étaient présents sur le sol britannique furent rappelés dans leurs endroits d'origine. La France réclama notamment beaucoup d'or en remboursement des livres sterling qu'elles avaient amassées entre 1926 et 1928 (Herland, 1991). Le 20 septembre 1931, ayant vu ses réserves d'or grandement diminuer, la Grande-Bretagne quitta unilatéralement l'étalon-or. Le gouvernement se disait toutefois confiant, justifiant sa décision, non pas par les difficultés internes qu'il connaissait, mais uniquement par le fait que les ressources étrangères avaient quitté le territoire. Il clamait que l'inflation ne serait pas démesurée, que le budget serait vite à nouveau à l'équilibre, et que les difficultés ne seraient que temporaires (Herland, 1991).

Ce n'était donc pas un premier choix qui avait été fait par la Grande-Bretagne, mais bien un choix « contraint et forcé » par les conditions budgétaires et commerciales de l'époque. Le directeur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, était d'ailleurs opposé à cette décision. L'Allemagne, qui connaissait également d'énormes difficultés budgétaires pendant la Grande Dépression, aurait-elle pu suivre le chemin tracé par la Grande-Bretagne ? Je me permets d'en douter fortement. Trois risques auraient pour moi émané d'une telle stratégie.

Premièrement, le caractère novateur d'une telle stratégie aurait certainement interpellé. A l'époque, John Maynard Keynes était un des rares économistes à être opposés à l'étalon-or (Herland, 1991), allant jusqu'à en préconiser la sortie dans les cas de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

Cependant, il n'avait pas encore la réputation qu'on lui connaît aujourd'hui et était relativement esseulé au sein d'une classe d'économistes qui souhaitaient rester fidèle au système en vigueur à l'époque. Que la Grande-Bretagne, qui s'était fait ardente défenseuse d'une monnaie forte dès la fin de la Première Guerre Mondiale et était revenue à l'étalon-or en 1925, rompe le système international était un signal fort, mais de par son passé et son rôle de place forte financière, Londres pouvait se permettre un tel agissement. L'Allemagne, qui avait déjà semé le trouble avec la Première Guerre mondiale, n'aurait sans doute pas pu agir de la sorte sans que l'opinion internationale ne critiquât Heinrich Brüning. De plus, quitter l'étalon-or était finalement aux antipodes de la stratégie qu'il souhaitait développer. En effet, le chancelier s'était donné pour mot d'ordre de se débarrasser du fléau des réparations imposées par le Traité de Versailles et puis par les plans Dawes et Young. Il entendait pour ça ne pas faire défaut sur les dettes commerciales et se conformer aux autres dispositions de ces accords, afin de montrer qu'en dépit d'un respect scrupuleux de toutes les autres règles, payer les montants des réparations était impossible. En ce sens, il ne pouvait pas rompre la parité, car celle-ci était garantie par l'Article 31 de la Loi Bancaire adoptée dans le cadre du plan Young (Borchardt, 1991). Keynes lui-même avoua qu'il n'était pas au courant de cette modalité lorsqu'il incitait l'Allemagne à quitter l'étalon-or. Violer la loi, devait craindre Brüning, aurait possiblement entraîné des sanctions à l'égard de l'Allemagne et mis à mal tout le processus qu'il développait, visant à obtenir des concessions sur les réparations.

Deuxièmement, le facteur psychologique d'une rupture de l'étalon-or devait être pris en compte. La dévaluation de la monnaie qui aurait résulté de la fin de la parité aurait entraîné une hausse des prix. Dans le contexte de crise de l'époque, le risque d'hyperinflation était réel (Ritschl, 2003). Maintenir la parité avec l'or permettait d'éviter cette peur de l'hyperinflation qui aurait conduit à la montée des taux d'intérêt. Une nouvelle période d'hyperinflation aurait été absolument inaudible par un peuple allemand qui gardait en mémoire les événements de 1923, datant seulement de 8 ans auparavant. Loin de moi le fait de clamer que rompre avec l'étalon-or aurait irrémédiablement remis le prix de la savonnette à 210 milliards de marks, comme c'était le cas le 5 novembre 1923 (Badia, 1964 a). Cependant, la seule crainte d'en arriver à de tels extrêmes aurait rendu cette mesure inapplicable. Certes, Brüning pouvait outrepasser le parlement et imposer la rupture via l'Article 48 de la Constitution de Weimar, mais le peuple n'aurait sans doute jamais accepté pareil agissement sur un sujet aussi important et se serait sans doute fait entendre. De manière générale, Brüning, qui était un financier, avait lui aussi en mémoire l'hyperinflation de 1923 et ne souhaitait guère s'engager sur cette voie.

Troisièmement, si l'Allemagne en était venue à quitter l'étalon-or, nous nous poserions la question : et ensuite ? Quelles stratégies le pays aurait-il pu développer une fois en dehors de ce

cadre ? La dévaluation de la monnaie aurait rendu le pays davantage compétitif et aurait pu permettre plus d'exportations, mais qui était disposé à acheter les marchandises allemandes en des temps de crise si profonde ? Prétendre qu'une dévaluation aurait permis de relancer l'économie via les exportations est pour moi erroné. En effet, si on observe ce qu'il s'est passé en Grande-Bretagne après la dévaluation de la livre, on n'observe pas une flambée des exportations. De 365 millions de livres en 1932, elles passèrent à 368 en 1933 et 396 un an plus tard. Entre la fin de la parité-or et la Deuxième Guerre mondiale, l'année où la Grande-Bretagne exporta le plus fut 1937, avec 521 millions, ce qui restait quand même loin des 729 millions de 1929 (Mitchell, 1975). De plus, la reprise des exportations britanniques s'était essentiellement faite via un régime protectionnisme colonial. A la Conférence d'Ottawa en 1932, les Britanniques adoptèrent le système de préférence impériale, qui sacralisait les relations commerciales au sein de l'empire de la Couronne mais les limitait avec l'extérieur (Barbieri, 2015). La part des imports britanniques en provenance de l'Empire dans les imports totaux passa de 27% en 1931 à 39% juste avant le Seconde Guerre Mondiale, et les exports vers les colonies augmentèrent également (Boyce, 2010). Si la Grande-Bretagne n'avait pas établi ces accords, peut-être aurait-elle exporté davantage vers d'autres pays, mais la crise et la montée des protectionnismes permettent d'en douter. Se recentrer sur l'Empire en y abaissant les tarifs douaniers semblait la meilleure stratégie. Si l'Allemagne avait voulu suivre pareille destinée, cela aurait été impossible, car le Traité de Versailles avait ôté au pays toutes ses colonies (Jeffreys, 2008). L'Allemagne avait, par le passé, exercé une influence au Cameroun ou au Togo, par exemple, mais elle n'avait désormais plus d'empire. L'Angleterre étant devenue protectionniste, la France connaissant des difficultés budgétaires et aucune colonie n'étant disponible, qui aurait bien pu devenir le partenaire commercial de l'Allemagne ? En 1931, si Brüning avait souhaité stimuler les exportations, il n'y avait guère de grand marché disponible. Certes, la Yougoslavie, la Roumanie ou encore le Brésil, qui seront utilisés plus tard par les nazis comme partenaires dans des échanges commerciaux, parfois via le troc (voir section 1.8), étaient des partenaires potentiels pour l'Allemagne, mais ces marchés étaient de très faible dimension. Cumulés, les PIB de la Yougoslavie, de la Roumanie et du Brésil ne valaient, en 1930, que 21% du PIB de la seule Grande-Bretagne (Maddison Project, 2020). Puisque les marchés qu'une telle action aurait permis de pénétrer étaient extrêmement réduits, dévaluer la monnaie en coupant la parité avec l'or n'aurait pas été d'une grande aide.

Nous sommes tout de même en droit de nous demander ce qu'il serait advenu de l'Allemagne si, en dépit des arguments que j'ai énoncés ci-avant et qui pour moi rendaient compliquée la rupture avec l'étalon-or, Brüning avait décidé de s'en distancer et d'adopter d'autres mesures sur les taux de change. L'historien Knut Borchardt s'est penché sur cette question, en abordant plusieurs possibilités, comme celle d'un taux de change flottant vis-à-vis de toutes les autres monnaies, ou celle d'un taux

de change fluctuant vis-à-vis du dollar mais établi à une parité fixe avec la livre sterling. Il montre dans un premier temps qu'il est clair que qu'elle qu'ait été la mesure de dévaluation qui ait été prise, elle aurait dû s'accompagner de mesures alternatives visant à contrôler les flux de capitaux. En effet, les dettes court terme du pays étaient le plus souvent libellées en monnaies étrangères. Dévaluer la monnaie allemande aurait alors rendu le remboursement de ces emprunts plus compliqué, et on craignait que les capitaux déjà établis sur le territoire ne soient retirés, comme ç'avait été le cas en 1929. C'était l'inverse en Grande-Bretagne, pour laquelle l'essentiel des dettes étaient exprimées en livres sterling, et pour laquelle une dévaluation pouvait être favorable (Borchardt, 1991). L'historien Carl Krämer proposait de lier la rupture de la parité avec un moratoire sur les emprunts étrangers, ce qui aurait évité à la dette de l'Allemagne de croître en raison de la dévaluation (Borchardt, 1991). Cela aurait, à mon sens, fragilisé la position déjà tangente de l'Allemagne au sein de la sphère monétaire et commerciale européenne. Le problème était qu'en 1931, l'Allemagne ne possédait aucune réserve d'or ou d'autres monnaies qui ait été suffisante pour exercer un contrôle sur les capitaux. De plus, adopter des contrôles de capitaux était finalement incompatible avec les buts premiers des mesures de dévaluation : libérer les mouvements monétaires et de crédits des mouvements liés à la balance commerciale (Borchardt, 1991).

Il me semble donc illusoire de penser que la fin de la parité-or aurait résolu les problèmes de l'Allemagne sans compromettre au moins une autre de ses sphères. Une dévaluation de la monnaie aurait peut-être simplifié les exports, dans une proportion, je l'ai montré, assez limitée, mais aurait rendu bien plus compliqué le remboursement des dettes à court terme. Accompagner ces mesures de restrictions sur les mouvements de capitaux aurait été nécessaire, mais cela n'aurait rien changé au fait qu'il se serait agi d'une violation du plan Young, que Brüning ne voulait pas se permettre s'il espérait être libéré du fardeau des réparations. N'oublions pas non plus le risque d'hyperinflation. Enfin, au regard de la littérature et des considérations de l'époque, avec une France qui valorisait plus que tout une politique monétaire forte et une Angleterre qui ne renonça que contrainte et forcée à l'étalon-or, la classe politique allemande n'était pas prête à risquer une dévaluation de sa monnaie. Si, en Angleterre, certains économistes avaient, dès 1925, émis des réserves sur l'utilité d'un retour à l'étalon-or, pareilles critiques n'existaient pas en Allemagne. L'industrie bancaire, qui, rappelons-le, traversait une crise considérable, s'était largement opposée à un retrait de la République de Weimar du système monétaire basé sur l'or. La raison pour laquelle les banques se prononçaient en défaveur d'une telle mesure était la peur qu'une dévaluation de la monnaie ne menace les crédits libellés en monnaie étrangère dont elles bénéficiaient (Balderston, 2004). Lorsque la menace d'un retrait de l'étalon-or se faisait plus importante, les banques ne souhaitaient guère prendre le risque de souscrire à des emprunts en devise étrangère, car elles n'avaient pas d'idée précise de combien de reichsmarks

elles devraient mobiliser pour rembourser ces prêts en cas de rupture de la parité (Balderston, 2004). Par conséquent, les emprunts qu'elles engageaient devaient être libellés en reichsmarks, ce qui limitait encore davantage les possibilités de crédit à une époque où la crise les rendaient déjà maigres. Introduire davantage d'incertitude, au risque d'aggraver la crise bancaire, n'était pas non plus souhaité par les dirigeants de l'industrie, qui le 29 septembre 1931, s'étaient, par le biais de leur organisation (*Reichsverband der Deutschen Industrie*) prononcés en faveur d'un maintien de l'étalon-or (Borchardt, 1991). Brüning, qui subissait déjà de larges reproches quant à sa politique, serait définitivement passé pour un hérétique s'il avait osé dévaluer la monnaie (Borchardt, 1991). Pour toutes ces raisons, l'Allemagne n'avait, à mon sens, pas intérêt à quitter l'étalon-or. Une telle manœuvre n'aurait pas résolu les problématiques économiques, mais aurait encore fragilisé davantage Brüning, et ce alors que les nazis étaient déjà prêts à saisir la moindre opportunité. Nous allons maintenant essayer de déterminer si, en dépit de ces considérations monétaires défavorables, le gouvernement de Brüning aurait pu relancer l'économie, non par les exportations, mais d'une manière similaire à celle choisie plus tard par les nazis : par la stimulation de l'emploi et le financement de grands travaux publics.

Au lieu d'appliquer des mesures déflationnistes, relancer l'économie par des mesures keynésiennes

L'idée de base du keynésianisme, doctrine économique qui doit son nom à John Maynard Keynes, est de promouvoir la croissance économique d'une nation par le biais d'intervention de l'Etat. Le Britannique était persuadé que dans un climat morose, il fallait, pour relancer l'économie, rendre confiance aux investisseurs. Pour ce faire, il fallait que l'Etat se montre capable d'investir lui-même, de donner l'impulsion qui remettrait l'économie sur une spirale vertueuse (Henry, 2009). Dès 1924, alors que l'Angleterre connaissait une période économique difficile, marquée par un taux de chômage supérieur à 10% depuis 1921 (Mitchell, 1975), Keynes avait recommandé l'adoption de grands travaux publics, destinés à offrir un emploi aux chômeurs et à donner un élan qui relancerait les investissements des entreprises, permettant à leur tour de réduire le chômage via des embauches dans le secteur privé. Keynes formalisa cette théorie sous le nom de multiplicateur d'emploi. Dans ses travaux, un montant de 100 millions de livres avait été évoqué pour la Grande-Bretagne (Henry, 2009).

Dans une Allemagne où le taux de chômage dépassait les 23% en 1931, puis les 30% en 1932 (Mitchell, 1975) les idées de Keynes étaient très intéressantes, du moins sur le plan théorique. Quand les nazis mirent en place les grands travaux tels que la construction des autoroutes, ils ne faisaient rien d'autre que d'appliquer des mesures keynésiennes. Alors, pourquoi ne pas les avoir adoptées plus tôt ? Si au lieu de mesures d'austérité, le cabinet de Brüning avait adopté des mesures expansionnistes,

n'aurait-il pas pu relancer l'économie et se maintenir au pouvoir ? D'un point de vue théorique, cela pourrait faire sens de penser que si les nazis avaient réussi à le faire, Brüning aurait pu le faire aussi. Toutefois, le problème de l'Allemagne de Brüning était son financement. Lorsqu'il arriva au Ministère des Finances en 1930, en remplacement de Paul Modenhauer, Hermann Dietrich évalua le déficit de l'année en cours à 485 millions de reichsmarks (Laufenburger, 1930). Confrontés à cela, au retrait des crédits étrangers et à une crise s'intensifiant, augmentant les dépenses d'allocations sociales de l'Etat, il ne restait pas énormément de marge d'action pour Dietrich et Brüning. Certes, le chancelier adopta des mesures d'austérité en réduisant par exemple les droits d'accès et les allocations de chômage (Badia, 1964 a). Pourtant, prétendre que Brüning ne voulut en aucun cas fragiliser les comptes de l'Etat pour aider l'économie est une erreur de l'histoire. Il accorda subventions et réductions d'impôts aux entreprises en difficulté et renfloua les banques proches de la banqueroute (Badia, 1964 a). Ces actions constituèrent déjà des sources de dépenses notables pour un Etat tentant de sauver de ce qui pouvait l'être en période de crise. Plus était à mon sens difficile, étant donné les contraintes sur le budget. La main d'œuvre aurait pu être trouvée, en rendant les allocations de chômage conditionnelles au fait de travailler pour l'Etat. Certains argumenteront que cela était en désaccord avec les principes fondateurs de la République de Weimar, sorte de *welfare-state* avant l'heure, où le bien-être individuel était sacralisé. Il s'agit d'un argument recevable, mais je pense que Brüning n'aurait eu cure de tels principes. Après tout, le chancelier n'avait pas hésité à couper dans les allocations et les dépenses sociales, ce qui n'était pas davantage en accord avec les idées de Weimar. Puisqu'il dirigeait selon l'Article 48, il n'aurait pas eu à se soucier de l'aval du Reichstag et aurait très bien pu rendre obligatoire une certaine forme de travail pour tout qui désirait continuer à recevoir ses allocations. Ce qui l'en dissuada était certainement la question de la disponibilité des outils nécessaires à de tels travaux. Les matières premières ainsi que les machines étaient essentielles pour un Etat qui aurait entrepris la construction d'autoroutes ou de bâtiments publics. Avec un indice de production valant à peine la moitié de celui de 1929, il n'était guère aisé de trouver le matériel nécessaire à de tels travaux (Badia, 1964 a). Bien sûr, nous pourrions penser que les capacités industrielles étaient sous-utilisées en raison de la crise, mais le potentiel productif de l'Allemagne avait bel et bien diminué pendant la Grande Dépression. Les investissements dans des capacités de production ne se faisaient plus avec la crise. Les importations de capitaux étrangers, qui culminaient à plus de 3,5 milliards de reichsmark par an avant la crise, étaient devenues négatives à partir de 1931 (Ritschl, 2002 c). En conséquence de cette réduction des investissements, l'âge moyen du stock de capital était passé de 5,6 ans en 1929 à 7,4 ans en 1933 (Bergeaud et al., 2016), indiquant qu'une large part de celui-ci n'avait pas été renouvelée, ce qui nuisait bien entendu à la productivité. Confrontée à des capacités de production réduites, la demande qui aurait émergé en cas de grands projets publics aurait probablement surpassé l'offre, ce qui aurait entraîné une inévitable hausse des prix. Or, rappelons que Brüning voulait éviter d'infliger

une inflation à ses concitoyens. Et il ne voulait pas davantage endetter l'Allemagne de manière inconsidérée puisque son idée restait d'obtenir l'annulation des réparations en respectant les échéances des dettes commerciales. Pour toutes ces raisons, de grands travaux et des politiques keynésiennes me semblaient à l'époque inenvisageables.

Bien sûr, les nazis entreprirent, eux, de telles mesures quelques temps après leur arrivée au pouvoir, en dépensant beaucoup d'argent étatique pour financer les grands travaux et le réarmement. Cependant, le contexte avait changé et leur facilitait l'adoption de telles mesures par rapport à l'époque de Brüning. Premièrement, l'économie était à nouveau dans une phase ascendante. L'indice global de production avait réaugmenté de 40% entre 1932 et 1934 (Mitchell, 1975). En injectant des liquidités dans le système, les autorités nazies n'avaient plus à inverser la courbe de la croissance, simplement à renforcer sa positivité. Deuxièmement, la Conférence de Lausanne avait quasiment entériné l'abandon des réparations et les nazis, qui n'y étaient pour rien, en cueillaient les fruits. Enfin, la redynamisation de l'économie sous Hitler tient en partie au génie d'Hjalmar Schacht et à sa stratégie des bons MEFO, qui finançait le réarmement tout en le cachant aux yeux des grandes puissances. Cependant, le caractère prodigieux de cette manœuvre se limitait exclusivement au court terme. Comme l'Etat n'avait plus les moyens de rembourser les MEFO, il se précipita, en 1939, dans une guerre devenue inévitable. Par ailleurs, la politique économique nazie avait été très risquée dans de nombreux domaines. Eux se fichaient de relancer l'inflation. En 1935, la Reichsbank n'avait plus les réserves que pour couvrir 5% des billets en circulation (Flonneau, 2003). Malgré ces dépenses colossales, quasi-inconsidérées économiquement parlant, le chômage restait assez élevé dans les premiers moments du programme de relance : 14,9% en 1934, 11,6% en 1935 (Mitchell, 1975). Par ailleurs, le cabinet d'Hitler avait aussi continué sur la voie empruntée par Brüning en diminuant les allocations de chômage et rendant encore plus restrictives les mesures permettant d'en bénéficier : il fallait désormais prouver avoir reçu le refus de 25 entreprises par semaine pour jouir des allocations (Flonneau, 2003). Si Hitler restait malgré tout globalement populaire les premiers mois et années de son régime (Childers, 2017), il y avait quelques déçus eu égard à ses promesses électorales. Que voudrais-je dire par-là ? Qu'en dépit de politiques économiques « agressives », risquées, prêtes à relancer l'emploi par tous les moyens, il fallut du temps pour que les effets se matérialisassent. Si Brüning avait entrepris de telles politiques et dépensé de tels montants pour relancer l'économie alors que nous étions, en 1931, en plein cœur de la crise, rien ne dit qu'elles auraient apporté les bénéfices qu'elles procurèrent sous le régime nazi, puisque, même adoptées alors que la crise s'estompait, ces politiques ne parvinrent pas immédiatement à restaurer un taux d'emploi élevé.

Les politiques qu'avait menées Brüning le rendaient extrêmement impopulaire. Dans un article visant à évaluer le lien entre succès économique d'un gouvernement et sa popularité, Van Riel et

Schram (1993) ont montré que les facteurs économiques étaient ceux qui avaient le plus contribué au déclin d'Heinrich Brüning. Les politiques d'austérité qu'il menait compressaient les salaires alors que le chômage continuait d'augmenter. C'était le taux d'emploi qui était le principal déterminant de la popularité du chancelier, mais le salaire réel jouait également un rôle. S'il avait voulu maintenir sa popularité au niveau où elle se trouvait lorsqu'il entra à la chancellerie, Brüning aurait dû compenser une baisse de 1% du salaire réel par une baisse de 2,62% du chômage (Van Riel et Schram, 1993). Et à l'inverse, une baisse du chômage de 5% ne l'aurait autorisé qu'à diminuer les salaires réels de 1,91% s'il souhaitait maintenir sa popularité. Malheureusement pour Brüning, salaire réel et taux d'emploi diminuèrent de concert pendant son mandat. Bien sûr, les chiffres de Van Riel et Schram (1993) arrivèrent a posteriori et Brüning n'en avait pas connaissance à l'époque. Mais il n'était pas stupide. Le chancelier savait qu'en choisissant des politiques aussi restrictives, il n'allait pas être apprécié de la population allemande. Il s'était toutefois projeté sur le long terme, imaginant que ses politiques étaient ce qu'il y avait de mieux pour que l'Allemagne se rétablisse dans la durée. Long terme auquel les nazis n'avaient pas voulu songer, obnubilés par un réarmement immédiat permettant à l'Allemagne de retrouver sa grandeur. Peut-on blâmer Brüning pour sa prudence, voire son excès de prudence ? Je ne le crois pas. Dans la situation qui était la sienne, avec une Allemagne qui s'était rendue dépendante des crédits étrangers pendant des années et qui était victime de contraintes irrespectables du Traité de Versailles, il n'y avait pas grand-chose à faire que d'essayer d'au moins se débarrasser du fléau des réparations pour ne pas trop compromettre l'économie et ne pas trop endetter l'Etat. Hitler n'eut pas ces préoccupations mais il amena l'Allemagne à la guerre.

L'adoption de mesures favorables aux cartels était-elle une « bonne idée » ?

Heinrich Brüning fut aussi critiqué pour les mesures de complaisance qu'il adopta vis-à-vis des cartels et des grandes industries. Nous avons déjà évoqué les subventions et réductions d'impôts qu'il avait accordée à des entreprises comme AEG (Berstein & Milza, 2014), le rachat des actions des Vereinigte Stahlwerke (Badia, 1964 a) ou encore l'adoption de mesures protectionnistes réclamées par le lobby IG Farben (Badia, 1964 a). Les entreprises avaient diminué leurs investissements de 85% en raison de la crise, mais l'Etat, dans un souci de compenser un minimum la baisse des investissements privés n'avait réduit les siens « que » de 60% (Flonneau, 2003). L'effet de ces aides et investissements avait été de maintenir assez haut les prix des matières produites par les cartels, qui restaient à 84% du niveau qu'ils avaient en 1929. A l'inverse, les produits non-soumis aux mesures protectionnistes, dont le cours fluctuait selon les marchés internationaux, avaient, eux, vu leurs prix baisser de près de la moitié en raison de la crise.

De telles mesures étaient difficilement recevables pour la « petite » économie. Les faillites s'étaient multipliées en cette période difficile : entre octobre 1930 et juin 1931, il y avait eu en moyenne 986 faillites mensuelles (Ferguson & Temin, 2003), tandis que janvier à octobre 1927, période avant la crise que je choisis comme référence, cette moyenne mensuelle ne s'établissait qu'à 442,3 faillites (Wirtschaft und Statistik, 1927 a & 1927 b). Alors pourquoi le chancelier avait-il continué à aider des entreprises qui faisaient toujours du profit (c'était le cas d'IG Farben qui affichait toujours des bénéfices en 1932 (Jeffreys, 2008)) tandis que beaucoup de petites entreprises mettaient la clé sous le paillason ?

Deux raisons me semblent être des arguments recevables. Premièrement, accorder des subventions ou des remises d'impôts à des grandes entreprises peut être vu comme une aide à l'emploi quelque peu cachée. Elle était bien nécessaire dans le sens où même les cartels les plus établis connurent des difficultés pendant la crise. IG Farben, par exemple, licencia 46% de son personnel entre 1929 et 1932 (Jeffreys, 2008). Puisque le chômage atteignait déjà 30% en 1932 (Mitchell, 1975), nous sommes en droit de nous demander à combien il se serait chiffré si l'Etat n'était pas venu en aide aux grandes entreprises. Peut-être les entreprises non aidées auraient-elles fait faillite, augmentant encore davantage la courbe du chômage. Toutefois, la stratégie de maintenir des cartels pour le bien de l'emploi peut à terme se révéler dangereux, car si un cartel se retrouve être la seule entreprise active sur un secteur, nous aurons affaire à une situation de monopsonne sur le marché du travail. En effet, le cartel sera seul demandeur de travail, seul acheteur de l'offre de travail proposée par les personnes désirant travailler. L'entreprise possède alors le pouvoir de déterminer librement combien de personnes elle souhaite employer, et ce faisant, quel niveau salarial leur est proposé. Elle aura alors tendance à sous-payer les travailleurs en réduisant leur nombre par rapport au niveau concurrentiel (OCDE, 2019). Brüning avait-il ces risques en tête à l'époque ? Nous ne pouvons pas le savoir, mais à tout le moins souligner que la question du monopsonne avait été beaucoup moins étudiée en 1932 que maintenant, puisque Joan Robinson ne définit le terme « monopsonne » qu'en 1933 (OCDE, 2019). L'effet sur les salaires n'aurait certainement pas déplu à Brüning puisque celui-ci menait des politiques déflationnistes et avait de lui-même nettement réduit le traitement des fonctionnaires (Badia, 1964 a). Toutefois, l'effet sur l'emploi me laisse beaucoup plus perplexe. Si elle permettait d'éviter des effets catastrophiques à court terme, l'aide accordée aux cartels, alors que les entreprises concurrentes plus petites voyaient les risques de faillite augmenter me semblait être un cadeau empoisonné en termes de perspective d'emploi. Sous le régime nazi, la cartellisation se fit encore beaucoup plus importante et le chômage diminua à partir du moment où les grands travaux publics furent lancés. En dépit d'une large augmentation de l'emploi, les salaires, eux n'augmentèrent pas. Le salaire horaire moyen du travailleur masculin, établi à l'indice de 100 à 1929, valait 82 en 1932 et... 80 en 1939, juste avant

l'éclatement de la guerre (Castellan, 1968). Certes, les syndicats à cette époque avaient été remplacés par le Front du Travail, une organisation nazie qui contrôlait tant le travail que le loisir du peuple, allant même jusqu'à organiser des croisières pour les travailleurs (Childers, 2017), mais qui n'était pas très prompte à négocier d'importantes augmentations de salaire (Badia, 1964 b). La disparition des syndicats joua certainement un rôle dans la stagnation ou la légère baisse du salaire pendant la période nazie, mais l'important degré de cartellisation y contribua également. Pour en revenir à Brüning, je ne pense donc pas que le soutien aux cartels était une bonne chose pour l'économie allemande, à long terme en tout cas, mais sans doute avait-il pris ses décisions dans une perspective à court terme, nécessité faisant loi.

De nécessité, il semblait en être question en raison de l'appétit des entreprises étrangères. Au début de la crise, quelques industries allemandes avaient été rachetées par des investisseurs étrangers. Le constructeur Opel avait été cédé au groupe américain General Motors en 1929 tandis que Ford avait fait son entrée sur le sol allemand en établissant une usine à Cologne (Billstein, 2004). Dans le domaine de l'électricité, AEG n'avait cessé de se rapprocher de General Electric : en 1929, la société allemande augmenta son capital de 28,75 millions de reichsmarks, et cette augmentation fut entièrement financée par le groupe américain (Flaningam, 1945). Sans le rachat des actions par l'Etat allemand dont elles bénéficièrent, Gelsenberg, une filiale des Charlottenhütte, combinat sidérurgique, aurait été proche de la faillite (Reckendrees, 2013). Le groupe français Schneider était prêt à saisir l'occasion et à racheter l'entreprise (Badia, 1964 a). Dans le domaine de la chimie, les interactions avec d'autres états étaient également fréquentes. Même IG Farben n'était pas épargné : face aux difficultés qu'il connaissait, le cartel avait vendu les brevets qu'il possédait sur le processus d'hydrogénation à l'entreprise américaine Standard (Jeffreys, 2008), après avoir déjà passé une alliance avec une entreprise française de colorants en 1927 (Feldenkirchen, 1987). De manière générale, le Traité de Versailles, encore lui, avait été néfaste à la propriété industrielle allemande, confisquant les brevets qui avaient déposés. Ils furent souvent cédés à des entreprises étrangères qui, incapables de les comprendre, revinrent au savoir-faire persistant en Allemagne (Jeffreys, 2008). Toutefois, maintenant que ces connaissances techniques s'étaient répandues, la crainte de rachats des entreprises allemandes par l'étranger se matérialisait. Brüning adopta les mesures protectionnistes qui lui semblaient nécessaires pour « sauver ce qui pouvait l'être » et éviter que d'éventuels fleurons industriels allemands ne passent aux mains d'investisseurs étrangers, ce qui aurait compliqué la reprise économique si les nouveaux acquéreurs décidaient, par exemple, d'une délocalisation des activités quand c'était possible, comme dans le domaine chimique (dans un premier temps, par exemple, Standard avait en tête de répliquer sur le sol américain les procédés d'IG Farben (Jeffreys, 2008)). L'Allemagne s'était déjà rendue extrêmement dépendante des capitaux étrangers dans les années 20,

c'était même cela qui avait contribué à amplifier la crise. Par les mesures qu'il adoptait, le cabinet de Brüning protégeait ses cartels, avec l'espoir qu'une situation comme celle des années 20 ne se reproduise plus. J'ai pointé dans les paragraphes ci-dessus les dangers d'une protection trop importante des cartels sur le marché de l'emploi. Mais le danger d'un excès de capitaux étrangers semble également évident à tout qui a lu les paragraphes relatifs à l'éclatement de la Grande Dépression. En 1931-32, Brüning était donc confronté à un arbitrage laborieux, qui le vit privilégier le court terme et le protectionnisme. Quel qu'ait été le choix qu'il eût fait, Brüning aurait été confronté à des critiques. Au vu du passif de l'Allemagne vis-à-vis des capitaux étrangers, la décision du chancelier se justifiait pour moi amplement.

Laisser le temps à Brüning : ces mesures n'auraient-elles de toute façon pas fini par fonctionner ?

Puisqu'à partir de l'été 1932, la situation économique cessa de se détériorer (Badia, 1964 a), nous sommes en droit de nous poser la question suivante : quelle aurait été la trajectoire suivie par l'économie allemande si elle avait perduré dans les mesures d'austérité implémentées par les gouvernements de Brüning, von Papen et von Schleicher, au lieu d'emprunter, sous les nazis, la voie des mesures expansionnistes ? Pour cela, je vous propose d'émettre brièvement des hypothèses à partir de l'observation d'un pays ayant adopté des mesures d'austérité : la France. Nous avons expliqué ci-avant la politique appliquée en France pendant les années 30, constituée entre autres de mesures de déflation et de restrictions budgétaires, un peu comme celles que l'Allemagne avait connues sous Brüning.

Sur la figure 2.1.3, nous observons 4 courbes indiquant différentes trajectoires possibles pour le PIB allemand. La courbe bleue représente la trajectoire réellement suivie par le PIB par habitant allemand entre 1929 et 1949. Les trois autres courbes indiquent la tendance que le PIB aurait suivie si les mesures d'austérité de Brüning (que l'on considère appliquées à partir de 1932) avaient perduré dans le temps et eu la même portée que les mesures déflationnistes utilisées en France. Voici sous quelles hypothèses ce graphe est réalisé.

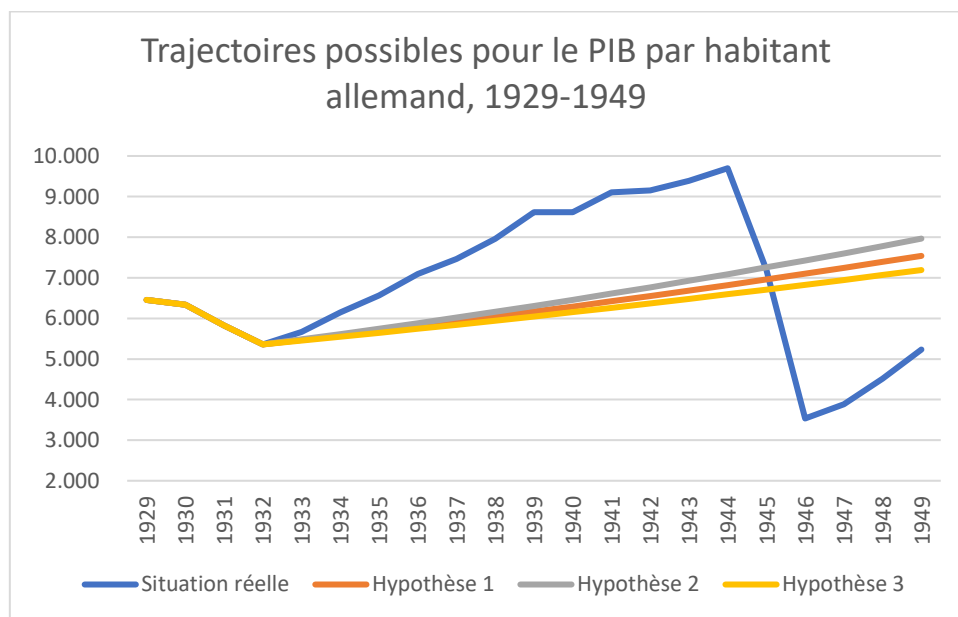
- Dans l'hypothèse 1, la courbe orange, on applique au PIB allemand de 1932 un taux de croissance annuel de 2,03%, soit exactement le taux de croissance annuel connu par la France entre 1932 et 1938 (Maddison Project, 2020). Pourquoi utiliser la France comme référence ? Car il s'agit d'un pays voisin de l'Allemagne, ayant également été frappé par le choc de 1929 (même si, dans l'Hexagone, la crise ne résultait pas d'un choc brutal mais bien d'une lente détérioration de la situation économique à travers

le temps (Paxton & Hessler, 2011)), et il constitue à mes yeux le meilleur exemple de pays ayant adopté des mesures d'austérité que l'on puisse trouver.

- Au niveau des hypothèses 2 et 3, plusieurs écoles s'opposent. Dans l'hypothèse 2, je me place dans l'idée de convergence développée, entre autres par le modèle de Solow. Ce modèle tend à expliquer la croissance des pays par deux facteurs essentiellement : le capital physique, et le capital humain. La productivité totale des facteurs joue également un rôle dans le sens où elle détermine à quel point l'utilisation de ces facteurs est efficace (Solow, 1956). L'idée de convergence implique qu'à long terme, tous les pays croissent jusqu'à atteindre le même niveau de développement, appelé état stationnaire, et ce indépendamment des conditions initiales. Les pays originalement pauvres croissent donc plus rapidement que les pays originalement riches. Cependant, l'idée est essentiellement valable sur le plan théorique, mais des auteurs réputés ont montré que la convergence ne s'observait pas toujours en pratique (Mankiw et al., 1995). Alors, faisait-il sens de considérer une croissance plus rapide de l'Allemagne ? Il semble que les facteurs de production aient connu une meilleure trajectoire en France qu'en Allemagne. Par exemple, la croissance du stock de capital physique a été plus rapide en France entre 1929 et 1938 (0,53% par an en France contre 0,40% en Allemagne (Broadberry & O'Rourke, 2010)). Le capital humain, lui, devait être supérieur en France puisque le taux d'inscription à l'école primaire était de 79% en France en 1938, contre seulement 73% en Allemagne (Broadberry & O'Rourke, 2010), même si les universités allemandes comptaient environ 50.000 étudiants en plus que leurs homologues françaises (Mitchell, 1975). Cependant, l'Allemagne put faire la différence au niveau de la quantité de travail fournie, puisque le nombre d'heures prestées augmenta de plus de 0,5% sur cette période en Allemagne, alors qu'elle diminua de 2,23% en France. La productivité totale des facteurs était, elle, supérieure en Allemagne (2,01 en Allemagne ; 1,3 en France) (Broadberry & O'Rourke, 2010). Beaucoup de données différentes entrent en ligne de compte pour calculer la trajectoire qu'aurait suivie l'Allemagne par rapport à la France en appliquant stricto sensu le modèle de Solow. Mon but n'est toutefois pas de faire ceci, mais d'évaluer les différentes trajectoires qu'aurait pu emprunter le PIB allemand si les mesures d'austérité de Brüning avaient perduré. Dans l'hypothèse 2, en reprenant l'idée de convergence, je suppose que l'Allemagne connaît une croissance 16% plus rapide que la France, car en 1929, le PIB par habitant français était 16% supérieur à celui de l'Allemagne (Maddison Project, 2020).

- Dans l'hypothèse 3, la courbe jaune, je pars du postulat que l'Allemagne part de trop bas pour rattraper la France et que sa faible croissance du capital physique, ainsi que son niveau d'éducation relativement bas par rapport à la France ne lui permettent pas la convergence. Je suppose donc une croissance du PIB par tête allemand valant seulement 86% de la croissance du PIB français ($1/1,16=0,86$).
- Bien sûr, cette méthodologie n'est pas exempte de toute limite. La France dispose de spécificités (politiques, géographiques) qui la rendent de facto différente de l'Allemagne avant le choc de 1929. Par ailleurs, mon raisonnement concernant la convergence est très sommaire et ne prend pas le temps de développer un véritable modèle de Solow, qui pourrait amener à des trajectoires légèrement différentes de celles obtenues sur ce graphe.

Figure 2.1.3 : Trajectoires possibles pour le PIB par habitant allemand (2011\$), 1929-1949



Source : Maddison Project database, 2020

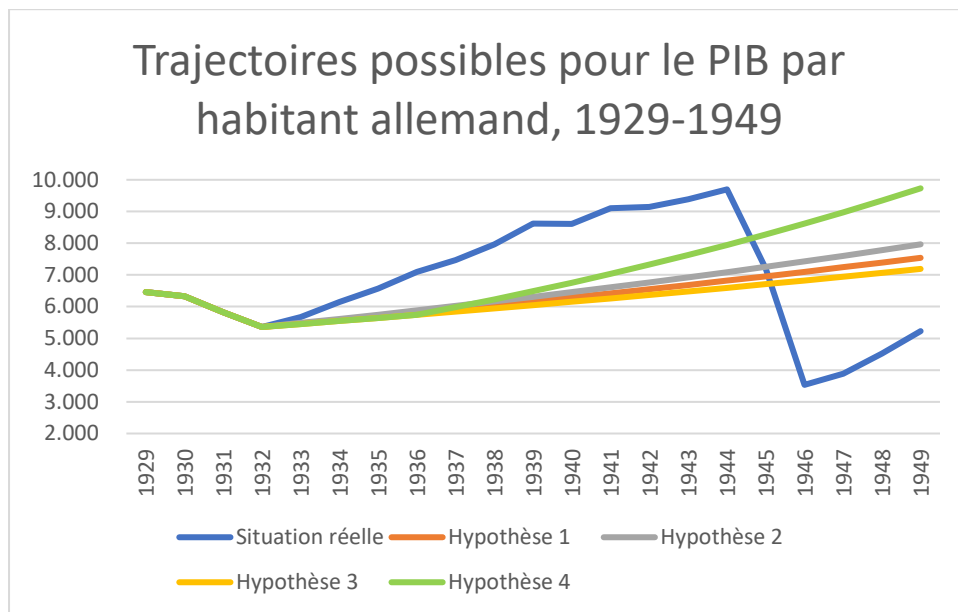
Au final, nous remarquons que les considérations de convergence ou de non-convergence importent bien peu, car le résultat est flagrant : jamais, avant la guerre, les mesures d'austérité proposées par Brüning, si elles avaient eu le même effet que celles adoptées en France, n'aurait permis d'amener l'Allemagne à un niveau de PIB par habitant aussi élevé que celui qu'elle connut sous le régime nazi. Ces mesures étaient essentiellement destinées à réduire au maximum les pressions sur le budget de l'Etat, mais n'avaient pas réellement nature à relancer l'économie. A l'inverse, les programmes de dépenses gouvernementales adoptés par les autorités nazies permirent à l'Allemagne

d'atteindre une croissance impressionnante, jusqu'à la lourde chute résultant de la fin d'une guerre perdue. Cela veut-il dire que le nazisme était la panacée dans les années 30 ? Loin de là. Car ces mesures étaient essentiellement axées sur le court terme. Elles avaient donné le primat au réarmement et à la production industrielle, parfois au détriment de biens de première nécessité. Les bons MEFO étaient en ce sens une astuce quasi-diabolique, tandis que les programmes d'autosuffisance ne laissaient, en 1939, plus d'autre choix que celui d'une guerre. Après la guerre, l'Allemagne avait perdu, en termes de PIB, tous les gains qu'elle avait effectués dans les années 30. Nous n'apprenons au final rien de révolutionnaire avec cette analyse. Jusqu'en 1943, la trajectoire économique proposée par les nazis était la plus fructueuse ; une fois la guerre perdue, il aurait mieux valu des mesures d'austérité sur le très long terme.

Plusieurs faiblesses, j'en suis conscient, émanent de mon analyse. Premièrement, il ne fait pas vraiment de sens de supposer 20 ans de mesures d'austérité. On peut supposer qu'à partir d'un moment, sans doute quelques temps après que la Conférence de Lausanne enterra définitivement la question des réparations, l'Allemagne aurait assoupli ces mesures protectionnistes. C'est au final ce que la France fit à partir de 1936 quand, après le Front Populaire, Léon Blum arriva au pouvoir. Pour tenir compte d'un tel effet, je propose une nouvelle analyse sur la figure 2.1.4, où nous ajoutons une nouvelle hypothèse :

- La courbe verte (hypothèse 4) tient compte des effets d'une variation des politiques en place et d'une fin anticipée des mesures restrictives. Dans cette hypothèse, je suppose que l'Allemagne connaît donc le taux de croissance de la France sur la période 1932-1936 jusqu'en 1936 (1,75%) puis celui de la période 1936-1939 (4,14%) jusqu'en 1949.

Figure 2.1.4 : Trajectoires possibles pour le PIB par habitant allemand (2011\$), 1929-1949



Source : Maddison Project database, 2020

On voit qu'une fois le retour à des mesures plus expansionnistes acté, le PIB connaît une hausse considérable. Cependant, en 1939, l'écart avec le gain obtenu suite aux mesures nazies reste important. Le nazisme fut un pari. Perdant, à long terme. Mais en faisant fi d'un équilibre économique dont ils ne se souciaient guère, car la guerre avait toujours été dans leurs projets, les nazis avaient permis, à court terme, de relancer l'économie dans des proportions qu'aucun gouvernement soucieux préserver l'équilibre de l'Etat n'aurait pu atteindre. Si nous comparons les mesures du cabinet de Brüning à celles du cabinet de Hitler en nous arrêtant à 1939, un net avantage apparaît à la faveur du second (lequel relança aussi l'emploi). Si nous considérons les effets de la guerre, en revanche, les politiques de Brüning étaient, sans surprise, beaucoup plus valorisables.

Partie 2.2 : Les autres options offertes aux nazis

Relance économique autre que par le réarmement

Dans cette partie du mémoire, nous nous intéresserons aux autres politiques de relance économique que les nazis auraient pu choisir. Nous l'avons dit, deux grands axes délimitèrent les actions du gouvernement allemand : le programme de grands travaux publics et le programme de réarmement. La première question que je souhaite poser est : si de tels projets n'avaient pas été envisagés, par quel chemins les nazis auraient-ils pu atteindre leurs objectifs ? L'idée est d'essayer de déterminer s'il existait des voies de développement ne devant pas inlassablement mener à la guerre.

Penchons-nous d'abord sur le pourquoi d'un tel programme de réarmement. En dehors de toute considération économique, il s'agissait d'un programme qui était quasi-obligatoire selon les idéologies nazies. Il fallait étendre la suprématie de la race allemande en même temps que « purifier » le territoire des races considérées comme inférieures par le darwinisme social prévalant en Allemagne à l'époque (Ternon, 2018). Cela avait toujours été une des idées les plus marquantes de la pensée hitlérienne, et elle avait été renforcée de facto par la Première Guerre mondiale et les humiliations économiques que l'Allemagne avait subies suite à sa défaite (Childers, 2017). Dans *Mein Kampf*, de telles intentions martiales et nationalistes étaient écrites noir sur blanc. Je ne pense toutefois pas que ce soient ces idées-là qui aient porté Hitler au pouvoir, mais bien ses promesses concernant le renouveau économique du pays. Il avait fait de la réduction du chômage un de ses objectifs principaux et se devait de tenir ses promesses électorales. Nous avons vu lors de la première élection de 1932 que les électeurs n'hésitaient pas à sanctionner les candidats qui ne tenaient pas leurs engagements : les nazis avaient perdu 2 millions d'électeurs par rapport à 1930 en n'ayant pas pris le pouvoir comme ils l'avaient annoncé (Badia, 1964 a). De plus, vu l'incertitude politique, presque burlesque, qui était en vigueur à l'époque, Hitler devait frapper par des mesures fortes et directes pour être certain de se maintenir au pouvoir, ce que ni von Papen ni von Schleicher n'était parvenu à faire. La politique de réarmement était une aubaine pour Hitler dans le sens où elle lui permettait de tenir ses promesses tout en respectant ses idéologies. Sa seule contrainte était une limite qui apparaissait comme infranchissable pour Brüning, et je dirais comme pour tout chancelier censé, mais il n'en avait cure : c'était le budget de l'Etat. Pourtant, comme le pointe Henry Laufenburger, ce budget était quasi à l'équilibre tant que Hjalmar Schacht occupait le Ministère de l'Economie ; ce fut après son départ que les choses se détériorèrent (Laufenburger, 1940). Hitler avait clamé avoir dépensé 90 milliards de marks dans les budgets préparatifs à la guerre, de 1934 à 1938, mais il semble qu'il s'agit d'un mensonge, ou, à tout le moins, d'une surestimation. Le montant réellement alloué aux activités militaires était, selon Laufenburger, plus près de 60 milliards de marks. Ce chiffre revu à la baisse

provient du fait que les recettes de l'Allemagne en cette période contraignaient le gouvernement à limiter ses dépenses, au moins tant que Schacht était à bord. Les 60 milliards n'avaient pas manqué leur objectif de redressement économique de l'Allemagne : entre 1934 et 1938, le taux de croissance annuel du PIB par habitant avait été de 8,8% (Maddison Project, 2020).

Par quels autres moyens un tel chiffre aurait-il pu être atteint ? Soyons clairs dès le départ : je n'en vois aucun. Il fallait, pour entraîner une hausse de la production, qu'il y ait une demande. Or, contrainte par le chômage élevé et les salaires stagnants, la demande privée intérieure ne pouvait pas servir de moteur à une relance économique. Il aurait dès lors fallu passer obligatoirement par les exportations. Et nous nous retrouvons dans la même situation que celle qu'avait connue Brüning. Certes, la crise était un peu moins intense en 1934 qu'en 1932, permettant aux pays étrangers d'importer un peu plus facilement. Cependant, les mesures protectionnistes qui avaient été prises étaient toujours en vigueur. Nous avons déjà évoqué la Conférence d'Ottawa ou les mesures protectionnistes françaises. Dans ce contexte, trouver un ou plusieurs partenaires commerciaux était très difficile pour une Allemagne isolée. L'un d'entre eux aurait pu être les Etats-Unis, puisque les deux pays avaient déjà eu des relations privilégiées dans les années 20, mais le Nouveau Monde s'était également fermé au commerce international des suites de la crise. Les droits de douane américains étaient passés de 38,8% en 1928 à 53,6% en 1933 suite aux tarifs Smoot-Hawley adoptés en 1930. Les importations en avaient souffert, en diminuant de plus de 34% entre 1929 et 1933 (Henry, 2000). Or, Gérard-Marie Henry (2000) montre que ces mesures protectionnistes avaient tendance à aggraver la crise, la demande américaine qui diminuait fragilisant les systèmes monétaires de pays dépendant de leurs exportations vers Washington. Des pays d'Amérique latine et d'Europe de l'est étaient concernés, et la baisse de leurs revenus eut pour effet de réduire leur capacité à rembourser leurs prêts étrangers, fragilisant à son tour la Grande-Bretagne qui avait beaucoup prêté (Henry, 2000). Aujourd'hui, le tarif Smoot-Hawley est généralement considéré comme une erreur ayant accru la division économique du monde (Koyama, 2009). Toujours est-il qu'à l'époque, il ne facilitait pas les exportations de l'Allemagne. En 1934, les exportations avaient été d'un peu plus de 4 milliards de marks alors qu'elles culminaient à plus de 12 milliards avant la crise (Mitchell, 1975). Il est important de montrer que malgré ces contraintes défavorables, les nazis avaient su relancer tant bien que mal les exportations. Celles-ci avaient connu un taux de croissance de 6,23% par an entre 1934 et 1939, alors que la croissance du produit national net était de 8,68% annuels sur la même période (Mitchell, 1975). En extrapolant le taux de croissance des exportations à l'ensemble de l'économie, nous pourrions conclure qu'une relance par les exportations aurait été possible. Or, cela constituerait un abus manifeste. En effet, les exportations croissaient certes beaucoup, mais elles ne représentaient qu'une proportion très marginale du PNN : 6,47% en 1934, puis 5,77% en 1939 (Mitchell, 1975). Miser sur la

croissance des exportations dans un tel contexte était voué à l'échec. S'il avait été possible de développer autant que possible son commerce international, un disciple du mercantilisme comme Hjalmar Schacht n'en aurait pas loupé l'opportunité. Il contribua d'ailleurs beaucoup à la hausse des exportations allemandes sur cette période, en débusquant des partenaires comme l'Espagne (voir section 1.8). Mais pour relancer véritablement l'économie, il fallait une autre impulsion. En ce sens, les programmes de grands travaux gouvernementaux étaient pour moi nécessaires et justifiés. Une question qui se pose maintenant est celle de leur impact sur le bien-être : une politique plus soucieuse des réels besoins des gens n'aurait-elle pas été souhaitable ?

Accroissement du bien-être via des dépenses orientées vers les biens essentiels

Nous avons jusqu'ici focalisé notre analyse sur le produit intérieur brut (PIB) ou le produit national net (PNN), utilisés comme agrégats macroéconomiques de référence, et ce sont leurs fluctuations qui m'ont tour à tour fait parler de crise, de reprise ou de prospérité. Pourtant, de nombreux économistes ont souligné les limites de ces mesures. Leur méthodologie ou les opérations qu'ils intègrent, pourtant également controversées, ne seront pas traitées ici, mais je montrerai qu'un PIB en hausse ne rime pas nécessairement avec un bien-être croissant de la population (Méda, 2016). La consommation des ménages peut parfois ne pas suivre l'évolution du PIB.

C'est au final ce qui se passa pendant les années hitlériennes. Le Führer avait mis l'accent sur la production via les travaux publics puis le réarmement. En termes de bien-être, cela avait généré une hausse de l'emploi, laquelle était bien nécessaire à une population éprouvée par des années de crise. Cette optique de production entraînait également une hausse du PIB puisque celui-ci est défini comme la somme des valeurs ajoutées de tous les biens et services produits par une année par une économie (Méda, 2016). L'approche demande du PIB définit l'agrégat comme suit :

$$\text{PIB} = C + G + I + X - M \quad (1)$$

où C représente la consommation privée, G les dépenses gouvernementales, I les investissements privés, X les exportations et M les importations.

En lançant des grands programmes étatiques comme il le fit, le cabinet nazi joua beaucoup sur G, mais C ne parvint pas réellement à suivre la hausse des dépenses gouvernementales, tant celles-ci nécessitaient des moyens qui n'étaient finalement pas consacrés aux autres composantes. L'impact que les politiques économiques nazies eurent sur le bien-être a souvent été débattu, sans qu'un consensus soit nécessairement trouvé entre les différents économistes. Pour Badia (1964 b), Göring devait être interprété au premier degré lorsqu'il annonçait qu'il fallait choisir entre le beurre et les

canons. Pour d'autres, les politiques économiques nazies ont nécessairement entraîné une hausse du bien-être via leur impact sur l'emploi et le revenu national. Toutefois, il semble que la consommation ait bel et bien été réduite par les programmes nazis par rapport aux années précédant la Grande Dépression. En utilisant deux périodes de référence, avant la crise de 1929 et après la Seconde Guerre mondiale, on observe que les régimes alimentaires de la population allemande étaient moins fournis à la fin des années 30 (Spoerer & Streb, 2010). La stratégie du régime nazi en termes de biens alimentaires avait été assez simple : il fallait inciter les gens à dépenser leur argent dans l'économie allemande. Les importations de biens alimentaires étaient par conséquent lourdement régulées, alors que la consommation de biens allemands produits depuis des matériaux non-essentiels au réarmement était encouragée. Bien que certaines recommandations étaient parfois étranges (le beurre était parmi les produits recommandés alors que la margarine, pourtant moins chère, se trouvait parmi les produits déconseillés (Spoerer & Streb, 2010)), cela avait pour effet de distordre les préférences de la population. Les biens déconseillés étaient rationnés par un maintien volontaire de prix trop bas, ce qui avait entraîné un excès de demande et un marché noir où les prix étaient plus élevés. L'impact de telles pratiques avait été une modification du panier de consommation. Les biens typiquement considérés comme inférieurs, tels que la farine de seigle ou la pomme de terre, avaient vu leur consommation augmenter, alors que la consommation de fruits frais ou de légumes était bien inférieure à ce qu'elle serait après la Seconde Guerre mondiale (Spoerer & Streb, 2010). En calculant les dépenses annuelles pour de la nourriture en 1928 et en 1936, Spoerer et Streb montrent que le montant dépensé en 1936 (859 reichsmarks) est très légèrement inférieure à celui de 1928. Cela signifie qu'en 1928, les consommateurs pouvaient déjà s'acheter le panier de biens de 1936, mais qu'ils en préféraient un autre. Le bien-être devait donc avoir nécessairement diminué entre 1928 et 1936. Cette distorsion de la consommation, et la réallocation qu'elle induisit, avait eu des coûts d'utilité importants : la perte de bien-être liée à ces changements dans la consommation est estimée à 6,7% du revenu nominal disponible (Winkler, 2015). Sans prendre en compte ces effets de substitution forcés, on pourrait être tentés, à tort, de croire que le bien-être était en réalité supérieur sous le régime nazi, puisque les consommateurs bénéficiaient de biens moins chers. Notons par ailleurs que la réallocation de la consommation alimentaire vers des produits moins qualitatifs engendrait une détérioration des indicateurs de santé. La taille des enfants, qui en est un bon exemple, stagne d'ailleurs durant les années nazies alors qu'elle avait considérablement augmenté pendant les années 20 (Bäten & Wagner, 2003).

Une grande critique doit pour moi émaner de l'analyse présentée ci-avant. En effet, si le bien-être de la population avait diminué, comment expliquer la popularité dont jouissait le régime en Allemagne (Childers, 2017) ? La réponse provient pour moi d'un choix discutable de périodes de

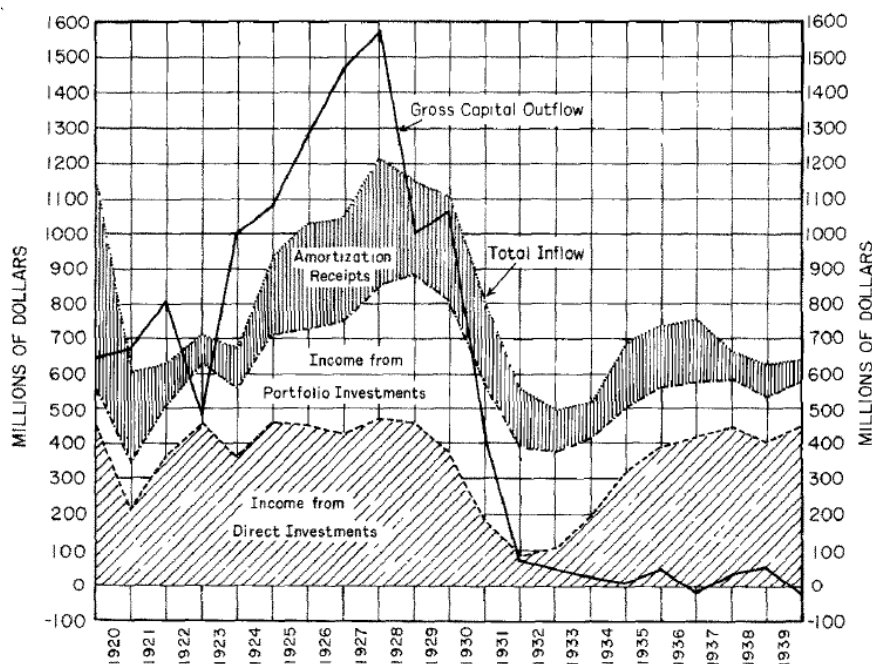
référence. 1951 est choisie comme année d'après-guerre par Stoerer et Streb (2010), mais les Allemands ne pouvaient décemment pas se comparer à cette période en 1936 puisqu'elle n'était pas encore passée. L'autre période de référence est 1927 (Winkler) ou 1928 (Stoerer et Streb). Cependant, entre 1928 et 1936 avait eu lieu la Grande Dépression. La période de référence utilisée dans les esprits allemands n'était donc pas 1928, mais bien 1932, et par rapport à cette époque de misère, la consommation telle qu'elle était en 1936 leur semblait une bénédiction. Ils avaient retrouvé un travail, ce qui jouait en la faveur du régime nazi. De plus, la propagande leur laissait miroiter des perspectives de consommation réjouissantes qui, bien sûr, n'arriveraient jamais, mais la population était sensible à cette communication. En un sens, un autre chemin de développement économique était très clairement possible pour les nazis. Ils avaient volontairement distordu les prix et la consommation des biens afin de permettre le réarmement et les autres programmes qui leur tenaient à cœur. Ils avaient fait cela très intelligemment, l'arbitrage entre margarine et canons ne devant se faire qu'à partir de 1936-37, une fois que le plein emploi était quasi-atteint. Dans les premières années du régime hitlérien, emploi et consommation croissaient de concert car beaucoup de ressources étaient disponibles. Ce n'est que dans un second temps, sans doute à partir de 1938, que les ressources s'étaient raréfiées et que le primat fut donné à l'armement. Il était devenu trop tard pour contester le régime, qui de toute façon était encore assez populaire aux yeux des Allemands à ce moment-là. La stratégie sur la consommation développée par les nazis n'aurait à mes yeux pas été possible en 1928, mais après la Grande Dépression, elle était largement acceptable par la population. Hitler avait misé sa popularité sur l'emploi. Rappelons-nous l'étude de Van Riel et Schram, montrant à quel point le faible taux d'emploi avait été néfaste à Brüning (Van Riel et Schram, 1993). En s'assurant un taux d'emploi stable et élevé, Hitler assurait aussi sa popularité, et améliorait grandement le bien-être d'une population qui avait connu l'oisiveté et le chômage. Critiquer les nazis pour leurs politiques sociales est quelque chose de logique, mais prétendre qu'ils auraient dû adopter d'autres politiques dans ce domaine est pour moi erroné, tant celles qu'ils avaient choisies leur donnaient satisfaction et soutien populaire.

Retour de l'Allemagne sur le marché des capitaux

Une fois enclenché, le processus initié par Hitler s'est poursuivi avec toujours comme objectif d'atteindre l'autarcie. Si l'Etat s'endettait, il le faisait en interne, auprès de la Reichsbank ou via des subterfuges tels que les bons MEFO. Qu'en était-il des capitaux étrangers ? En dépit d'une tendance au protectionnisme, l'Allemagne n'aurait-elle pas eu à gagner à contracter davantage d'emprunts en dehors de ses frontières ?

Pour répondre à cette question, il convient premièrement de scruter le marché des crédits internationaux. Les deux prêteurs majeurs qui s'étaient distingués après la Première Guerre mondiale étaient les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Après la crise de 1929, ces pays avaient largement réduit leurs prêts. Sur la figure 5.2, la courbe « gross capital outflow » indique les prêts à l'étranger consentis par l'économie américaine. Nous voyons qu'après la crise, cette valeur devient très faible, de sorte que les prêts américains étaient fortement réduits en cette période.

Figure 2.2.1 : Prêts à l'étranger consentis par l'économie américaine pendant l'Entre-Deux-Guerres



Source : Eichengreen & Portes, 1986

Était-ce uniquement un problème d'offre ? Plus aucun pays ne voulait-il prêter d'argent ? Les tendances observées laissent penser que les volontés de prêter avaient été fortement réduites après la crise. Au Royaume-Uni, les montants des prêts stagnaient, en 1935-1936, à environ 25% de leur valeur de 1928 (Eichengreen & Portes, 1986). Dans ce contexte, il semblait difficile pour l'Allemagne d'avoir recours à des emprunts. Pourtant, avant le nazisme, le pays n'avait pas été mauvais élève. Brüning avait toujours tenu à ne pas faire défaut sur les dettes commerciales. Il avait mené une politique fiscale d'austérité et la recherche a montré par après que l'adoption de telles politiques, au lieu de mesures plus hétérodoxes, réduisait significativement le risque de défaut (Eichengreen & Portes, 1986). Le problème fut que dès leur arrivée au pouvoir, les nazis autorisèrent l'Allemagne à faire défaut. A l'été 1933, ils imposèrent un moratoire sur les intérêts étrangers. Après plusieurs négociations, une partie de ces intérêts fut finalement versée. Les pays s'étant montrés intransigeants, tels que la Suisse ou les Pays-Bas, reçurent l'intégralité de leurs intérêts, ce qui était une attitude

curieuse de l'Allemagne. Celle-ci semblait vouloir réaliser des économies en ne remboursant pas les intérêts, mais lorsque son partenaire de négociations s'avérait coriace, elle acceptait de payer son dû. Nous étions au début du mandat d'Hitler, et celui-ci semblait hésiter sur les besoins réels qu'il avait des économies étrangères. Toutefois, il y a fort à parier que cette attitude de l'Allemagne et que les négociations qu'elle avait entraînées ne jouèrent pas en sa faveur dans le futur, les pays étant devenus plus réticents à l'idée de prêter à Berlin. L'exemple le plus frappant fut celui des Etats-Unis, qui, contrairement à la Suisse ou aux Pays-Bas, ne bénéficièrent pas entièrement du paiement des intérêts qui leur étaient dus, et ce pendant plusieurs décennies. Le Royaume-Uni s'en tirait beaucoup mieux que son homologue américain, suite à des menaces commerciales proférées à l'Allemagne (Eichengreen, 1991). En conséquence, le rendement des prêts consentis vis-à-vis de l'Allemagne était négatif : il se chiffrait à - 14% (Eichengreen & Portes, 1986). Dans ce contexte, difficile pour les autorités de revendiquer quoi que ce soit sur le marché des capitaux quelques années plus tard.

Nous sommes en droit de nous demander à quel point les nazis n'avaient pas organisé ces défauts de manière stratégique. Le réarmement devait rester secret et, en ce sens, des emprunts étrangers massifs, même s'ils avaient été possibles, n'auraient certainement pas manqué de susciter des interrogations. Les 101,5 milliards d'euros investis par le Reich, dont 60 étaient destinés au réarmement, ne provenaient pas de crédits étrangers. 62 milliards émanaient des recettes fiscales, tandis que les 40 milliards restants provenaient de prêts effectués par la poste et les chemins de fer ou d'avances de la Reichsbank (Petzina, 1969). Les bons MEFO, puis les bons de fourniture qui leur avaient succédé, endettaient lourdement l'Etat allemand. L'une des manœuvres de Göring une fois Ministre de l'Economie, puis de son successeur Walther Funk, fut de transformer ces bons de fourniture, court terme, en dette long terme (Petzina, 1969). L'avantage d'un endettement intérieur était que l'Allemagne faisait « ce qu'elle voulait » de son endettement. Jusqu'en 1937, Hjalmar Schacht était à la fois Ministre et Président de la Reichsbank. Cette dernière était donc logiquement inféodée à l'Etat nazi ; il n'existait aucune indépendance entre les deux entités. Puisqu'il y avait ainsi la possibilité d'obtenir des moyens de financement avantageux et peu contraignants, pourquoi l'Allemagne se serait-elle encombrée d'emprunts extérieurs ? Même après le départ de Schacht du ministère, la Reichsbank continua de faciliter financièrement la réalisation des programmes nazis. Pour transformer la dette court terme en dette à plus long terme, on adopta ce qu'on appela le *Nouveau Plan Financier*. Par cet artifice, Funk transférait les contraintes financières vers l'avenir en octroyant des crédits d'impôt que les entreprises pourraient elles-mêmes utiliser afin de régler leurs propres fournisseurs. Au plus les crédits d'impôt se multipliaient, au plus les recettes fiscales potentielles de l'Etat diminuaient. A l'aube de la guerre, les crédits d'impôt culminaient à plus de 3 milliards de

reichsmarks (Petzina, 1969). Une telle stratégie n'était bien sûr pas viable, ou alors seulement sur le très court terme, pour préparer la guerre.

Resserrement du crédit lié à la Grande Dépression, volonté de bénéficier d'une liberté extrême en matière d'emprunts et de crédits, préparation à la guerre... Tous ces éléments firent que le gouvernement nazi n'avait aucun intérêt à replacer l'Allemagne sur le marché des capitaux. Pour un pays sans nazisme et ayant toujours été bon débiteur, il n'était certainement pas impossible, à la fin des années 30, de contracter de nouveaux emprunts. Pour l'Allemagne, cela aurait été davantage compliqué, et même inutile tant la Reichsbank avait soutenu les projets hitlériens. Notons toutefois que le recours à la banque centrale pour relancer l'économie n'avait rien d'extraordinaire. Par exemple, le Canada, qui faisait pourtant office de débiteur modèle, se reposa lui aussi sur sa banque centrale pour assurer la relance de son économie. Celle-ci finança environ deux tiers des dépenses gouvernementales entre 1935 et 1939 (Ryan-Collins, 2017). Elle le fit toutefois avec une beaucoup plus grande prudence que ce qu'avait réalisé l'Allemagne : ainsi, en 1939, le PIB par tête au Canada était 30% plus élevé qu'en 1932, alors qu'il était 61% plus élevé en Allemagne (Maddison Project, 2020). Les mesures prises par les dirigeants allemands n'étaient donc pas réellement hétérodoxes à tous les égards, mais c'était leur démesure qui était problématique. Alors que les pays réduisaient leurs prêts envers l'étranger des suites de la Grande Dépression, l'Allemagne avait besoin d'argent, et ce dans l'immédiat. Après avoir fait défaut sur les emprunts précédemment contractés, il n'y avait plus guère de pays pour lui prêter des liquidités.

Une dernière question à laquelle nous devons répondre pour clore cette sous-partie : la démission de Hjalmar Schacht était-elle liée à son souhait de replacer l'Allemagne sur le marché international des capitaux ? Il semblerait que non. Il était satisfait des résultats obtenus avec le financement par les bons MEFO, mais souhaitait simplement un ralentissement de l'endettement en général, qu'il soit intérieur ou extérieur. L'Allemagne dépensait trop, les recettes fiscales n'augmentaient pas assez rapidement pour suivre le rythme des dépenses, et l'endettement devenait trop élevé (Clavert, 2009 b). Voici en somme les raisons qui poussèrent Hjalmar Schacht à quitter ses fonctions. Il n'était pas opposé à l'idéologie d'autosuffisance, mais, pratiquement, elle coûtait selon lui beaucoup trop cher. Ce n'était pas tant pouvoir emprunter à l'étranger que souhaitait Schacht : c'était pouvoir se procurer à moindre coût les matières essentielles à la poursuite du développement de son pays.

Retour de l'Allemagne dans le commerce international

Comme déjà évoqué à la section 1.9, Schacht trouvait trop coûteuse la stratégie d'autosuffisance. Celle-ci gonflerait les coûts de production des produits allemands et les rendraient moins compétitifs sur les marchés étrangers. Pourtant, il avait contribué à la mise en place d'une telle stratégie. Il savait qu'atteindre l'autarcie totale était impossible, mais sa vision de Neo-Weltpolitik ne laissait que peu d'espace aux partenaires commerciaux choisis : ceux-ci devaient exporter en Allemagne les matières premières nécessaires pour que le Reich produise ce dont il avait besoin. En plus d'exercer une influence sur l'Espagne ou les Balkans, il avait par exemple encouragé la signature d'accords de commerce bilatéraux avec le Brésil, pour que l'Allemagne puisse facilement exporter en Amérique du Sud et s'y fournir en matières premières (Bruzzi Curi & al., 2019). Développer encore davantage les relations commerciales aurait-il une manière de pouvoir éviter cette stratégie d'autarcie ? Nous avons déjà mis en évidence le fait que les Etats-Unis, via les tarifs Smoot-Hawley, et la Grande-Bretagne, via ses accords privilégiés avec le Commonwealth, étaient devenus protectionnistes, ce qui rendait compliquée toute transaction avec eux. L'Allemagne s'était donc rabattue sur ses pays partenaires, sur lesquels elle influençait une grande influence commerciale. Le problème est qu'il s'agissait majoritairement de pays pauvres. En cumulant les PIB par habitant de l'Espagne, de la Bulgarie, de la Roumanie et du Brésil en 1937, on obtient à un montant valant à peine 75% du PIB par habitant du Royaume-Uni, et 65% de celui des Etats-Unis (Maddison Project, 2020). Autrement dit, même en commerçant avec ces pays, les flux commerciaux restaient faibles. S'il est faux d'imaginer une Allemagne complètement coupée du monde occidental, il faut bien constater que les exportations allemandes vers les autres pays d'Europe de l'ouest avaient lourdement baissé depuis 1933 et l'arrivée au pouvoir d'Hitler, sans même faire référence à leurs niveaux d'avant la Grande Dépression. La baisse subie entre 1933 et 1936 se chiffrait à 9% pour les exportations vers la Grande-Bretagne, 23% pour les exportations vers la Belgique, 35% pour celles vers les Pays-Bas et 47% pour celles vers la France. Quant aux exportations vers les Etats-Unis, elles avaient diminué de 30% (Mitchell, 1975). Certes, les exports vers l'Italie mussolinienne avaient très légèrement augmenté, mais il s'agissait d'une exception confirmant la règle selon laquelle l'Allemagne réduisait son commerce vis-à-vis de l'étranger. Les accords de troc ou les échanges avec les pays pauvres cités plus haut venaient contrebalancer cette tendance, mais ses effets étaient que les exportations allemandes avaient stagné entre 1933 et 1936. A partir de 1937, on observe une importante hausse dans les exportations, l'économie allemande tournant maintenant en plein régime, mais le niveau diminuera de nouveau l'année suivante.

Je ne pense pas qu'il était réaliste, en 1938, d'imaginer un instant un retour de l'Allemagne sur le marché international. Le problème était qu'à cause de la baisse des exportations que je viens de

décrire, l'Allemagne était en manque cruel de devises étrangères, ce qui limitait de facto ses capacités d'importations. La crise de 1929 puis les grands travaux et le réarmement l'ayant suivie avaient coûté cher à l'Etat : le déficit atteignait 5,64 milliards de reichsmarks en 1938 (Ritschl, 2002 b). L'Allemagne n'était donc pas capable de payer des importations depuis des pays développés. Certes, les pays comme le Brésil payaient parfois en or, mais cela ne pouvait guère suffire à compenser le manque de devises. A partir de 1941, les importations allemandes augmentèrent cependant réellement. En 1942, elles étaient 73% plus élevées qu'en 1940 (Mitchell, 1975). Le pays avait maintenant de l'or. L'Anschluss, et surtout les pillages des pays occupés depuis l'éclatement de la guerre, permettaient de payer maintenant les imports. Une question reste néanmoins ouverte : quelle partie du budget de l'Etat qui n'allait pas aux importations était finalement imputée à la stratégie d'autarcie ? Celle-ci était finalement très coûteuse, après tout. Pour répondre à cette interrogation, il faut se plonger dans les idéologies nazies. Si Hitler avait voulu limiter le commerce avec l'extérieur pendant ses premières années de mandat, c'était car il voulait préparer l'Allemagne à la guerre et lui offrir en interne toutes les ressources possibles pour mener à bien ses combats. De plus, il souhaitait maintenir secret le réarmement et ne pouvait se permettre d'importer trop ostensiblement, sans quoi cela aurait pu mettre la puce à l'oreille des puissances étrangères. Une fois que la guerre n'était plus secrète pour personne, et que l'or pillé pouvait y être consacré, les importations reprirent. Au vu de tout cela, je pense qu'il était totalement exclu d'imaginer que l'Allemagne fasse son retour, sous le régime nazi, sur les marchés mondiaux. Les régimes protectionnistes en vigueur un peu partout l'en dissuadèrent, mais surtout les nazis n'avaient guère intérêt à procéder à cela. Une fois que l'Allemagne aurait conquis d'autres pays d'Europe, peut-être aurait-elle songé à accroître son commerce avec le reste du monde. Le trop-plein d'ambitions martiales d'Hitler et de son entourage allait finalement être leur chant du cygne, celui que Schacht avait senti venir. Où aurait pu mener la Neo-Weltpolitik tant préconisée par le docteur si les nazis au pouvoir n'avaient guère voulu la transformer en Lebensraum ?

Conservation de la Neo-Weltpolitik au lieu du passage à un Lebensraum

Nous avons déjà évoqué les tensions internes qui animaient le NSDAP, divisé en deux factions : celle favorable à la Neo-Weltpolitik, représentée par Hjalmar Schacht, et celle jugeant nécessaire le passage à un Lebensraum, dans laquelle on retrouvait notamment Hermann Göring, Heinrich Himmler ou Richard Walther Darré, le ministre de l'agriculture (Chapoutot, 2007). Le passage à un Lebensraum fut essayé : c'était le but de la Seconde Guerre mondiale, dont nous connaissons les conséquences. Dans cette partie, nous allons essayer de déterminer ce qu'il serait advenu, non pas si l'Allemagne avait réussi son passage à un Lebensraum, car cela n'aurait guère de sens étant donné qu'elle a naturellement tout fait pour gagner la guerre et que la défaite ne relevait pas de sa décision, mais bien

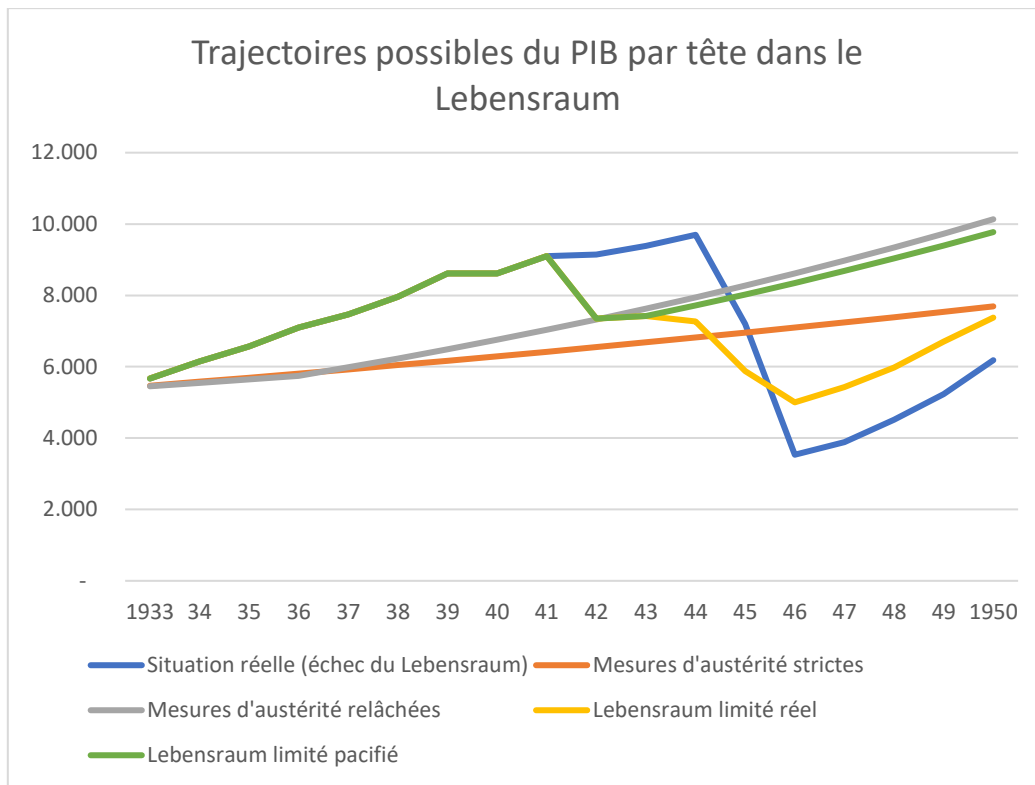
ce qui se serait passé si l'Allemagne avait eu des ambitions plus limitées en matière de Lebensraum. Un des échecs de l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale fut la Campagne de Russie, marquée par une sous-estimation des forces soviétiques, qui vit les troupes germaniques s'enliser dans le froid soviétique avant une terrible et décisive défaite à Stalingrad, début 1943 (Childers, 2017). Je vais ici supposer que l'Allemagne n'a jamais essayé d'envahir l'URSS. Un pacte de non-agression, appelé Pacte Germano-Soviétique ou encore Pacte Molotov-Ribbentrop, du nom de ses deux signataires, avait été conclu entre les deux pays en 1939. Faisons l'hypothèse que ce pacte ait été respecté par l'Allemagne : l'URSS ne serait pas entrée en guerre. Les troupes mobilisées sur le front de l'est auraient donc pu l'être à l'ouest, où l'Allemagne était déjà largement présente et occupait une large zone. Supposons donc une victoire allemande à l'ouest et une intégration au Reich des pays occupés. La figure 2.2.2 montre l'évolution qu'aurait connue le PIB par habitant du Reich sous plusieurs hypothèses.

- La courbe bleue indique l'évolution réelle du PIB par tête allemand entre 1933 et 1950, selon les politiques effectivement choisies par Hitler.
- La courbe orange et la courbe grise proviennent de la figure 2.1.4, qui suppose l'évolution du PIB par tête allemand selon les mesures d'austérité prises par Brüning à son temps.
- Sur la courbe jaune, appelée Lebensraum limité réel, nous supposons que le PIB par habitant est, jusqu'en 1941, le PIB réellement réalisé en Allemagne uniquement. Après 1941, nous supposons que l'Allemagne a intégré au Reich les pays occupés (Autriche, Belgique, Danemark, France, Norvège et Pays-Bas) ; le PIB représenté devient donc une moyenne du PIB par habitant de ces pays pondérée par leur population.
- Dans le cas vert, appelé Lebensraum limité pacifié, nous supposons la même chose jusqu'en 1942, mais nous supposons ensuite que l'Allemagne parvient à établir directement une activité économique non perturbée par la guerre dans les pays envahis. Nous supposons cela car certains accords furent signés dans les pays occupés. Par exemple, en France, Pétain avait signé un armistice en 1940, laissant l'Allemagne occuper toute la zone nord du pays. Imaginer la signature de tels accords dans l'ensemble des pays occupés n'est pas impossible au vu de ce que l'on observe : en 1942 et 1943, le PIB par habitant a diminué en Belgique et en France en raison des conflits, mais dans d'autres pays occupés, comme l'Autriche, la Norvège ou les Pays-Bas, c'est surtout en 1944-1945 que la forte baisse a été observée, à un moment où la future défaite de l'Allemagne semblait de plus en plus probable, alors qu'avant ces années-là, le PIB n'avait que faiblement diminué. Toutefois, prétendre que l'Allemagne aurait pu maintenir la paix à partir de 1943 si elle n'avait pas essayé d'attaquer la

Russie est sans doute une hypothèse un peu forte. Cela dépendait également en grande partie de l'attitude de l'Angleterre et surtout des Etats-Unis. Ces-derniers seraient-ils entrés en guerre ? Le débarquement de Normandie aurait-il eu lieu si l'Allemagne avait vaincu les pays de l'ouest dans leur entièreté, sans consacrer de forces au front de l'est ? Autant de questions auxquelles il est très difficile de répondre et que nous laissons de côté pour l'instant. Nous supposons donc qu'une paix peut être plus ou moins réalisée avec l'ensemble des territoires envahis par l'Allemagne et faisons l'hypothèse qu'à partir de 1943, les destructions s'arrêtent pour ces pays et l'économie repart à son taux de croissance d'avant-guerre, à un peu plus de 4% annuels, calculés sur la période 1933-1938. Nous reprenons un taux de croissance assez élevé car il fait sens de supposer une reprise rapide après quelques années de guerre.

- Également envahis, la République tchèque, la Pologne et le Luxembourg ne sont pas pris en compte dans nos hypothèses en raison du manque de données disponibles.

Figure 2.2.2 : Trajectoires possibles du PIB par tête dans le Lebensraum (\$, 2011)



Source des données : Maddison Project Database (2020)

Sur les courbes relatives au Lebensraum, nous remarquons un large saut entre 1941 et 1942, ce qui indique qu'en 1941, l'Allemagne était plus riche qu'une moyenne pondérée des pays envahis. En conséquence, le Lebensraum limité réel donne des résultats assez catastrophiques, à peine moins mauvais que ceux réellement obtenus après la débâcle de la guerre. En revanche, le Lebensraum limité pacifié donne des résultats assez intéressants. L'idée de Lebensraum aurait apporté à l'Allemagne une véritable croissance économique à partir de 1943, si les Allemands avaient réussi à rapidement instaurer la paix dans les territoires occupés. Bien sûr, mon hypothèse souffre des faiblesses évoquées ci-avant (hypothèse peu réaliste d'une pacification des pays occupés dès 1943, sous-estimation des effets de destruction de la guerre...) mais ces faiblesses ne constituent finalement pas un si gros écueil pour mon analyse.

En effet, toutes ces faiblesses estiment sans aucun doute un PIB trop élevé pour le Lebensraum. D'autant plus que celui-ci incluait également des pays plus pauvres, tels que la Tchécoslovaquie ou la Pologne⁴. La courbe verte est donc surestimée, or nous voyons qu'elle reste inférieure à la courbe grise à partir de 1942. Ce raisonnement nous montre donc que conquérir

⁴ C'est aussi le cas du Luxembourg, mais dont l'impact est négligeable en raison de sa petite taille. Ajouter le Luxembourg aurait toutefois tiré la courbe vers le haut car son PIB par habitant était plus élevé, en 1950, que celui des pays considérés.

l'Europe n'était pas une nécessité, et que même en ayant adopté une attitude plus prudente, composée uniquement de la conquête de pays occidentaux, l'Allemagne n'aurait pas fondamentalement amélioré sa performance économique jusqu'en 1950. La meilleure solution restait, à mon sens, celle que Brüning valorisait, c'est-à-dire l'adoption de mesures strictes pour affronter la crise pendant sa période la plus vive, avant de passer à des mesures davantage expansionnistes à partir de 1936-1937, dans une idée similaire à celle appliquée par la France. L'instabilité aurait été plus importante dans l'immédiat après-crise, et la performance économique moindre tout au long des années 30, mais cette politique aurait jeté les bases d'une reprise plus saine, plus axée sur le long terme et mettant moins en péril le budget de l'Etat. Il est évident qu'une guerre n'était pas une bonne solution, surtout puisqu'elle fut perdue, mais par cette analyse, je souhaite montrer que même en gagnant la guerre, la situation économique de l'Allemagne ne se serait pas vraiment améliorée à long terme. A court terme en revanche, les préparatifs à la guerre avaient entraîné une croissance importante et rapide, mais celle-ci était nécessairement destinée à s'éteindre avec l'émergence de conflits que l'Allemagne ne maîtrisait pas vraiment.

Conclusion : le régime protectionniste d'extrême-droite des nazis était-il nécessaire ?

Le tableau 1 résume en quelques lignes et colonnes la seconde partie de ce travail. En l'observant, nous nous rendons compte que très peu de politiques alternatives viables à un régime protectionniste d'extrême-droite auraient pu être développées. La Grande Dépression avait fragilisé l'économie du pays et il n'y avait à mon sens guère d'autre option possible que d'adopter des mesures d'austérité pour tenter de limiter au maximum les conséquences de la crise. Toute autre possibilité était pour moi condamnée à échouer en raison de la structure économique, politique ou juridique de l'époque. Rompre avec l'étalon-or était interdit par le Traité de Versailles et s'affranchir de cette restriction aurait été un non-sens pour Brüning qui souhaitait se conformer autant que possible à toutes les dispositions de cet accord, exception faite du paiement des réparations, dans le but que son respect de toutes les autres clauses aboutisse à la suppression de celles-ci. Au-delà d'un règlement qu'il appliquait, Brüning était aussi contraint par l'opinion des économistes et industriels de l'époque qui y étaient opposés, par crainte d'une aggravation de la crise bancaire et d'une hyperinflation. De plus, même si l'Allemagne avait dévalué sa monnaie dans le but de relancer ses exportations, l'impact d'une telle manœuvre aurait été très limité, les régimes protectionnistes ayant essaimé un peu partout restreignant les partenaires commerciaux potentiels. Une autre politique souvent évoquée comme alternative possible était celle de l'adoption de mesures keynésiennes, dans la même veine que celles adoptées quelques années plus tard par les nazis. Cependant, ceux-ci n'avaient cure du budget de l'Etat, alors que pour Brüning il était impensable d'accroître davantage le déficit. D'aucuns avaient argué que l'Etat s'était permis, malgré sa situation financière difficile, d'octroyer subventions et crédits d'impôts aux grands cartels de l'époque. Une telle action doit toutefois être vue, à mon sens, comme une tentative de préserver les moteurs de l'industrie allemande de la faillite ou d'un rachat par l'étranger, comme cela avait été le cas pour Opel juste avant la crise. Aider les grandes entreprises était également une manière d'aider l'emploi, même si, à long terme, le monopsonne (pas encore théoriquement formalisé à l'époque) nuirait au nombre total d'employés par rapport à une situation plus concurrentielle.

Puisqu'il était si difficile de traiter avec la crise, la meilleure possibilité aurait été de l'éviter. Cependant, la structure inhérente à l'économie allemande de cette époque rendait quasiment impossible d'empêcher une telle récession. Certes, l'économie avait fortement pâti du retrait des capitaux étrangers, surtout américains, après le krach boursier. Mais avant octobre 1929, des signes

Tableau 1 : Résumé des différentes politiques alternatives

<u>Avant/Pendant les nazis</u>	<u>Moment de la politique alternative</u>	<u>Politique alternative</u>	<u>Raisons de la non-adoption</u>
Avant l'arrivée des nazis au pouvoir	Avant la Grande Dépression	Limitier l'afflux de capitaux étrangers	Nécessité de capitaux pour rembourser les dettes de guerre
	Pendant la Grande Dépression	Rompre avec l'étalon-or (et stimuler les exportations)	Volonté de Brüning de ne pas faire défaut sur les dettes commerciales Interdiction par le Traité de Versailles Risque d'hyperinflation Manque de partenaires commerciaux potentiels Manque de soutien de l'industrie et des experts envers cette politique
		Adopter des mesures keynésiennes	Contraintes sur le budget de l'Etat Manque de capacités productives
		Ne pas adopter de mesures favorables aux cartels	Volonté d'aider des entreprises en difficulté pour limiter les faillites/délocalisations Volonté de faire de ces entreprises des vecteurs d'emploi
	Pendant/après la Grande Dépression	Continuer avec les mesures d'austérité de Brüning	Désir de l'industrie de stimuler la croissance à court terme (opportunité offerte par le NSDAP)
Une fois les nazis au pouvoir	1933-1934	Relancer l'économie autrement que par le réarmement	Possibilité, par le réarmement, de relancer l'économie à court terme tout en respectant l'idéologie guerrière des leaders du NSDAP
	1933-1939	Accroître les dépenses favorisant le bien-être de la population	Amélioration déjà suffisante des conditions de vie par rapport à la Grande Dépression

	1933-1939	Revenir sur le marché des capitaux internationaux	Sanction par les autres pays des défauts volontaires organisés par les nazis Volonté du NSDAP de ne pas s'imposer de contraintes extérieures dans son programme économique
	1933-1939	Revenir sur les marchés de biens internationaux (stimuler les exportations)	Manque de devises étrangères nécessaires à ce commerce Régimes protectionnistes en vigueur à l'étranger
	1939-1945	Ne pas essayer de passer à un Lebensraum	Volonté de respecter les idéologies du NSDAP Obligation d'en arriver à une guerre vu les politiques économiques précédemment préconisées

d'incertitude économique avaient déjà émergé en Allemagne. Les capitaux n'avaient pas à eux seuls créé la crise. Limiter leur prolifération dans les années 20 aurait, selon Ritschl, uniquement entraîné que la crise survînt plus tôt (1926-1927), et éventuellement limité un tant soit peu son impact. De manière générale, les contraintes imposées par Versailles avaient rendu cette crise quasi-inévitable.

Il n'a, à mon sens, pas manqué grand-chose à Brüning pour parvenir à redresser la situation. En 1932, les conditions économiques avaient cessé de se détériorer. Les réparations avaient été levées avec la Conférence de Lausanne, ce qui aurait permis au chancelier de disposer d'une plus grande marge de manœuvre. Electoralement parlant, la nomination d'un chancelier nazi n'était pas une nécessité. Même au sommet de leur popularité, les nazis n'avaient récolté que 37,7% des voix (Badia, 1964 a). La lassitude vis-à-vis de la crise et l'appétit des grands industriels pour une reprise économique immédiate et rapide (bien qu'inconsidérée à long terme) les aura poussés à soutenir le NSDAP auprès du chancelier von Hindenburg, qui succomba à la pression de ces personnes d'influence. Les nazis eurent le beau rôle en récoltant le fruit des politiques d'austérité, nécessaires, menées par leurs prédécesseurs. A l'œil d'aujourd'hui, Brüning, von Papen, von Schleicher et Hitler seraient tous les quatre considérés comme d'extrême-droite. Heinrich Brüning n'avait cependant pas cette étiquette à l'époque et son souci de gérer la crise économique prenait le pas sur de réelles convictions idéologiques. Le régime protectionniste qu'a adopté l'Allemagne au début des années 30 était pour moi difficilement évitable en raison du contexte économique de l'époque. Cependant, rien, si ce n'est l'avidité de quelques-uns, ne rendait inévitable le fait que ce régime soit incarné par les nazis.

Une fois ceux-ci au pouvoir, il était bien trop tard pour faire marche arrière. Les nazis avaient annoncé une reprise économique rapide et ils tinrent leur promesse en finançant de larges programmes de réarmement qui servaient leurs idéologies. Ils préparaient l'Allemagne à la conquête des territoires qu'Hitler avait toujours ambitionnée, tout en offrant davantage d'emplois à la population. Les salaires n'augmentaient pas, mais qu'importe : la population pouvait à nouveau travailler, ce qui n'était plus le cas depuis l'éclatement de la Grande Dépression et la montée exponentielle de la courbe du chômage. Les nazis bénéficiaient donc d'une assise populaire majoritairement favorable. Ils choisirent ensuite de développer une stratégie d'autosuffisance, presque d'autarcie, en se coupant des marchés financiers mondiaux. Les emprunts contractés par les nazis étaient des emprunts intérieurs, financés par la Reichsbank ou par la MEFO, et les autorités allemandes ne souhaitaient pas contracter de crédits auprès d'organismes étrangers qui lui imposeraient davantage de contraintes dans les modalités de remboursement. De plus, les autorités allemandes ayant déjà orchestré plusieurs défauts de leur pays, le reste du monde se montrait désormais réticent à l'idée de prêter à nouveau de l'argent au Reich. Au niveau du commerce extérieur, l'Allemagne n'entretenait des relations qu'avec un nombre limité de pays faiblement développés

économiquement, ce qui constituait de facto un assez petit marché. Les échanges se faisaient majoritairement avec l'Espagne et des pays d'Europe de l'Est (Roumanie, Yougoslavie...) ou d'Amérique du Sud (Brésil...). Ils prenaient parfois la forme de troc. Si l'Allemagne ne commerçait pas davantage avec de plus grandes économies, la raison n'était pas uniquement idéologique. Tant qu'il était au ministère, Schacht aurait très bien pu promouvoir une forme de mercantilisme dont il était partisan. Cependant, les partenaires manquaient au sein des grandes nations, toutes ayant également développé un système protectionniste marqué par d'importants droits de douane. De plus, avant le déclenchement de la guerre et le pillage des réserves des pays occupés, l'Allemagne ne possédait pas les devises étrangères nécessaires à de tels échanges. Les accords de clearing étaient donc la seule possibilité, du moins jusqu'à l'invasion d'une partie de l'Europe.

Cette invasion sera synonyme de fin pour le Reich, définitivement battu en 1945. Alors que la Neo-Weltpolitik, marquée par la domination économique des pays comme l'Espagne, semblait donner de bons résultats économiques à court terme, l'Allemagne tenta de la transformer en Lebensraum en ajoutant certains pays à son giron, pour y exercer une influence politique et idéologique. Etant donné la suite des événements, ce fut une erreur. Cependant, elle ne fut pas commise uniquement pour des raisons idéologiques et pour assouvir les envies martiales des dirigeants du parti. Les politiques qui avaient été précédemment adoptées par les nazis devaient obligatoirement aboutir à la guerre. Elles avaient laissé un Etat dont les coffres étaient vides et dont les principaux avoirs étaient désormais militaires. Toutes les politiques industrielles s'étaient focalisées sur la production de matériel de guerre. L'Allemagne devait maintenant transformer l'essai et « rembourser » ses dépenses en s'accaparant les possessions et potentiels productifs des pays voisins. Aucune alternative n'était possible à partir du moment où de telles politiques avaient été développées durant les années précédentes. Bien sûr, les nazis auraient pu ne pas choisir ces politiques mais, nous l'avons dit, elles présentaient l'avantage de permettre une reprise économique rapide tout en respectant les idéologies présentées par le parti.

Voici, en somme, les raisons ayant poussé les différents dirigeants allemands à adopter les politiques qu'ils ont choisies et, ainsi, à façonner la trajectoire économique de leur pays. Naturellement, ce travail comporte quelles faiblesses, notamment au niveau des calculs et graphiques contrefactuels où les hypothèses posées sont parfois fort simplificatrices. Un modèle de croissance de Solow aurait, par exemple, pu être entièrement développé pour rendre plus précise la comparaison entre les PIB potentiels de l'Allemagne et celui de la France. Il s'agit toutefois d'éléments ne nuisant pas la pertinence de nos conclusions, mais la porte est ouverte pour une recherche future plus poussée dans ces domaines. Le manque de données pour certains pays (Tchécoslovaquie, Pologne...) provenant

de nos sources secondaires est également une petite faiblesse de notre raisonnement, mais, à nouveau, il ne s'agit pas d'un écueil biaisant complètement nos résultats.

Par ce travail, j'espère avoir pu mettre en lumière les liens qui existent entre contraintes économiques et difficultés politiques. L'Allemagne de cette époque constitue un archétype de la manière dont le contexte économique peut affecter les décisions du monde politique. Je ne puis m'empêcher de conclure par un parallèle avec la Belgique actuelle. Les opinions des électeurs du pays sont aujourd'hui polarisées comme elles l'étaient dans l'Allemagne de 1930, avec le PTB dans le rôle du KPD et le Vlaams Belang pour incarner les partis d'extrême-droite. Chacun de ces deux partis bénéficie, respectivement au nord et au sud du pays, d'un soutien important. Après 662 jours sans gouvernement de plein exercice et une coalition au pouvoir impliquant 7 partis différents, pouvons-nous prétendre que la situation politique est stable en Belgique ? La crise du COVID-19, dont nous ne pouvons encore chiffrer les effets actuellement, aura des conséquences économiques considérablement négatives. La Belgique est déjà un pays fortement endetté : la dette publique valait 98% du PIB en 2019. En raison de la crise sanitaire, elle pourrait se porter à 125% en 2022 si l'on considère un scénario comprenant deux confinements, semblable à celui que l'on connaît actuellement (OECD, 2020). Le taux de chômage pourrait augmenter de 5 points de pourcentage jusque fin 2021. Les données sont encore provisoires, mais le PIB par habitant devrait avoir baissé de près de 7% en 2020 (OCDE, 2021). Les premiers mois de l'année 2021 ne laissent pas réellement présager une reprise rapide. Quelles seront les conséquences d'une telle crise sur le système politique belge ? J'avoue n'en rien savoir et seul le temps nous le dira. Nous devons toutefois rester vigilants car cette crise se produit dans un contexte déjà marqué par la montée des extrêmes politiques, dans un pays fortement sujet aux jeux de coalition. Il est important de ne pas succomber à la rhétorique séduisante des extrêmes pour que, 90 ans après la Grande Dépression, une autre crise économique ne se transforme pas en crise politique et pour que dans quelques années, personne ne se pose la fameuse question : « Comment cela a-t-il pu arriver ? ».

Bibliographie

- BADIA Gilbert (1964 a), *Histoire de l'Allemagne Contemporaine*, Tome Premier, Editions Sociales, Paris
- BADIA Gilbert (1964 b), *Histoire de l'Allemagne Contemporaine*, Tome Second, Editions Sociales, Paris
- BANQUE NATIONALE DE Belgique (2019), « Taux de change, prix, politique monétaire et compétitivité », <https://www.nbb.be/fr/articles/taux-de-change-prix-politique-monetaire-et-competitivite-0>
- BALDERSTON Theo (1994), "The banks and the gold standard in the German financial crisis of 1931", *Financial History Review*, 1(1), 43-68, <https://www.cambridge.org/core/journals/financial-history-review/article/banks-and-the-gold-standard-in-the-german-financial-crisis-of-1931/E140619661B1D1A3A6F6881568BD47E8>
- BARBIERI Pierpaolo (2015), *Hitler's Shadow Empire*, Nazi economics and the Spanish Civil War, Harvard University Press, Cambridge
- BATEN Jörg & WAGNER Andrea (2003), "Autarchy, market disintegration, and health: the mortality and nutritional crisis in Nazi Germany, 1933–1937", *Economics & Human Biology*, Volume 1, Issue 1, 1-28, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1570677X02000023>
- BENDERDKY Joseph (2014), *A Concise History of Nazi Germany*, Rowman & Littlefield, Plymouth
- BEREND Ivan (2013), *An Economic History of Nineteenth-Century Europe*, Cambridge University Press, Cambridge
- BEREND Ivan (2006), *An Economic History of Twentieth-Century Europe*, Cambridge University Press, Cambridge
- BERGEAUD, A., CETTE, G. et LECAT, R. (2016): "Productivity Trends in Advanced Countries between 1890 and 2012," *Review of Income and Wealth*, vol. 62(3), 420–444
- BERGSON Abram (1961), *The Real National Income of Soviet Russia since 1928*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, London: Oxford University Press, 472 , cité dans DEANE Phyllis (1962), "Measuring Soviet Economic Growth", *Soviet Studies*, Volume 14, numéro 2, 132-137, https://www.jstor.org/stable/149439?seq=1#metadata_info_tab_contents
- BERSTEIN Serge & MILZA Pierre (2014), « Chapitre 10 - La grande crise et la fin de la République de Weimar », *L'Allemagne de 1870 à nos jours*. sous la direction de Berstein Serge, Milza Pierre, Armand Colin, « U », Paris, 125-134, <https://www.cairn.info/l-allemande-de-1870-a-nos-jours--9782200285050-page-125.htm>
- BILLSTEIN Reinhold (2004), *Working for the Enemy: Ford, General Motors, and Forced Labor in Germany During the Second World War*, Berghahn Books, New York
- BROADBERRY Stephen & O'ROURKE Kevin (2010 a), *The Cambridge Economic history of Modern Europe, Volume 2, 1700-1870*, Cambridge University Press, Cambridge
- BROADBERRY Stephen & O'ROURKE Kevin (2010 b), *The Cambridge Economic history of Modern Europe, Volume 2, 1870 to the Present*, Cambridge University Press, Cambridge, 2010
- BORCHARDT Knut (1991), *Perspectives on Modern German Economic History and Policy*, Cambridge University Press, Cambridge

BOYCE Robert (2010), "The Significance of 1931 for British Imperial and International History", *Histoire@Politique*, (n° 11), p. 8-8, <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2010-2-page-8.htm>,

BRUZZI CURI Luiz Felipe, MARTINS DE LIMA Danilo Barolo & MARRA PEREIRA Vinicius Bivar (2019), "German economic strategies for Brazil: Autarky and extended economic space in the 1930s", *Journal of Iberian and Latin American Economic History*, Vol. 37, No. 3: 479–506, <https://www.cambridge.org/core/journals/revista-de-historia-economica-journal-of-iberian-and-latin-american-economic-history/article/german-economic-strategies-for-brazil-autarky-and-extended-economic-space-in-the-1930s/AB13872A0D97B4BC9B8563371BF9D0EA>

BULLOCK Alan (1998), *Hitler and Stalin*, Fontana Press, Londres

CALAFETEANU Ion (1985), « Les relations économiques germano-roumaines de 1933 à 1945 », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, 35^e année, n°140, 23-35, Presses Universitaires de France, https://www.jstor.org/stable/25729299?seq=1#metadata_info_tab_contents

CASTELLAN Georges (1968), « Bilan social du IIIe Reich (1933-1939) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 15 N°3, 502-511, https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1968_num_15_3_3003,

CHAPOUTOT Johann (2007), « La charrue et l'épée. Paysan-soldat, esclavage et colonisation nazie à l'Est (1941-1945) », *Hypothèses*, vol. 10, no. 1, 2007, 261-270, <https://www.cairn.info/revue-hypotheses-2007-1-page-261.htm?contenu=resume>

CHILDERS Thomas (2017), *The Third Reich, A history of Nazi Germany*, Simon & Schuster Ltd, New York,

CLAVERT Frédéric (2009 a), « Un néo-mercantilisme allemand ? Hjalmar Schacht et la politique économique, monétaire et financière du IIIe Reich, Université de Strasbourg » – CVCE Luxembourg,, <https://orbilu.uni.lu/bitstream/10993/34994/1/Microsoft%20Word%20-%20alcouffe-pea%2007-07-09g.pdf>

CLAVERT Frédéric (2009 b), *Hjalmar Schacht, financier et diplomate, 1930-1950*, Peter Lang, Bruxelles

COMMISSION INDEPENDANTE D'EXPERTS (1997), Conférence de Londres sur l'or nazi, Les transactions sur l'or pendant la Seconde Guerre mondiale : Vue d'ensemble avec statistiques et commentaires, Londres, <https://www.uek.ch/fr/publikationen1997-2000/dec97-f.pdf>

DEFRAIGNE Jean-Christophe (2004), *De l'Intégration nationale à l'intégration continentale, Analyse de la dynamique d'intégration supranationale européenne des origines à nos jours*, L'Harmattan, Paris

DOLMA Chime & MARTINEZ Nestor (2010), « The prosecution of Hjalmar Schacht », *International Law*, "Is Hjalmar Schacht guilty?", <https://sites.middlebury.edu/intllaw0910/files/2009/02/Dolma-and-Martinez-PSCI0236-S10-Essay-3.pdf>,

EICHENGREEN Barry (1991), "Historical Research on International Lending and Debt", *Journal of Economic Perspectives*, Volume 5, Number 2, 149–169, <https://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/jep.5.2.149>

EICHENGREEN Barry & PORTES Richard (1986), "Debt and default in the 1930s: Causes and consequences, *European Economic Review*", Volume 30, Issue 3, 1986, 599-640, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/0014292186900127>

ERDMANN Karl Dietrich & SCHULZE Hagen (1980), *Selbstpreisgabe einer Demokratie: eine Bilanz heute*, Kolner Kolloquium der Fritz Thyssen Stiftung, Dorste, Düsseldorf

FERRAT Jean (1963), *Nuit et Brouillard*, Barclay

FERUGUSON Thomas & TEMIN Peter, (2003), "Made in Germany: The German currency crisis of July 1931", *Research in Economic History (Research in Economic History, Vol. 21)*, Emerald Group Publishing Limited, Bingley, 1-53, [https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1016/S0363-3268\(03\)21002-8/full/html](https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1016/S0363-3268(03)21002-8/full/html)

FELDENKIRCHEN Wilfried (1987), "Big Business in Interwar Germany: Organizational Innovation at Vereinigte Stahlwerke, IG Farben, and Siemens", *The Business History Review*, Autumn, Vol. 61, No. 3, 417-451, https://www.jstor.org/stable/3115462?seq=1#metadata_info_tab_contents

FELDMAN Gerald D. (2009), "Insurance Company Collapses in the World Economic Crisis The Frankfurter Allgemeine Versicherungs-AG (Favag) and the Austrian Phönix", *The Interwar Depression in an International Context*, Harold James, München, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, pp. 57-76, <https://www.degruyter.com/document/doi/10.1524/9783486594485-006/html>

FLANINGAM L. M. (1945), "International Co-operation and Control in the Electrical Industry: The General Electric Company and Germany, 1919-1944", *The American Journal of Economics and Sociology*, 5(1), 7-25, <http://www.jstor.org/stable/3483850>

FLONNEAU, Jean-Marie (2003). « Chapitre 3 - Le Troisième Reich : l'État hitlérien », *Le Reich allemand. De Bismarck à Hitler - 1848-1945*, sous la direction de Flonneau Jean-Marie. Armand Colin, Paris, 157-223, <https://www.cairn.info/le-reich-allemand--9782200262334-page-157.htm>,

HANTKE Max & SPOERER Mark (2010), "The imposed gift of Versailles : The fiscal effects of restricting the size of Germany's armed forces, 1924-9", *Economic History Review*, vol. 63, n° 4, <https://www.jstor.org/stable/pdf/40929862.pdf?refreqid=excelsior%3Afe93baaa4e1e26a1954a8b83fb35fc88>

HENRY Gérard-Marie (2009), « Chapitre 18 - John Maynard Keynes, une nouvelle façon de voir les problèmes économiques », *Histoire de la pensée économique*. sous la direction de Henry Gérard-Marie. Armand Colin, « U », Paris, 258-309, <https://www.cairn.info/histoire-de-la-pensee-economique--9782200345051-page-258.htm>,

HENRY Gérard-Marie (2000), *La crise de 1929*, Armand Collin, Paris, https://d1wqtxts1xzle7.cloudfront.net/32310004/GMH_Livre_La_crise_de_1929_Le_manuscrit.pdf?disposition=inline%3B+filename%3DLa_crise_de_1929.pdf&Expires=1616659940&Signature=IkUTDHXlounjUQ97EYbgnD8SpaB240gF5WYWeQZIL0yNeF3TP59YhDVOAb3VpUo9Jm1IkTb7-iDL20nT3gJb5wsDwE7YikrQWMG0ob9rYIYUKBDdyyypWy5Id2Ew4acCRS-4c7xSH-t7Pc9u1SgXE9fmC-AF8PqBMAAV4Fwk2sTWH1z0sZUUoktihK457UQ79LMbjDv~ovofwFHUfWgP165xAhJcddaLX-39gPRwPGW0QBjGsDG~D0goaV-8EO25QoOpVIAK2WpCPm-oPyQDgOH1TfdToElq4IMBuLFk7NmQiN7DRPYSWeFAiQkpUJfTEbfyfUydvUitcTjA~9KKLw__&Key-Pair-Id=APKAJLOHF5GGSLRBV4ZA,

HERLAND Michel (1991), « Chapitre 6 - Le système monétaire international », *Keynes et la macroéconomie*. sous la direction de Herland Michel. Paris, Economica (programme ReLIRE), « Hors collection », 205-244, <https://www.cairn.info/keynes-et-la-macroeconomie--9782717820584-page-205.htm>

IRWIN, Douglas A (2010). « La France a-t-elle causé la Grande Dépression ? », *Revue française d'économie*, vol. volume xxv, no. 4, 2010, pp. 3-10, <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-economie-2010-4-page-3.htm>,

JANEWAY Bill (1996), "The 1931 Sterling crisis and the Independence of the Bank of England", *Journal of Post-Keynesian Economics*, <https://www.billjaneway.com/the-1931-sterling-crisis>

JEFFREYS Diarmuid (2008), *Hell's cartel*, Bloomsbury, Londres

KOYAMA Kumiko. (2009), "The Passage of the Smoot-Hawley Tariff Act: Why Did the President Sign the Bill?", *Journal of Policy History*, 21(2), 163-186, <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-policy-history/article/passage-of-the-smoothawley-tariff-act-why-did-the-president-sign-the-bill/AA6431F9EC65B20780485ECB8A8B7A8D>

LAUFENBURGER Henry (1930), "La vie économique en Allemagne: Une Crise De Financement." *Revue D'économie Politique*, vol. 44, no. 4, pp. 1204–1236. *JSTOR*, www.jstor.org/stable/24686946

LAUFENBURGER Henry (1938), « La signification économique de l'Anschluss », *Politique Etrangère*, n°3, 227-235, https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1938_num_3_3_5662

LAUFENBURGER Henry (1940), « Les finances de guerre de l'Allemagne », *Politique étrangère*, n°1 - 1940 - 5^eannée, 60-68, https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1940_num_5_1_5533#:~:text=Comme%20s'il%20avait%20pr%C3%A9vu,extraordinaire%20aurait%20atteint%2027%20milliards,

LEBOR Adam (1997), *Hitler's Secret Bankers*, Simon & Schuster Ltd, New York

Maddison Project Database, version 2020. Bolt, Jutta and Jan Luiten van Zanden (2020), "Maddison style estimates of the evolution of the world economy. A new 2020 update "

MANKIWIW Gregory N., PHELPS Edmund S. & ROMER P., "The Growth of Nations." *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1995, no. 1, 275–326, www.jstor.org/stable/2534576,

MARGAIRAZ, Michel (1991). *L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion 1932-1952. Volume I*. Nouvelle édition [en ligne]. Vincennes : Institut de la gestion publique et du développement économique, <https://doi.org/10.4000/books.igpde.2276>

MEDA Dominique (2016). « Stratégies de croissance et environnement : quelle conciliation ? », *Revue française des affaires sociales*, no. 1, 279-296, <https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2016-1-page-279.htm>

MITCHELL B.R. (1975), *European Historical Statistics, 1750-1950*, The MacMillan Press, Londres

OCDE (2019), Direction des affaires financières et des entreprises, Comité de la concurrence, Problématique de la concurrence sur les marchés du travail – Note de référence du Secrétariat, [https://one.oecd.org/document/DAF/COMP\(2019\)2/fr/pdf](https://one.oecd.org/document/DAF/COMP(2019)2/fr/pdf),

OCDE (2020), Economic Outlook No 107, Double hit scenario - June 2020, <https://stats.oecd.org/#>,

OCDE.Stat (2021), Gross Domestic Product (GDP), <https://stats.oecd.org/#>

- PAXTON Robert O & HESSLER Julie (2011), « La grande dépression : démocraties en péril et montée des dictatures », *L'Europe au XX^e siècle*. sous la direction de Paxton Robert O, Hessler Julie. Paris, Tallandier, « Hors collection », 279-314, <https://www.cairn.info/l-europe-au-xx-e-siecle--9782847348187-page-279.htm>
- PETZINA Dieter (1969), « La politique financière et fiscale de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre Mondiale », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 19e Année, No. 76, Le financement de la guerre (Octobre 1969), Presses Universitaires de France, 1-14, <https://www.jstor.org/stable/25730279>
- POLONI Bernard (1997), « Les grands travaux : entre mythe et réalité », dans KREBS Gilbert et SCHNEILIN Gérard, *Etat et société sous le IIIe Reich*, Publications de l'Institut d'Allemand, Université de la Sorbonne Nouvelle, Presses Sorbonne Nouvelle, Paris, 221-243, <https://books.openedition.org/psn/5825?lang=fr>,
- RECKENDREES Alfred (2013), "Business as a Means of Foreign Policy or Politics as a Means of Production? The German Government and the Creation of Friedrich Flick's Upper Silesian Industrial Empire (1921–1935)". *Enterprise & Society*. 14 : 99-143, https://www.researchgate.net/publication/262067310_Business_as_a_Means_of_Foreign_Policy_or_Politics_as_a_Means_of_Production_The_German_Government_and_the_Creation_of_Friedrich_Flick's_Upper_Silesian_Industrial_Empire_1921-1935
- RIAUD Xavier (2014), L'or dentaire nazi, <https://www.quatre.com/files/2014-04-L-OR-DES-NAZIS.pdf>,
- RITSCHL Albrecht (2003), "Dancing on a Volcano: The Economic Recovery and Collapse of Weimar Germany, 1924–33", dans BALDERSTON Theo (2003), *The World Economy and National Economies in the Interwar Slump*, Palgrave Macmillan, Basingstoke
- RITSCHL Albrecht (2002 a), "Deficit Spending in the Nazi Recovery, 1933–1938: A Critical Reassessment", *Journal of the Japanese and International Economies*, Volume 16, Issue 4, 559-582, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0889158302905150>
- RITSCHL Albrecht (2002 b), *Deutschlands Krise und Konjunktur 1924-1934. Binnenkonjunktur, Auslandsverschuldung und Reparationsproblem zwischen Dawes-Plan und Transfersperre*, Akademie, Berlin
- RITSCHL Albrecht (2002 c), "International Capital Movements and the Onset of the Great Depression: Some International Evidence", dans *The Interwar Depression in an International Context*, Schriften des Historischen Kollegs, 51, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, <https://www.degruyter.com/document/doi/10.1524/9783486594485-003/html>
- RITSCHL Albrecht (1998), "Reparation Transfers, the Borchardt Hypothesis, and the Great Depression in Germany, 1929–1932: A Guided Tour for Hard-Headed Keynesians", *European Review of Economic History*, 2: 49–72, <https://academic.oup.com/ereh/article/2/1/49/459138>
- RYAN-COLLINS John (2017), "Monetary financing in historical perspective: the case of Canada, 1930-1970", *British Journal of Sociology*, <https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10048775/1/Ryan-Collins%20%282017%29%20Monetary%20financing%20%28accepted%20version%29.pdf>
- SOLOW Robert M. (1956), « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, n° 1, 65–94, https://www.jstor.org/stable/1884513?seq=1#metadata_info_tab_contents

SPOERER Mark (2019), « La dette publique allemande après la Première Guerre mondiale : origines et politique de gestion » ; *Les crises de la dette publique : XVIII^e-XXI^e siècle* [en ligne]. Paris : Institut de la gestion publique et du développement économique, 185-209, <https://books.openedition.org/igpde/6147?lang=fr>

SPOERER Mark & STREB Jochen (2010), "Guns and butter – but no margarine: the impact of Nazi economic policies on German food consumption, 1933-1938" *FZID Discussion Paper*, 23-2010, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1734743

Statistisches Reichsamt (1934), *Die deutsche Zahlungsbilanz der Jahre 1924-1933*, 2^e éd., Hobbing, Berlin

TERNON Yves (2018), « L'influence des hygiénistes raciaux sur l'élaboration de *Mein Kampf* », *Revue d'Histoire de la Shoah*, vol. 208, no. 1, 339-350, <https://www.cairn.info/revue-revue-d-histoire-de-la-shoah-2018-1-page-339.htm>

TREBILCOCK Clive (1982), *The industrialization of continental powers: 1780-1914*, Routledge, Londres

VAN RIEL Arthur & SCHRAM Arthur (1993), "Weimar Economic Decline, Nazi Economic Recovery, and the Stabilization of Political Dictatorship." *The Journal of Economic History*, vol. 53, no. 1, 1993, 71–105, www.jstor.org/stable/2123176

VOLKMANN Hans-Erich (1980), « Aspects de l'économie militaire nazie de 1933 à 1936 », *Comité International d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, La France et l'Allemagne (1932-1936)*, C.N.R.S. Editions, Hors Collection, p.255-278, <https://www.cairn.info/la-france-et-l-allemande-1932-1936--9782222024286-page-255.htm>

WANNER Eckhardt (2009), « Der FAVAG-Konkurs, Das deutsche Menetekel der Weltwirtschaftskrise », *Die Bank, Zeitschrift für Bankpolitik und Praxis*, <http://www.die-bank.de/news/das-deutsche-menetekel-der-weltwirtschaftskrise-3212/>

WINKLER Robin (2015), *Feast or Famine: The Welfare Impact of Food Price Controls in Nazi Germany*, University of Oxford, <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:2294c824-2476-4a53-96e9-5f22b9d23895>,

WIRTSCHAFT UND STATISTIK (1927 a), Herausgegeben vom Statistischen Reichsamt, 7. Jahrgang, Nr.17, Lützow-Ufer 6/8, Berlin W10, https://www.statistischebibliothek.de/mir/receive/DEAusgabe_mods_00004090

WIRTSCHAFT UND STATISTIK (1927 b), Herausgegeben vom Statistischen Reichsamt, 7. Jahrgang, Nr.23, Lützow-Ufer 6/8, Berlin W10, https://www.statistischebibliothek.de/mir/receive/DEAusgabe_mods_00004108